



acfas

74

Association
canadienne-française
pour l'avancement
des sciences
1990

Les cahiers scientifiques

La paix

comme projet de justice

Sous la direction de
Ronald Babin et Simone LeBlanc-Rainville
Université de Moncton

Actes du Colloque "La paix comme projet de justice"
tenu en mai 1988 à l'Université de Moncton,
lors du 56e Congrès annuel de l'ACFAS



Bibliothèque Nationale du Québec



Édition:

Association canadienne-française
pour l'avancement des sciences
2730, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 1B7

Commandes téléphoniques:

ACFAS
(514) 342-1411
Les cartes Master Card et Visa sont acceptées.
Veuillez allouer trois semaines pour la livraison.

Commandes postales:

ACFAS (adresse ci-haut)
(les individus doivent joindre le paiement à leur commande)

Distribution en librairie:

Diffusion Prologue
1650, boul. Lionel-Bertrand
Boisbriand (Québec) J7E 4H4
Téléphone: (514) 434-0306 Ext.: 1-800-363-2864
Télécopieur: (514) 434-2627 Ext.: 1-800-361-8088

Saisie et mise en page:

Chantal Abord-Hugon

Graphisme:

La Touche Graphique

JX
1935
C32
1990

1990 ACFAS
Dépôt légal 3^e trimestre 1990
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-89245-102-7

D9005320

La paix

comme projet de justice

Sous la direction de
Ronald Babin et Simone LeBlanc-Rainville
Université de Moncton

Actes du Colloque "La paix comme projet de justice"
tenu en mai 1988 à l'Université de Moncton,
lors du 56e Congrès annuel de l'ACFAS



Association française pour l'Etude du Cancer (A.F.C.)

11, rue de Valenciennes - 75013 Paris
Téléphone : 01 47 33 40 00

Association française pour l'Etude du Cancer (A.F.C.)
11, rue de Valenciennes - 75013 Paris
Téléphone : 01 47 33 40 00

Commissariat général à l'égalité territoriale

11, rue de Valenciennes - 75013 Paris

Téléphone : 01 47 33 40 00

Commissariat général à l'égalité territoriale

11, rue de Valenciennes - 75013 Paris

Téléphone : 01 47 33 40 00

Commissariat général à l'égalité territoriale

11, rue de Valenciennes - 75013 Paris

Téléphone : 01 47 33 40 00

Téléphone : 01 47 33 40 00

Association française pour l'Etude du Cancer (A.F.C.)
11, rue de Valenciennes - 75013 Paris

Téléphone : 01 47 33 40 00

1155

Association française pour l'Etude du Cancer (A.F.C.)
11, rue de Valenciennes - 75013 Paris

1155

Association française pour l'Etude du Cancer (A.F.C.)
11, rue de Valenciennes - 75013 Paris
Téléphone : 01 47 33 40 00

Association française pour l'Etude du Cancer (A.F.C.)
11, rue de Valenciennes - 75013 Paris
Téléphone : 01 47 33 40 00

TABLE DES MATIERES

	PAGE
INTRODUCTION: Ronald Babin et Simone Leblanc-Rainville .	1
DISCOURS D'OUVERTURE: Maurice Rainville	9

ALBERT JACQUARD: De l'équilibre instable de la terreur à l'équilibre stable de la sécurité réciproque (conférence publique) . . .	13
ROBERTO MIGUELEZ: Les relations Nord-Sud et la paix . .	35
JEAN-GUY VAILLANCOURT: Désarmer pour développer autre- ment: les mouvements pour la paix et contre le gaspillage des dépenses militaires	47
BERNARD CLEARY: Oiseaux migrants de malheur: la milita- risation du territoire montagnais	71
SOLANGES VINCENT: Du mal-développement au développement durable	95
RONALD BABIN: Les années 80: décennie néo-pacifiste	103

TABLA DE MATERIAS

PAGE

INTRODUCCION: Rolando Babin et Simon Laplace-Rainville 1

DISCURSOS DE FUERTES: Rolando Babin 2

ALBERT JACQUARD: Evolución social de la familia
a través de la historia 13

ROBERTO MIGUEL: Los cambios demográficos y la familia 35

JEAN-GUY VALLANCOURT: Estrategias de desarrollo humano
para el movimiento por la paz y contra el lenguaje
de la guerra nuclear 43

BERNARD CLARY: Ocho misterios de México la ciudad
de los mil rostros 71

SOLANGE VINCENT: El mal desarrollo en
el desarrollo humano 88

RONALD BABIN: Los países en desarrollo 101

INTRODUCTION

Le présent ouvrage renferme le texte des principales conférences qui ont été prononcées à l'Université de Moncton, dans le cadre du colloque de l'ACFAS de 1988 intitulé "La paix comme projet de justice". Les grandes questions que soulèvent ces textes sont plus que jamais à l'ordre du jour et le type d'analyse qui les sous-tend devient de plus en plus nécessaire si l'on veut comprendre autrement que de façon simpliste la situation actuelle.

Au tournant des années 90, il nous est donné d'assister à ce qui pourrait très bien être un des plus importants revirements historiques que l'humanité ait jamais connu. En effet, la manière de penser et de conduire les relations internationales se voit en pleine transformation. D'une approche essentiellement fondée sur diverses formes plus ou moins permanentes de confrontations entre pays (ou groupes de pays), nous passons aujourd'hui au développement d'une approche plutôt marquée par une recherche accrue de coopération et de collaboration dans les relations entre pays et populations. Que de différences avec le tournant de la décennie 80 où, à toutes fins utiles, les directions politiques, économiques et idéologiques des superpuissances et de leurs pays alliés poussaient l'humanité dans une phase accélérée de la course aux armements qui, aux dires de nombreux experts, allait se poursuivre pour très longtemps encore tout comme la rivalité Est-Ouest qui en était le moteur.

Que s'est-il donc passé pour faire mentir bon nombre de "savantes" analyses? Comment expliquer un tel revirement qui s'est en grande partie imposée dans l'espace d'une décennie (de la fin des années 70 à la fin des années 80)?

Bien qu'il n'y ait pas de causes simples, il faut tout de même reconnaître que - fort heureusement - l'aventurisme militariste proposé par "en haut" fut largement rejeté par "en bas". Cela s'est exprimé particulièrement dans le fait qu'un peu partout dans la plupart des pays industriellement et techniquement développés, il y a eu développement

d'importants mouvements pour le désarmement et la paix par lesquels les sociétés civiles se sont assez rapidement imposées par leurs actions diverses en tant qu'acteurs à part entière sur la scène internationale. L'irruption de la "diplomatie des peuples" sur le terrain des affaires étatiques a certainement aidé à secouer des certitudes et à modifier un état de conscience générale quant à la nécessité de changer la conduite des affaires de ce monde.

Il est et il restera difficile de démontrer la portée exacte de l'influence des mouvements de paix dans le déclenchement et dans l'évolution des changements dramatiques que nous connaissons aujourd'hui et qui se manifestent plus particulièrement dans l'importante dynamique d'auto-réforme dans les pays du bloc de l'Est. Les changements rapides qu'on y observe contribuent grandement à un renversement historique de contexte et à une évolution vers ce qui apparaît de plus en plus comme une nouvelle reconfiguration du monde et comme une transformation fondamentale dans la conduite des relations internationales. Par rapport à tout cela, le rôle et l'impact du vaste mouvement transnational de paix n'ont pas été reconnus à leur juste valeur. Pendant plus d'une décennie, ses actions et ses activités ont en réalité été caractérisées par la promotion d'un changement de cet ordre avec en perspective une paix durable et un monde sûr à construire en commun, notamment en se libérant en premier de la dynamique hégémonique des blocs militarisés de l'Ouest et de l'Est. La surprise générale est que cette structure politico-militaire mondiale ait cédé si vite. On ne s'y attendait pas de sitôt et le fait que des millions de personnes se soient mobilisées pour le désarmement ne peut qu'y être pour quelque chose.

Néanmoins, le mouvement de paix a lui aussi été surpris devant l'ampleur, la vitesse et la profondeur des changements historiques en cours, ce qui l'a amené depuis quelques années à modifier en conséquences le sens de ses démarches pour passer d'actions surtout contestataires à d'autres plus proprement politiques. Cette réorientation vers une plus grande politisation de revendications et de demandes a deux grandes raisons explicatives, l'une plus pratique et l'autre plus générale.

D'abord, en affirmant davantage ses propres choix par rapport aux priorités budgétaires, aux objectifs institutionnels, etc., le mouvement cherche à gagner autant d'influence que possible sur les différents processus de réaménagement institutionnel qui ont lieu durant une importante période de transition sociétale et de transformation historique. Ensuite, en cherchant à nourrir et à élever le processus politique, il s'efforce de faire valoir la nécessité de maintenir la sécurité par des moyens politiques plutôt que de s'en remettre à des moyens techniques qui ne font qu'entraîner encore plus loin dans une périlleuse et nuisible course aux armements. Politiquement, le mouvement repose donc toute la question de la sécurité en lui donnant une signification très large de manière à contraster et à contrer l'étroite définition qu'en donnent les forces militaristes et conservatrices de nos sociétés. Socialement, il s'agit aussi de faire comprendre largement que sur le fond, la sécurité réside dans la défense démocratique de l'espèce humaine contre tout ce qui la menace, notamment la guerre et la violence, la course aux armements et la prolifération nucléaire... mais aussi la pollution et la démographie, le mal-développement Nord/Sud, la drogue, etc. Elargir la question de la sécurité, c'est aussi favoriser sa réappropriation par les populations civiles en plaçant tout le monde devant les responsabilités individuelles et collectives dans la construction d'un meilleur avenir pour tous et toutes, ce qui exige de faire de la responsabilité un élément essentiel de la réponse démocratique requise pour y arriver. On en arrive donc, et c'est l'objectif recherché, à centrer l'attention sur une approche plus globale et aussi plus humaniste en ce qui concerne le désarmement, la paix et la sécurité. Et sur le fond, le mouvement de paix en appelle ainsi à un retour aux valeurs humaines progressistes, et d'abord à celle qui les résume toutes, la justice.

La justice constitue une question vaste et complexe qui se prête mal au développement d'une réponse unique et commode. Malgré cela, pour trouver un sens à la réunion des textes de ce volume, c'est bien depuis ce niveau de questionnement qu'il faut partir, d'où l'explication de son titre ainsi que celui du colloque tenu à Moncton en mai 1988 qui en était le point de départ: "La paix comme projet de justice". Toutefois, il ne faut pas pour autant chercher à trouver une unité qu'il n'y avait pas à

l'origine. Il s'agit plutôt d'un mélange intéressant d'analyses et de points de vue provenant d'auteur-e-s qui soulignent à leur manière qu'une paix réelle et durable ne peut être réduite ni au désarmement nucléaire spécifiquement (ni chimique ou autre) ni à la gestion de la course aux armements. Il s'agit de beaucoup plus que cela et l'ensemble des contributions souligne comment la construction d'une paix véritable est surtout tributaire de la notion de justice dans le sens du développement du respect, de la compréhension des différences et dans le sens aussi de l'élargissement des possibilités humaines et de l'épanouissement de la personne humaine. Pousser la réflexion dans cette voie implique un rappel de la primauté de la justice dans les affaires humaines ainsi qu'un effort de relier la lutte pour une sécurité commune à celle contre les privilèges et les abus de pouvoir, ce qui pose en entier le problème de la façon d'inscrire les valeurs de justice dans nos sociétés contemporaines dominées par le libéralisme économique, le productivisme marchand et la technocratie politico-militaire.

Les lecteurs et lectrices ne trouveront pas de réponses définitives dans les textes qui suivent mais seront amenés à prendre conscience du travail qui se fait et qui reste à faire pour produire une paix durable fondée sur la justice. La lecture des textes de ce volume aidera aussi à prendre connaissance d'une tranche importante de l'histoire sociale des changements historiques que nous connaissons actuellement à l'échelle planétaire. Ce volume est en effet rempli d'analyses, de commentaires et d'informations qui offrent des explications sur les causes de l'actuel renversement historique de contexte ainsi que sur l'évolution subséquente vers une nouvelle reconfiguration du monde. En filigrane, il sera aussi possible de constater que la perspective planétaire en plein développement dans le mouvement de paix n'est pas étranger au regain d'activisme en ce qui concerne l'écologie et la sauvegarde de la nature qu'il faut voir comme manifestation d'une nouvelle appréciation de ce que devrait être la sécurité, "écologique" cette fois. A bien des égards, il en est de même avec la nécessité d'apporter des solutions réelles aux déséquilibres structurels entre le Nord et le Sud, de plus en plus perçus comme le problème fondamental de cette fin de siècle.

Pour ce qui est du contenu plus spécifique et thématique du volume, en voici un bref aperçu:

- * Dans le discours d'ouverture du colloque, **Maurice Rainville**, professeur de philosophie et vice-doyen de la Faculté des arts de l'Université de Moncton, définit la notion de paix qui sous-tend les différentes présentations et leur donne une certaine unité. Il ne s'agit pas de la "pax romana", qui implique la domination d'un élément politique sur un autre, mais bien de la paix comme "rapport de concorde fondé sur la justice".
- * Après avoir montré comment l'être humain s'est construit grâce à un processus de complexification toujours croissant, le célèbre généticien français, **Albert Jacquard**, nous invite à construire ce qu'il appelle "l'humanité". Il faut imaginer une société où l'on va, peu à peu, réinventer la vie les uns à côté des autres", dit-il. Si la violence fait partie de la nature de l'être humain, il faut dire non à la nature, comme on le fait quand on sauve de la mort un enfant que la "nature" aurait fait mourir. Il faut tout repenser: la compétition qui divise les gens en "gagnants" et "perdants", la glorification de la force et de la discipline militaire, l'éducation qui enseigne à donner des réponses mais non à se poser des questions, le patriotisme étroit qui pousse les gens à s'identifier à un pays plutôt qu'aux grands esprits qui ont façonné ce pays en s'interrogeant sur ce qu'est l'être humain.
- * A partir d'une analyse empirique de la réalité contemporaine, **Roberto Miguelez**, professeur de sociologie à l'Université d'Ottawa, montre qu'il ne saurait y avoir désormais de paix sans justice. Si la parité nucléaire et la conscience mondiale qui interdit le recours aux armes atomiques empêchent dorénavant le conflit entre les deux superpuissances de se dérouler sur le plan militaire, la guerre n'en continue pas moins de faire ses ravages dans ce que l'on appelle la "périphérie" du système mondial. L'immense majorité de ces conflits armés sont reliés à des problèmes de structure sociale qui ne peuvent être résolus sans qu'un nouvel ordre économique mondial vienne assurer une plus grande justice dans la distribution des richesses et du pouvoir.

- * Reconnaissant qu'un "désarmement réel, multilatéral, graduel et contrôlé est devenu nécessaire pour libérer les fonds requis pour régler les problèmes globaux devenus quasi insolubles au plan économique et au plan écologique", **Jean-Guy Vaillancourt**, professeur de sociologie à l'Université de Montréal, examine le courant de pensée qui petit à petit a conduit de nombreux organismes à voir dans l'environnement, le développement et le désarmement trois pôles indissociables sur lesquels il faut travailler conjointement. Il retrace l'origine du mouvement pour la paix et contre le gaspillage des budgets militaires qui s'est développé au niveau international et qui a donné naissance à cette nouvelle façon de comprendre les enjeux actuels. Après avoir fait état de la diversité politique et idéologique des groupes et individus qui composent ce mouvement au Canada et au Québec, l'auteur examine la politique de défense canadienne et montre en quoi cette politique est dangereuse à la fois pour le Canada et pour l'ensemble de l'humanité.
- * Dans un vibrant plaidoyer en faveur de la justice envers les représentants des premières nations, **Bernard Cleary**, le négociateur en chef du Conseil Attikamek-Montagnais, fait état des obstacles auxquels se heurte l'instauration d'un nouveau contrat social susceptible d'assurer à son peuple le droit de disposer d'un territoire ancestral qui n'a jamais été conquis ou cédé. Il dénonce en particulier la militarisation du territoire montagnais où le nombre de vols à basse altitude qui s'effectuent au cours d'exercices militaires risque d'augmenter sensiblement si l'on en fait une base d'entraînement des pays membres de l'OTAN. Même si les méthodes auxquelles on a eu recours pour contrecarrer leurs revendications sont pour le moins douteuses, les Montagnais, forts du progrès accompli dans la reconquête de leur autonomie, gardent espoir que leur négociation territoriale leur permettra un jour de se bâtir un pays à leur image où ils pourront vivre en paix dans un "esprit de bon voisinage construit sur une base de respect mutuel et non par une société dominante".

* S'appuyant sur la conclusion des travaux de la Commission mondiale des Nations-Unies sur l'environnement et le développement selon laquelle "l'inégalité est le problème majeur de la planète", **Solanges Vincent**, militante pacifiste et féministe, montre qu'une nouvelle éthique doit désormais imprégner toutes les sphères d'activité humaine afin d'assurer la gestion rationnelle et le partage équitable des ressources dans le monde. Elle souligne que même si le concept de développement viable devient de plus en plus accepté à mesure que l'on prend conscience que l'avenir de l'humanité est en jeu, de grands changements dans les politiques économiques actuelles seront nécessaires pour mettre fin aux disparités qui ne font que s'aggraver à l'heure actuelle. Des pressions massives de la part des populations devront être faites pour que les sommes considérables que l'on réserve à des fins militaires soient consacrées à des projets de développement qui contribueront à assurer l'avenir de tous et de toutes.

* Ayant établi à travers l'analyse du système **D** néo-pacifiste l'étendu du caractère autonome, participatif et extra-institutionnel du vaste mouvement de paix des années 80, **Ronald Babin**, professeur de sociologie à l'Université de Moncton, propose ensuite une analyse de la portée sociale et de la signification politique des actions de ce mouvement qui visent à réhabiliter le processus démocratique et à rétablir le système politique. Le mouvement de paix cherche ainsi à favoriser la modernisation de nos sociétés et de leurs institutions, ce qui les rendraient plus aptes à répondre aux importants défis globaux de notre époque, notamment, la démilitarisation des relations internationales, la sauvegarde de la nature et l'établissement d'un ordre économique international, juste et équitable. De toute évidence, un programme chargé qui ne verrait ses chances de succès augmenter que dans la mesure où une vision commune des problèmes contemporains ainsi que de leurs solutions remplacerait les divisions et les affrontements propres à une autre époque. L'auteur examine le travail qui se fait pour y arriver et aussi pour que s'établisse un nouveau rapport entre Etat et société civile dans le sens d'un nouveau contrat social international par lequel on s'ouvre à une véritable

stratégie de gestion sociale et démocratique du changement. Tel est le défi que lance le mouvement de paix d'aujourd'hui et qu'il exprime concrètement dans ses faits et gestes.

Ronald Babin
Simone LeBlanc-Rainville

Nous aimerions témoigner notre reconnaissance à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de cet ouvrage.

Nous tenons à remercier la Faculté des sciences sociales, la Faculté des sciences de l'éducation et la Faculté des études supérieures et de la recherche de l'Université de Moncton ainsi que le ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick qui ensemble ont rendu cette publication possible.

A Chantal Abord-Hugon, qui s'est chargée de la dactylographie et de la révision des textes, ainsi qu'à Donald Clavet, qui nous a fourni de nombreux conseils d'ordre technique, nous exprimons notre vive gratitude.

Nous tenons à souligner combien nous avons apprécié la collaboration de nos collègues du Québec et de l'Acadie qui ont bien voulu arbitrer les textes: Fernand Arseneault, Micheline Beaudry, Jules Dufour, Catalina Ferrer, Monique Gauvin, Hélène Connor-Lajambe, Katherine Marcoccio, Louis O'Neil, Maurice Rainville, Michel Saint-Louis, Rémi Savard et Eric Shragge.

De plus, les auteurs Ronald Babin et Jean-Guy Vaillancourt remercient vivement le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) et l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI) pour avoir financé leurs recherches.

DISCOURS D'OUVERTURE DU COLLOQUE "LA PAIX COMME PROJET DE JUSTICE"

Maurice Rainville
Université de Moncton

Ce n'est pas la première fois que l'Université de Moncton connaît une rencontre sur ce sujet. Il y a exactement trois ans, du 8 au 10 mai 1985, elle a été l'hôte d'un colloque qui avait la paix pour thème et qui a rassemblé environ 700 personnes d'origines diverses: Canada, Europe, Etats-Unis, Afrique, Amérique du Sud. Colloque de sensibilisation aux causes de la guerre et aux stratégies qui peuvent favoriser la paix internationale; colloque de mobilisation, puisqu'il invitait chacun et chacune "à s'engager dans des actions susceptibles de mener à l'édification d'un monde où les enfants pourront jouer sans crainte sous le soleil, grandir et s'épanouir dans la sécurité, le respect et la tendresse". Les actes de ce colloque ont été publiés dans la Revue de l'Université de Moncton. L'année suivante, nous offrons un séminaire multidisciplinaire de 45 heures sur le même thème. Le plan détaillé de ce séminaire a été publié dans "Canadian Peace and World Order Studies".

Nous vous avons invités à continuer aujourd'hui, dans le cadre du Congrès de l'ACFAS et avec des objectifs appropriés, la réflexion sur la paix. En préparant le présent colloque, nous avons en tête deux objectifs: d'abord susciter dans les milieux francophones du Canada des recherches d'ordre scientifique sur la paix; ensuite offrir un forum où les recherches déjà en cours sur ce sujet puissent être présentées à la communauté scientifique.

Nous avons préparé ce colloque à partir de deux convictions.

Premièrement, l'idée selon laquelle la guerre a cessé, au moins dans l'architecture des représentations qui nous permettent d'interpréter et de projeter le monde, de se couvrir des caractéristiques qui ont longtemps été

les siennes: elle est, a-t-on longtemps pensé, inévitable; elle est, a-t-on pensé aussi, un moyen de rétablir la paix.

"Les hommes et les femmes ont cru au cours de l'histoire à l'inévitabilité des guerres et ils ont cru aux vertus de la guerre. Dans cette génération, nous avons cultivé l'idée que la guerre devait être bannie et qu'elle pouvait l'être, que la paix pouvait être glorieuse et qu'elle ne devait pas être rachetée par la vertu rédemptrice de la guerre." (G. François, mai 1985).

Deuxièmement, nous avons en tête une idée de la paix qui relie celle-ci à la justice. D'où le titre que nous avons donné à ce colloque: "La paix comme projet de justice". Le concept de "paix" n'est pas d'emblée le même chez tous et chez toutes; il n'est pas du tout sûr, par exemple, que les hommes politiques des plus grandes nations du monde veuillent dire la même chose quand ils disent ensemble qu'ils travaillent à l'établissement de la paix. Quant à nous, ce n'est pas notre intention de promouvoir l'idée d'une paix à la romaine, d'une "pax romana". Qu'est-ce qu'une paix conçue à la romaine, qu'une "pax romana"? C'est un pacte qui implique la domination d'un élément politique sur un autre. Le langage peut nous éclairer, ici. Les mots "paix" et "pacte" ont la même origine latine. "Paix" est dérivé de "pax, pacis", du verbe "pacisci", qu'on traduit par "pacifier". Etablir la paix, dans ce sens, c'est passer un pacte. Et dans l'empire romain, ce pacte avait pour sens que la contrée qui venait d'être vaincue par la guerre reconnaissait l'autorité de Rome sur elle. La paix, au sens du pacte romain, implique la domination d'un élément politique fort sur un autre élément politique faible et, d'une manière typique, vaincu par la guerre.

Ce n'est pas là l'idée de la paix qui a présidé à l'organisation de ce colloque. L'idée de la paix à laquelle nous pensons, celle qui donne leur unité aux différentes interventions qui apparaîtraient autrement disparates et sans rapport étroit les unes avec les autres, nous en reprendrions volontiers l'expression à Thomas d'Aquin ou Emmanuel Kant. C'est

l'idée d'un "rapport de concorde fondé sur la justice". Un rapport de concorde, c'est-à-dire une modalité de coexistence entre des entités politiques qui est le fruit du libre assentiment, de la libre décision de chacune de ces entités politiques; ici, la subjectivité de l'une ou de l'autre de ces entités n'est pas niée, elle préside au contraire à l'établissement du mode commun d'existence. Un rapport fondé sur la justice, c'est-à-dire un rapport où chacun dispose réellement de ce qui lui est dû: la liberté, les moyens politiques et économiques qui sont nécessaires à son épanouissement et à la réalisation de son projet comme peuple.

De cette idée de la paix comme rapport de concorde fondé sur la justice découlent deux conséquences: l'une a trait à l'armement (et c'est pourquoi une partie de notre colloque est consacrée aux questions de l'armement et du désarmement). Les efforts d'armement sont condamnables parce qu'ils s'inscrivent dans un projet de domination d'une entité politique par une autre, un projet que le président Reagan n'aurait pas pu mieux exprimer qu'il ne l'a fait en parlant, en 1984, de l'Initiative de défense stratégique: il s'agit, disait-il, de "mettre l'URSS à genoux". Ils sont condamnables parce que la puissance des armes modernes met en péril tout projet d'humanité, que ce soit celui, peu souhaitable, d'une "pax romana", ou celui, plus noble, d'une paix comme concorde dans la justice; elle menace l'humanité d'une paix beaucoup plus sombre, la paix des cimetières. Kant a écrit: "Aucun traité de paix ne sera valide s'il contient des réserves pour une guerre éventuelle future". Et un commentateur ajoute: "puisque l'état de paix n'est pas naturel entre les nations, il doit être "établi" (il doit être le fruit d'une décision libre), et pour cela il ne suffit pas de cesser les hostilités, mais il faut s'engager à ne plus jamais utiliser la force pour régler des conflits".

La deuxième conséquence a trait aux relations politico-économiques entre les peuples (et c'est pourquoi une partie de notre colloque est consacrée à cette question). La paix, au sens où nous l'entendons, n'est jamais réelle tant que des inégalités demeurent, et surtout quand ces inégalités sont exactement le fruit des rapports entre des fractions différentes de l'univers humain. C'est une vue trop étroite de penser à la paix seulement comme à l'absence de guerre. La paix n'est pas une absence

de quelque chose, c'est au contraire quelque chose de positif, c'est une manière de vivre à plusieurs dans un état librement voulu de justice. La paix, en ce sens, n'est jamais réalisée tant qu'un peuple en soumet un autre, en exploite un autre, et cela s'applique autant au sort que les nouveaux arrivants ont fait aux habitants de l'Amérique qu'à la dépendance économique où le nord industrialisé a réduit le sud sous-développé.

DE L'EQUILIBRE INSTABLE DE LA TERREUR A L'EQUILIBRE STABLE DE LA SECURITE RECIPROQUE

ALBERT JACQUARD

Institut national d'études démographiques (Paris)

Dire le fond de sa pensée, c'est ce que nous allons essayer de faire. Chercher la vérité; oh, elle est lointaine, elle n'est pas facile à cerner, mais au moins, essayer d'apporter un peu de lucidité car c'est cela le rôle du scientifique. De temps en temps, il est efficace, mais une efficacité pour quoi faire? Pour rattraper les autres? Une fois qu'on les aura rattrapés, on va les dépasser; quand on les aura dépassés, ils vont vouloir nous rattraper, mais où nous mène cette course?

La vitesse semble être actuellement une valeur. Or, la vitesse n'est pas une valeur; ce qui est une valeur, c'est la direction. Actuellement, nous ne pensons qu'à la vitesse et à l'accélération. Essayons d'être un peu lucides. Sur quoi? Sur le seul objet qui nous intéresse: nous! On fait semblant de s'intéresser aux étoiles, aux quarks, aux petites fleurs, aux cailloux, mais on n'est intéressé que par celui qui regarde les étoiles, que par celui qui cherche à comprendre ce qu'il y a dans les quarks, c'est-à-dire nous, les hommes. Nous, les hommes qui sommes dans l'univers, qui sommes faits de protons et de neutrons, comme n'importe quoi dans l'univers, mais qui en parlons.

Qu'est-ce que c'est que cet homme? Tous les philosophes se sont interrogés, personne n'a répondu! Il se trouve qu'actuellement la science donne, oh, non pas la réponse, mais des éléments de réponse qui nous réinsèrent dans l'univers. Je suis un produit de l'univers; quel merveilleux univers il a fallu pour qu'il ait été capable de **ME** faire. Cet univers, c'est quoi? Il a une histoire que l'on raconte maintenant avec quelques métaphores en évoquant le "Big Bang" il y a quelque 15 milliards d'années. C'est une façon de parler, bien sûr. Cet univers, qu'est-ce qu'il s'y passe? Il s'y passe des événements dus aux forces à l'oeuvre. La gravitation qui fait que les masses s'attirent. Les forces électromagnétiques qui font que

nos moteurs électriques tournent et que les électrons qui tournent autour des protons. Puis les forces à l'intérieur des noyaux qui font que tous ces éléments sont collés les uns contre les autres.

Ce que nous disent les astrophysiciens, c'est que ces forces, si elles agissaient chacune isolément, aboutiraient à un univers très plat. Imaginez que la création et le "Big Bang" n'aient abouti qu'à un univers où il n'y a que la gravitation. Alors, tout ce qui a une masse attirerait ce qui a une masse, ça ferait des grosses masses qui s'attireraient et à la longue, il n'y aurait plus qu'une énorme masse quelque part et nous ne serions pas là pour en parler. S'il n'y avait que des forces électromagnétiques, l'univers aurait fait des molécules très stables comme le gaz carbonique. S'il n'y avait eu que les forces nucléaires, il aurait fait des noyaux très stables de fer et cet univers aurait été sans intérêt.

Mais il se trouve par une coïncidence tout à fait merveilleuse que chacune des forces a exactement l'intensité qu'il faut pour défaire ce que les autres forces font. Si bien que la gravitation rassemble les masses, mais les forces électromagnétiques interviennent. Au lieu d'aboutir à un monde plat, uniforme, sans intérêt, depuis 15 milliards d'années que cela dure, ce monde est en état de complexification. Des objets nouveaux arrivent et ces objets nouveaux ont quelques pouvoirs. Ils sont prêts pour devenir un peu plus riches d'éléments, plus complexes. Peu à peu, cette complexité a grandi. Malheureusement, ça va très, très lentement et dans la plupart des coins de l'univers, cette complexité n'a pas abouti à grand chose. Bien sûr, les hélium se sont rassemblés, et trois hélium cela donne un carbone, si bien que l'on voit apparaître quelque chose d'assez étrange: trois objets qui ne savent rien faire (les noyaux d'hélium) donnent un noyau de carbone qui, lui, sait faire beaucoup de choses. Cet exemple des trois hélium qui donnent un carbone est le prototype d'un événement assez étrange: quand on assemble des éléments, leur ensemble a des propriétés qui n'étaient pas prévisibles même si on savait tout des éléments. Il apparaît quelque chose de neuf. Mais c'est long. Il se trouve que dans un petit coin de l'univers qui nous intéresse beaucoup, une petite planète assez banale autour d'une étoile très moyenne, il s'est produit une certaine accélération de ce processus de complexification.

VERS L'EQUILIBRE STABLE DE LA SECURITE RECIPROQUE 15

Une accélération qui, pour simplifier, peut être présentée comme le résultat de deux événements majeurs. L'apparition un jour de molécules au fond pas très compliquées, vous les connaissez tous: les molécules d'ADN. Qu'est-ce que c'est? Un long ruban fait de A,T,G,C,... etc., qui se tiennent par la main et qui ont en face d'eux le ruban complémentaire et puis de temps en temps, les deux rubans se séparent et chacun reconstitue le complémentaire. Là où il y avait un double ruban, il y a deux doubles rubans. Cela a été décisif car on est en présence d'un objet qui a fait un pied de nez à la durée. Il est indestructible car quand vous le détruisez, peu importe, il a eu le temps de faire une copie de lui-même. Il est capable de se reproduire et par conséquent, il est éternel.

A partir de ce moment, des objets, les ADN, ont été capables d'accumuler des pouvoirs, d'accumuler de la complexité et, au lieu que tout soit à refaire, chaque fois qu'ils étaient détruits, rien n'était à refaire. Il y a donc eu sur la terre une accélération du processus de complexification. Mais une accélération encore très insuffisante. Ça allait encore bien lentement et depuis 3 milliards et demi d'années que ça dure, on ne serait pas passé des premiers balbutiements des êtres que l'on dit vivants, les algues bleues, les bactéries à des espèces comme la nôtre ou toutes celles qui nous entourent.

Mais il y a eu un autre événement dont on ne parle pas assez et qui déjoue encore plus notre capacité d'imaginer comment cela a pu se faire. Un jour, des êtres qui étaient capables de se reproduire, dont les ancêtres étaient capables de se reproduire, ont perdu ce pouvoir et ils en ont acquis un autre beaucoup plus étrange qui défie vraiment notre compréhension, qui est d'ailleurs parfaitement illogique et qui complique terriblement la vie des professeurs de génétique. Dans une humanité de bactéries, on serait professeur de génétique à très peu de frais car tout est simple: on se reproduit! Tandis que ceux-là, ils ont inventé quelque chose d'invraisemblable. Ils s'y sont mis à deux pour en faire un troisième. Alors ça, vraiment, ça change tout! Parce que ce troisième, il ne reproduit rien. Il ne reproduit pas l'un, il ne reproduit pas l'autre, il est un être nouveau. Autrement dit, ils ont inventé un mécanisme dont l'essentiel c'est de faire du neuf à tous les coups et à très peu de frais.

On fait du neuf à tous les coups, c'est ça qui a accéléré de façon décisive la complexification. On n'en finit pas de réfléchir sur l'impossibilité de ce processus bien connu: deux qui donnent un. En effet, en toute logique, ce n'est pas possible. Et malheureusement, pour les professeurs de génétique, mais heureusement pour tout ce que l'on a à dire dans la suite de cette conférence: ça marche quand même. En fait, c'est un défi au bon sens et c'est un défi à notre vocabulaire. La preuve que nous n'y comprenons rien, c'est que tous les mots que nous employons sont faux: "Les enfants que j'ai faits", ce n'est pas possible. Je ne peux pas faire d'enfants. Comment voulez-vous que moi, un être unitaire, je fasse un autre être unitaire en m'acoquinant avec un troisième? Ce n'est pas possible! On peut évidemment dire que l'autre n'a servi à rien, il a servi comme disaient les Grecs, de four pendant neuf mois pour faire cuire le pain qui était déjà fait dans les spermatozoïdes que j'avais envoyés; c'est la fameuse théorie de la petite graine: j'ai émis une petite graine, le bébé était tout fait dedans et la mère n'a qu'à le faire grossir. Naturellement, il y a des esprits chagrins pour dire: "Pourquoi est-ce que ce serait l'homme? Pourquoi ce ne serait pas la femme? Le bébé était tout fait dans l'ovule". Vous connaissez toutes ces théories admirables où on voyait l'emboîtement de toutes les générations dans les spermatozoïdes des hommes ou au contraire dans les ovules des femmes si bien que nous étions présents, emboîtés comme des poupées russes, dans les testicules d'Adam ou dans les ovaires d'Eve. C'est merveilleux comme théorie. D'ailleurs ça explique tout, ça explique même le péché originel puisque, comme vous savez, quand ils ont désobéi à Dieu, on y était. On a même pu calculer la date de la fin du monde en imaginant combien on pourrait mettre de spermatozoïdes emboîtés les uns dans les autres dans les testicules d'Adam. Tout ceci n'est pas sérieux, bien sûr. Mais en fait, qu'est-ce qui se passe? Comment expliquer que j'aie "fait des enfants"? Eh bien, le seul qui ait compris, c'est un moine qui a expliqué qu'en fait (il ne l'a pas dit comme cela, mais c'est fondamentalement ça) on ne fait pas d'enfants. Qu'est-ce que je sais faire? Je sais faire des spermatozoïdes, ça je sais. Et en face, elle sait faire des ovules. Et la seule phrase qui soit sérieuse est de dire: "Les enfants que j'ai eus ou que nous avons eus, ont été faits par un ovule qu'elle avait fait et un spermatozoïde que j'avais fait". C'est une phrase beaucoup plus compliquée, mais c'est

la seule phrase qui soit rigoureuse. Ce que je sais faire, ce sont des spermatozoïdes, ce qu'elle sait faire ce sont des ovules et ces petits êtres-là font le nécessaire pour que des enfants arrivent. Mais on les oublie toujours, ces êtres intermédiaires. Pourtant, ils sont passionnants car c'est à leur niveau que la nouveauté arrive.

J'ai fait un petit calcul que je propose à mes étudiants. Je leur dis: "Chaque fois que je fais un spermatozoïde, je lui envoie une des deux recettes que j'avais reçues. Mon père m'a envoyé **A**, ma mère m'a envoyé **B** pour le système sanguin **ABO**. Ça fait deux espèces de spermatozoïdes. Pour le rhésus, mon père m'a envoyé moins (-) et ma mère m'a envoyé plus (+). Deux fois deux font quatre espèces de spermatozoïdes pour ces deux caractères. Et au bas mot, moi, vous, n'importe quel homme dans la salle a reçu de son père et de sa mère, pour mille caractères au moins, des recettes différentes. Par conséquent, il peut faire 2^{1000} spermatozoïdes tous différents. C'est vite dit et là on est trompé par les notations mathématiques. Oui, ça fait beaucoup, mais beaucoup, c'est-à-dire? Une des façons d'en prendre conscience c'est de dire aux hommes, supposez que vous ayez envie, pour des raisons personnelles, de constituer la panoplie complète de tous les spermatozoïdes que vous pourriez faire, un seul de chaque. Comme ça ne tient pas beaucoup de place, on met 100 millions de spermatozoïdes par millimètre cube, vous espérez que cela tiendra dans une salle comme ici. Ça ne tient pas et ça ne tient pas dans l'univers. Allez jusqu'aux galaxies les plus lointaines, celles que l'on vient de découvrir à 15 ou 20 milliards d'années-lumière, mettez tout cela au cube, multipliez par $\frac{4}{3} \pi$, multipliez ensuite par 100 millions et vous obtenez un nombre de 87 chiffres. Oui, mais 2^{1000} , c'est un nombre de 300 chiffres. Autrement dit, la prochaine fois qu'il fera beau, et c'est sans doute tout à l'heure, regardez les étoiles, imaginez que tout cela est rempli de spermatozoïdes bourrés, serrés et dites-vous qu'à vous tout seul, vous pouvez remplir cela des milliards de fois. Quant aux femmes, c'est encore pire, avec leurs ovules énormes... Autrement dit, au-delà de la boutade qui fait rire, il y a ce constat fabuleux qu'à cause de la mise en oeuvre d'une combinatoire, chaque fois que l'on fait un spermatozoïde, il est tout neuf. On pourrait en faire pendant des milliards d'années, on ferait toujours du neuf. Voilà ce qui s'est passé il y a quelques deux

milliards d'années et qu'a enfin compris Mendel il y a 120 ans. En fait, ce que l'on fait ce sont des êtres à qui l'on envoie la moitié de soi-même au prix d'une loterie, d'une combinatoire qui multiplie les possibles. L'être qui va être fabriqué, non pas par moi et par elle, mais par les petits êtres intermédiaires que nous aurons faits, il sera tout neuf, inattendu, imprévisible. Et c'est ça qui a permis une accélération fabuleuse de la complexification sur notre Terre, peut-être ailleurs aussi, mais en tout cas sur notre Terre. On a vu apparaître des êtres tellement étranges que les parents devaient les regarder avec un drôle d'air: "Celui-là, on l'a vraiment raté, il ne nous ressemble pas, il est tellement autre." Voilà des poissons dont les enfants s'en vont sur les plages, voilà des animaux qui rampent dont les enfants s'en vont voler. Voilà des êtres qui ont donné naissance à d'autres êtres qui dès la naissance étaient très autonomes et puis un beau jour ils donnent naissance à des petits êtres ratés qui doivent rester près de leurs mères pour téter. Ce sont les mammifères et puis, peu à peu, on en voit de toutes les espèces.

Mais regardez les mammifères. A cause de la cohabitation entre la mère et l'enfant, la mère a pu transmettre à l'enfant autre chose que des recettes biologiques. Elle lui a transmis des recettes de comportements. Et, du coup, la sélection naturelle, qui éliminait les trop faiblarde, a éliminé les pas assez malins. Elle a pris comme cible l'astuce, la capacité du système nerveux central à inventer les comportements, à s'en souvenir, à les transmettre. Dans cette lignée-là, on a vu apparaître des êtres au système nerveux central de plus en plus riche: les primates, des êtres fabuleux avec 5 milliards de neurones dans le cerveau, qui font des choses extraordinaires. Et puis un jour, arrive un primate complètement à côté de la plaque du point de vue de son système nerveux central. La machine à fabriquer son cerveau est dérégulée; au lieu d'avoir un bon rythme, elle fabrique les neurones à un rythme affolant: 500 000 à la minute à certains moments. Il ne sait pas où les mettre, le pauvre foetus, il les met n'importe où. Ça tient de la place, il est obligé de naître bien avant d'être terminé, il n'est pas présentable. Ça commence par une catastrophe, mais ça va se terminer par une apothéose. Provisoirement en tout cas. En effet, ce petit qui vient de naître, au lieu d'avoir

VERS L'EQUILIBRE STABLE DE LA SECURITE RECIPROQUE¹⁹

5 milliards de neurones comme un brave chimpanzé, il en a 50 ou 100 milliards. Ils ne sont pas fonctionnels, ils sont mal reliés entre eux. Après sa naissance, il les relie, un peu à la va-comme-je-te-pousse, n'importe comment, par environ 1 million de milliards de connexions. Autrement dit, il a en tête l'équivalent d'un labyrinthe qui comporterait 1 million de milliards de portes et tout cela donne un circuit invraisemblablement riche. Du coup, on est en présence d'un objet infiniment plus complexe que n'importe quel autre: voilà l'homme, simplement, la fine pointe d'un processus de complexification qui dure depuis le "Big Bang".

Je suis la pointe avancée de ce processus, mais la complexité, à quoi ça sert? Il se trouve que la complexité, dans une réflexion relativement récente, introduit un autre concept assez difficile, le concept d'auto-organisation, d'autostructuration. Quand je suis devant un objet simple, je peux tout dire de lui. Je fais appel aux experts et ils me disent: cet objet a telle masse, il a telle charge électrique, il va être soumis à telle force, il va être accéléré de telle ou telle façon; je sais tout du présent, je sais tout de l'avenir. Oui, mais quand un objet est complexe, quand il est très riche d'éléments, que ses éléments ont beaucoup de caractéristiques, qu'ils ont entre eux énormément de rapports d'action et de réaction, alors il vient un moment où je renonce à tout savoir. Or, s'il y a un objet pour lequel je suis bien obligé de renoncer à tout savoir, c'est mon cerveau, puisque c'est avec mon cerveau que je prétends décrire mon cerveau. Je ne saurai jamais tout. Et je m'aperçois, - c'est le tournant du raisonnement- que sachant presque tout, je suis dans la même position que si je ne savais presque rien. Le presque tout dans la connaissance est équivalent au presque rien dans la capacité à prévoir. Cela peut sembler paradoxal. L'exemple le plus trivial que je propose à mes étudiants est le suivant: un billard, un billard dont vous connaissez les dimensions. Je fais l'hypothèse que les bandes sont rigoureusement élastiques, je lance ma boule et elle rebondit sans perte d'énergie avec deux angles égaux. Je donne à un ordinateur les dimensions du billard, la trajectoire initiale et je lui demande de calculer le premier rebond, le deuxième, le vingtième, le cinquantième, le centième. L'ordinateur, appliquant des équations toutes simples, calcule les 100 premiers rebonds. Seulement ça n'a aucun sens car on peut démontrer que le 50e rebond

va être modifié, si je tiens compte de l'attraction gravitationnelle sur ma boule d'un électron situé à 15 milliards d'années-lumière. L'attraction gravitationnelle, $f=k^m/d^2$, ce n'est pas beaucoup quand m est la masse d'un électron et d est 15 milliards d'années-lumière, mais ce n'est pas rien, c'est la centième décimale. Seulement, mon ordinateur quand je lui avais donné 20 décimales pour les dimensions de mon billard, il avait compris qu'à partir de la 21e, c'était des zéros jusqu'à l'infini. Or, ce n'était pas des zéros, par conséquent tous ses calculs n'avaient pas de sens. Un autre exemple très connu maintenant est celui des météorologistes qui disent: "Pour connaître le temps dans 3 mois, 4 mois... il n'y a qu'à connaître la pression atmosphérique à Chicoutimi, la température à Moncton, etc... et puis connaissant toutes les lois des fluides, on calculera le temps demain, après demain, dans cinq mois". Oui, mais il faudra tenir compte des oiseaux qui avec leurs ailes modifient la pression autour d'eux et il suffira que l'on ait oublié un battement d'aile de papillon en Australie pour que le temps au Nouveau-Brunswick ne soit pas celui prévu. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est M. Lorentz, patron des météorologistes. On ne pourra jamais connaître le temps dans cinq mois. Nous les scientifiques, on était payé pour prévoir. Heureusement on dispose de quelque chose inventé par Pascal, il y a de cela trois cents ans. C'est le raisonnement probabiliste. Il consiste à raisonner de telle façon qu'on garde de la rigueur quand on ne sait pas trop bien de quoi on parle. C'est comme cela qu'il a introduit le raisonnement probabiliste dans une merveilleuse lettre à Fermat: "Je ne sais pas tout, même pas grand-chose, mais je vais quand même tenir des raisonnements rigoureux." Le raisonnement probabiliste va nous permettre, non pas de dire ce qui va se passer dans un objet complexe, mais de calculer les probabilités des différents possibles.

Avec le raisonnement probabiliste, on imagine que le hasard intervient. Mais "hasard", c'est un mot très faux, il évoque un petit dieu à la façon grecque. Quand les Grecs voyaient un éclair tomber sur le temple, ils disaient: "Ça prouve que Jupiter s'est fâché contre Junon". Et avec une panoplie suffisante de petits dieux, on explique tout, on ne se pose jamais de questions. Alors le hasard, c'est cela: "j'avais calculé juste, mais le hasard est intervenu et il a un petit peu mélangé les cartes." Ce

VERS L'EQUILIBRE STABLE DE LA SECURITE RECIPROQUE²¹

n'est pas sérieux! En fait, il y a mieux à faire, c'est de dire que le raisonnement probabiliste est l'aboutissement nécessaire de l'hypothèse du déterminisme. Il n'y pas du tout opposition entre le hasard et la nécessité comme le croyaient peut-être Démocrite ou Monod. Le recours au raisonnement probabiliste est une nécessité car je suis dans un univers qui par hypothèse est supposé soumis au déterminisme, qui est complexe. Si on élimine le mot hasard, que peut-on mettre à la place? Une façon d'introduire le raisonnement probabiliste est de dire: cette structure complexe dont je savais presque tout, j'admets qu'elle est capable de participer à sa propre transformation. Elle est autostructurante. Plus elle est complexe, plus elle est autostructurante. Du coup, je vais rechercher le champion du monde de la complexité. Je le trouve facilement puisque c'est nous autres, et je me dis qu'il est aussi le champion de la capacité à s'autofabriquer et me voilà enfin devant une définition de l'Homme que je crois bonne.

L'Homme est un animal, il a les mêmes structures élémentaires. L'Homme est un objet, il a les mêmes composants. Mais il reçoit individuellement le pouvoir de s'attribuer collectivement des pouvoirs. Et c'est toute une vision nouvelle de l'évolution depuis 15 milliards d'années que j'esquissais si rapidement. Cette évolution vers la complexité, elle a abouti un jour à une espèce: "Homo". Certainement pas "Homo sapiens"! Comment voulez-vous que la nature fabrique du "sapiens", de la "sagesse"? La nature a fait "Homo erectus", "Homo habilis", tous les "Homo" que vous voulez mais pas "Homo sapiens". Elle a fait un "Homo" qui a eu le pouvoir fabuleux de prendre le relais de la nature. Alors tout a changé sur cette petite boule. Nous avons pris le relais. Nous avons fabriqué "sapiens". Nous étions capables, à condition d'agir collectivement, de nous donner des pouvoirs et c'est ce que nous faisons depuis quelques centaines de milliers ou quelques millions d'années. Nous sommes capables de fabriquer peu à peu "sapiens". Alors nous nous sommes donné des pouvoirs. Bien sûr, jamais tout seul. La nature m'a donné les recettes pour fabriquer les cordes vocales, mais elle ne m'a pas appris à parler. Il a fallu des hommes pour m'apprendre à parler. Pour faire un homme, il faut des hommes autour. Donc il n'y a pas eu de premier homme, il y a eu un premier "Homo" mais il n'était pas un homme au

sens où nous l'entendons. Il ne parlait pas. Il a fallu qu'il invente de lutter avec le feu, puis d'appivoiser le feu. Il a inventé le langage, puis il a inventé le moyen de transmettre les messages à travers le temps grâce à l'écriture et Aristote me parle encore! A travers l'espace maintenant, il suffit d'avoir un transistor. Nous avons inventé de faire une collectivité de plus en plus riche. Nous avons inventé ce que j'ai proposé d'appeler l'humanité, paraphrasant Senghor. La négritude de Senghor, c'est le cadeau que les hommes à peau noire ont fait aux autres hommes. L'humanité, c'est le cadeau que les hommes se sont fait et continuent à se faire.

Le plus simple, c'est le cadeau de la science, le regard sur le monde qui est un regard qui ne croit pas nos yeux mais qui croit notre cerveau. J'appartiens à cette extraordinaire espèce qui dit que le soleil est une étoile. On doit être les seuls à dire ça. Cette énorme boule, ces petites lumières la nuit, c'est la même chose? Il n'y a qu'à regarder, ce n'est pas pareil! Ça m'est égal! Mon cerveau me dit que le soleil est une étoile. Je suis orgueilleux d'appartenir à cette espèce-là. Et il se trouve que cette connaissance au monde, co-naissance, comme le dit Claudel, m'a permis, étrangement, d'être efficace. Je suis devenu efficace et j'ai été content quand j'ai pu, en particulier, sauver des enfants. J'ai dit non à la nature. La nature avait prévu que j'étais sur le sol, je vais dans l'air. La nature avait prévu que mes enfants allaient mourir une fois sur deux avant quatre ou cinq ans, je les guéris, je suis efficace. Cette efficacité j'en étais si fier; souvenez-vous de la parole d'un philosophe anglais du 17e siècle qui disait: "Le but de la science, c'est de réaliser tout ce qui est possible." On y a cru pendant longtemps, mais voilà qu'en écho à cette parole, il y a la constatation d'Einstein le soir d'Hiroshima: "Il y a tout de même des choses que l'on ferait mieux de ne pas faire." Voici que nous nous sommes donné des pouvoirs qui nous ont coûté cher, qui étaient merveilleux, il y avait de quoi être orgueilleux: je sais faire ceci, je sais faire cela... Je sais donner un enfant à un couple qui aurait été stérile. Je sais, bientôt, donner un enfant à deux femmes. Je sais fabriquer, bientôt, un clone et donner à un homme ou à une femme un jumeau plus jeune. Je sais tuer tous les hommes en quelques heures. C'était techniquement difficile, maintenant c'est possible. On commence à douter

de cette efficacité, on s'aperçoit qu'elle se retourne contre nous. Il y a des choses qu'il vaut mieux ne pas faire. Oui, Einstein avait raison et c'est peut-être d'abord à cela qu'il faut réfléchir avant de se donner des pouvoirs, avant d'accumuler des pouvoirs qu'il nous faudra ne pas exercer. Peut-être vaudrait-il mieux ne pas chercher à les réaliser. C'est cela la science: un regard dont on sait qu'éternellement il sera insuffisant, imparfait, partiel, mais nous allons pendant autant de temps que nous serons sur la terre être capables de découvrir de nouvelles choses dans l'infiniment grand, dans l'infiniment petit, en nous-même, autour de nous. Découvrir, c'est toujours merveilleux, mais peut-être faudra-t-il abandonner l'idée que ces découvertes, systématiquement, doivent servir. Gardons la lucidité, oublions peut-être de temps en temps l'efficacité.

Ça, c'est le premier volet de l'humanité. Le second, encore mieux, ce sont les émotions. Moi, l'Homme, j'ai inventé d'être ému. J'ai inventé de pleurer devant un coucher de soleil. J'ai inventé d'être au milieu du Tanezrouft, ce désert extraordinaire, plat, où il n'y a rien que des cailloux et de déborder de bonheur, à regarder les étoiles, à avoir soif, à avoir faim, à avoir froid et d'être profondément, jusqu'au plus profond de moi-même, heureux de me trouver dans cet univers que je regarde. Je le trouve beau. Mais il n'est beau que parce que je le regarde. La fameuse phrase d'Einstein: "Le lendemain d'un conflit nucléaire, il n'y aurait plus personne pour écouter Mozart." Car nous avons même inventé de faire que des variations de pressions dans l'air, ce soit beau: ce soit "Le requiem". Voilà ce que nous avons inventé: l'émotion de la reconstruction du monde. Les champs de blé et les corbeaux, ça existe, mais un tableau de Van Gogh qui représente un champ de blé et des corbeaux, c'est tout autre chose et quand je suis, devant, je redécouvre le monde. Nous nous faisons des cadeaux et Van Gogh a fait des cadeaux, il m'a donné un nouveau regard sur tous les corbeaux du monde.

On a inventé la beauté. On n'a pas le droit de priver le monde de ce regard que nous avons sur lui. Et nous avons inventé encore mieux, encore plus étonnant: nous avons inventé des exigences. Nous les hommes, nous exigeons, par exemple, que les hommes soient égaux. C'est la phrase la plus absurde que l'on puisse entendre. Regardez: un homme

n'est jamais égal à un autre homme. Bien sûr la nature nous a faits différents, c'est même cela qui a permis qu'on en arrive à une telle complexité. A chaque fois c'est du neuf, donc jamais on ne peut mettre le signe = entre deux hommes. Nous sommes par nature non égaux. Mais je parle d'autre chose. Moi, l'Homme, je désire, je "veux que" les hommes soient égaux en droit. En droit à quoi? Non pas à avoir la même taille, la même couleur, mais en droit à se construire, car c'est justement ça, leur grande aventure. Ils peuvent sortir d'eux-mêmes, se regarder de l'extérieur, se choisir un destin et aidés par la société dans laquelle ils sont, devenir la personne qu'ils auront choisie. Dans cette aventure qui exige beaucoup de la société, moi, l'Homme, j'exige l'égalité! Oh, elle n'est pas réalisée, Dieu sait; on en a pour des siècles à la réaliser. C'est un projet humain, c'est une volonté, ce n'est pas un constat. Et quand j'y serai arrivé, j'exigerai la justice. La justice, ce mot que l'on a mis ici en titre. Est-ce que cela existe? Dans la nature, les choses sont, elles ne sont ni justes ni injustes. Un animal qui n'a pas à boire meurt et son cadavre donne de l'engrais aux plantes... c'est ça, la nature! Eh bien, moi, j'ai inventé que quand un petit d'homme meurt et qu'il aurait pu ne pas mourir, je suis scandalisé. Ce n'est pas juste. J'ai inventé la justice et on n'en finira pas d'imaginer de nouvelles émotions, de nouvelles exigences. J'ai même inventé l'Amour. Alors, voilà l'aventure humaine, la seule aventure humaine, c'est ça. Continuer la construction de l'humanité. A quoi sert une société? A ça! A offrir une vie d'homme à cette promesse d'homme qu'est un bébé qui arrive, qui n'est ni intelligent ni pas intelligent, qui n'a pas de dons sinon la capacité, si on l'aide, de se faire des dons à lui-même. C'est tout ce qu'il a mais il faut que je l'aide à devenir homme. Pour cela, je vis en société et c'est la seule fonction d'une société. Le seul ministre qui compte, c'est le ministre de l'éducation, c'est lui qui a en charge, je ne dirais pas la fabrication des jeunes qui vont devenir des hommes, mais qui a en charge la mise en appétit des jeunes, de ce désir de devenir Homme. Il est ensuite en charge des moyens, pour, une fois l'appétit créé, ils deviennent peu à peu ce qu'ils ont décidé d'être.

Voilà une description merveilleuse. Si on pouvait l'arrêter là! Malheureusement, puisque l'on doit aller jusqu'au fond de notre pensée,

VERS L'EQUILIBRE STABLE DE LA SECURITE RECIPROQUE²⁵

puisque l'on doit être lucide sur l'état du monde, après avoir été lucide sur l'homme: "Oui, je suis une merveille!" c'est vrai et dès que j'ai dit cela je ne peux pas penser au moindre homme sans dire qu'il est lui aussi une merveille. Le seul miroir qui me permette de me voir merveilleux, c'est évidemment le regard d'un autre, de tout autre. Je n'ai le droit d'éliminer, dans ce jeu de l'humanité, aucun homme. Oh, ce n'est pas facile, car il y a des hommes qui me font horreur. Ils ne doivent pas me faire horreur, je ne dois pas les mépriser, je dois aller jusqu'au bout, et justement à titre symbolique, je dois aller jusqu'à ceux qui me font horreur. C'est pourquoi je passe de temps en temps un après-midi au fond des prisons de haute sécurité, devant des hommes qui ont commis des crimes pour lesquels ils ont été jugés, bien jugés, punis. Mais puisque je ne suis pas juge, ils ne sont pas pour moi des criminels, ils sont des hommes qui ont commis des crimes, c'est tout différent. Ils sont pour moi des hommes avec qui je me construis. On a des après-midi fabuleuses. Je ne viens pas faire une B.A. de petit scout, je viens m'enrichir à leur contact et je vous assure que c'est vrai. Je veux le faire pour marquer que ceux-là aussi font partie du jeu.

Cette construction d'une humanité qui, sans fin, va s'enrichir d'exigences et d'émotions, où en est-elle aujourd'hui? Sur cette terre d'aujourd'hui? Le décompte est vite fait, quelques chiffres vous ont été rappelés: 3 fois plus d'hommes dans les arsenaux et les armées que d'hommes pour faire des hommes, les faire en les guérissant et les faire en les éduquant. On ne s'occupe que des morts. Nous vivons actuellement un cauchemar de mort. Cette fascination (il y a des psychiatres dans la salle) pour la mort, elle est là, et actuellement, on y a succombé. Il est temps, il est plus que temps de réagir. Qui a voulu les 15 000 mégatonnes de T.N.T. qui sont stockés sur la Terre? Personne, mais ils sont là! Quand vous faites la division par 5 milliards d'hommes vous trouvez 3 tonnes! Trois tonnes de T.N.T. par personne, c'est invraisemblable, mais c'est vrai. C'est tellement invraisemblable que ce matin quand j'ai été interviewé par une jeune femme à un certain moment, elle m'a dit: "... mais vous y croyez vraiment que la guerre nucléaire peut arriver et que le "Big Bang" à l'envers puisse être réalisé?" Elle croyait que j'étais un peu Marseillais comme on dit en France, que je blaguais,

que ce n'était pas tout à fait vrai. Enfin la preuve que ça n'arrivera pas, c'est que ce n'est pas encore arrivé! Est-ce que c'est sérieux? Est-ce que c'est sérieux d'en rajouter tous les ans un peu plus? Voilà l'état actuel du monde: nous sommes prêts à disparaître.

Et puis, quelques grands, semble-t-il, ont compris qu'il fallait inverser la machine et les premiers pas sont faits. Alors on se dit que peut-être on va y échapper. C'est possible! Ce n'est pas gagné encore, il ne faut pas croire que c'est fini. Il faut encore qu'il y ait une pression populaire très grande pour dire: "tuer l'ennemi héréditaire d'en face au prix de mon suicide, cela est stupide". Malheureusement, c'est un réflexe qu'on a très peu. Il y a 15 jours, savez-vous ce qui se passait en France? J'ai entendu à la radio quelqu'un d'apparemment sensé dire qu'il fallait choisir tel ou tel candidat comme président car ce président-là, saurait, de sang froid, appuyer sur le bouton nucléaire. On a besoin paraît-il d'un président qui sache faire cela! Eh bien, que personne n'ait gueulé, n'ait poussé un cri en entendant ces choses-là, ça prouve à quel point nous sommes complètement aveugles. Nous sommes des crétins complets car effectivement, on peut se payer le luxe de tuer d'un coup 50 millions de communistes, c'est bien fait pour eux, c'est toujours cela de gagné. Mais le lendemain, combien restera-t-il de Français? On le sait bien: aucun. La logique commence à être différente. Nous pouvons tuer l'autre au prix de notre suicide, c'est toute la logique qui change et je voudrais insister là-dessus.

Nous venons de changer de planète. Je suis né, ce n'est pas très vieux tout de même, sur une immense planète où il y avait deux milliards d'hommes et je vis, nous vivons, sur une toute petite planète où il y a cinq milliards d'hommes. Elle était grande. Vous savez, la guerre de 1914-1918, ça nous a beaucoup touchés, nous les Français, le Canada déjà un petit peu moins et quant aux habitants du Chili ou de Tahiti, ils s'en moquaient et ils avaient bien raison. Maintenant, quand il y a une guerre quelque part, on ne peut plus s'en moquer. D'abord parce que les moyens de destruction sont beaucoup plus grands et aussi parce que l'interaction, la solidarité de fait entre tous les hommes, est devenue totale. Par conséquent, ce qui était vrai il y a un siècle quand des gens

VERS L'EQUILIBRE STABLE DE LA SECURITE RECIPROQUE²⁷

fort intelligents réfléchissaient à l'organisation de la planète, que ce soit Tocqueville, Marx ou qui vous voudrez, ce qui était vrai pour eux ne peut plus l'être aujourd'hui. Ce n'est plus la même planète. Elle est toute petite et nous sommes deux fois et demie plus nombreux et bientôt ça va encore être mutiplié par deux. Il faut prendre des exemples pour montrer à quel point la logique a changé. Un de mes élèves de l'université de Genève, à côté du lac, propose l'image suivante: vous allez au milieu du lac et vous êtes dans un tout petit bateau et vous lancez une grosse pierre. Alors la pierre fait des ondulations dans l'eau puis elles s'amortissent sous votre bateau qui tangué un peu et il ne se passe rien. Mais maintenant, la même pierre, vous la lancez dans un tout petit bassin avec la même énergie. Ça fait des ondes, mais les ondes aboutissent très vite au bord du bassin qui les renvoie et ça aboutit au bord d'en face et tous ces renvois d'ondes créent des interférences et ça fait des tempêtes. Les événements qui vont se produire dans votre bassin n'ont rien à voir avec les événements qui se produisaient sur le lac. Eh bien, les événements qui se produisent sur notre terre ou qui vont s'y produire n'ont rien à voir avec ce qui se produisait autrefois. Napoléon pouvait aller jusqu'à Moscou, les Chinois s'en moquaient, mais les Napoléon que nous avons sur la terre aujourd'hui - nous en avons une bonne collection un peu partout- ces Napoléon-là , personne ne peut s'en moquer.

Il faut donc reconstruire une autre vision de la terre et remettre à plat la logique qui va nous permettre de résoudre la question fondamentale: "Comment est-ce qu'on va vivre les uns à côté des autres?" Parce que les autres, comme cela a été dit, les autres, ils sont embêtants; les autres, ils ont une drôle de peau, ils ont de drôles de moeurs, ils ont de drôles de politiques. Alors, il me faut vivre avec! Comment est-ce qu'on peut faire? La solution qu'on a inventée depuis dix ou quinze mille ans était la guerre. On a même trouvé pendant assez longtemps que c'était amusant. Vous savez quand les Européens de l'Ouest s'en allaient conquérir, "libérer", la Terre Promise des Sarrazins, c'était plutôt drôle. On quittait Bobonne, on allait en trouver beaucoup d'autres là-bas, beaucoup plus aimables, et puis on se battait. Même à Fontenoy, c'était amusant. Et puis les guerres, on les gagnait toujours, comme vous savez. A Verdun, à Stalingrad, c'était déjà moins drôle, mais le mot guerre est

un mot valorisé. Aujourd'hui, c'est fini. La prochaine, si elle est nucléaire, ça ne sera pas une guerre, ça n'a rien à voir avec une guerre. Ce sera un holocauste généralisé. A la guerre, on est courageux, intelligent, là on ne sera ni courageux ni intelligent, on ne saura même pas qu'elle est déclarée, on aura disparu. Le mot guerre n'a plus de sens. Qu'est-ce qu'il faut faire? Inventer une autre façon de vivre. Ce serait bien d'appeler ça la paix. Malheureusement, le mot paix, lui aussi, a été complètement falsifié, perverti. Ouvrez le dictionnaire Larousse, que ce soit le vieux Larousse d'il y a cent ans ou le tout nouveau Larousse illustré pour les enfants. Paix: "Etat d'une nation qui n'est pas en guerre". Et le Robert dit la même chose. Dans le Webster anglais, peace: "State of a nation in freedom of war". C'est un pays qui a la chance de ne pas être en guerre. C'est tout ce qu'on a trouvé. Autrement dit, profondément dans nos esprits: ce qui est normal, ce qui se voit, ce qui peut se fêter, c'est la guerre. Et puis la paix, c'est une parenthèse. Parce que ça fatigue, la guerre, alors on se repose un temps pour préparer la suivante. Et on ne pense qu'à ça.

Il faut complètement changer le sens du mot paix. Qu'est-ce que cela peut être, le sens du mot paix? Pour moi, c'est l'état d'une société qui a été assez intelligente pour construire une structure qui à l'intérieur permet à des gens très divers de s'entendre les uns avec les autres et d'être dynamiques, d'avoir un projet et d'essayer de le réaliser. Et puis cette société a ses frontières aux contacts avec d'autres hommes encore plus étranges et profite de tous les conflits que cela provoque pour dynamiser sa propre transformation. Voilà l'état de paix. C'est la structure d'une société qui a été capable de faire ça. Ce n'est pas facile, il n'y en a guère d'exemple à vrai dire, mais ce n'est pas une raison pour renoncer.

On me dit: "Il y a toujours eu des guerres et il y a eu la guerre du feu, il y a si longtemps." Ce n'est pas vrai! Ce n'est très probablement pas vrai. Les paléontologistes et les préhistoriens nous disent que très probablement, il y a 200 000 ans, on ne se faisait pas la guerre. Il y a très peu d'espèces qui se font la guerre à l'intérieur de l'espèce. La guerre a été inventée après l'agriculture, la propriété, etc... La guerre du

feu, c'est une chose complètement absurde. Il se trouve que le feu fait partie de ces biens étranges que l'on peut prendre à l'autre sans rien lui enlever. Pourquoi se faire la guerre, pour prendre le feu à l'autre puisque ça ne lui enlève rien? Autrement dit, la guerre est une invention récente, dix ou quinze mille ans. Par conséquent, il n'y a pas de raison qu'elle soit pour toujours. L'homme est violent. Oui bien sûr, il y a de la violence, c'est dans sa nature, mais, ma nature je suis capable de lui dire non. Ma nature était que mes enfants meurent très jeunes. Je lui ai dit non. Même si ma nature est de tuer l'autre par violence, eh bien, je peux lutter contre ma nature. Ça fait partie du jeu de l'humanité. Je vais donc imaginer une société où l'on va, peu à peu, réinventer la vie les uns à côté des autres. Ça ne va pas être facile. Pour l'instant, je crois que ce qu'il faut faire avant tout, c'est faire appel à l'imagination. L'imagination, en particulier des jeunes, car il se trouve que nous sommes en train de les pervertir de façon dramatique. Quand j'ouvre ma télévision en France et quand j'ouvre la vôtre, j'ai l'impression qu'on ne voit guère que de la violence. Leurs héros sont des êtres violents, ils sont des êtres qui tuent, des êtres qui ont des muscles fabuleux, des Rambos avec des mitrailleuses au laser... On leur fait croire que la vie d'homme, que la réussite humaine, c'est ça! Or, c'est faux! La réussite humaine, c'est quoi? La réussite d'une vie, est-ce que c'est d'arriver le premier? Sûrement pas!

Encore une fois, la vitesse n'est pas une valeur, mais la compétition non plus. Si je résume ma vie à une série de compétitions que je devrais gagner au prix de quels efforts, je sais bien que je vais aboutir à la fin à une défaite, nécessairement. A quoi ça sert, la compétition? On en fait la valeur suprême, il faut être compétitif, me dit-on en France! Pour quoi faire? Mais pour quoi faire? Il faut arriver premier, il faut que vous fassiez des gagnants. Non! A chaque fois qu'il y a un gagnant, il y a combien de perdants? Je refuse une société où il y a des perdants! Donc, je ne peux pas accepter les gagnants, il faut que je fasse honte aux gagnants. Alors, il faut tout changer, même le sport. Le sport, quelle chose admirable, jouer avec son corps, jouir de ses muscles, faire que j'aille plus vite que moi-même. Je courais le 100 mètres en 20 secondes, eh! bien je vais y arriver en 19 secondes et demie. Aller plus vite que

Carl Lewis. Ça ne m'intéresse pas! Pour quoi faire? Plus vite que moi, oui! Mais imaginez que l'on revienne au vieux mot français d'"esport" qui voulait dire: "On s'amuse ensemble". On se lance la balle et on la rattrape plus ou moins bien, mais à quoi sert cet acharnement à gagner, qui est le contraire du sport? On peut facilement résumer le sport tel qu'il est présenté à la télévision. Par exemple, les matchs de rugby où ils jouent à 15 contre 15. Trente gars qui se crèvent et 100 000 gars qui s'enrhument, c'est à peu près ça. Et puis on me dit à la sortie: "La France a gagné contre l'Irlande!" Mais ce n'est pas vrai, la France ne joue pas au rugby! Il y avait 15 types qui jouaient, ils ont fait un beau match. Ils étaient Français, peut-être. D'ailleurs, ce n'est même pas sûr, mais ça n'a pas de sens. Ils ont fait un beau match à 30, donc je félicite les 30. Imaginez que l'on supprime les tableaux d'affichage dans les stades et que dans les journaux on n'ait pas le droit de parler du résultat (il n'intéresse personne) et que l'on fasse dans le rugby, le football et toutes ces parties-là, le changement qu'ont introduit certaines tribus africaines; elles se sont passionnées pour le rugby et elles ont, paraît-il, changé un tout petit peu la règle: dès qu'un joueur marque un but, il passe dans l'équipe d'en face. Ils ont compris le fond de l'affaire: il s'agit de s'amuser, il s'agit de faire un beau match et le match sera bien plus beau si automatiquement on équilibre les deux équipes. Le résultat n'aura aucun sens évidemment, mais il n'a jamais aucun sens. Voilà le sport à rechanger, un beau programme, mais il faut s'y mettre.

Personnellement, je dois lutter contre un défaut qu'ont (à côté de tellement de qualités!) les Français, mes compatriotes. Par exemple, tous les 14 juillet, on va admirer les défilés militaires. Or, on est en train de fêter la Révolution, la prise de la Bastille. Ce jour-là, l'armée française, je ne sais pas où elle était! Elle était loin, elle ne s'est pas manifestée. La Bastille était défendue par 82 invalides et 32 Suisses. Le peuple a pris la Bastille, mais ceux qui ont un peu inspiré la Révolution, ils n'avaient qu'une idée en tête: c'est que plus personne jamais ne marche au pas, surtout intellectuellement. Et on fête des gens qui marchent au pas. Comme le disait si bien Einstein: "Pour marcher au pas, il n'y a pas besoin de cerveau, la moelle épinière est très suffisante." Et on vient applaudir ça. Si on prend un par un tous les symboles, tous les actes

VERS L'EQUILIBRE STABLE DE LA SECURITE RECIPROQUE³¹

symboliques que l'on fait au cours de cette année du Bicentenaire, on s'aperçoit qu'ils ont été pervertis, retournés.

De la prise de la Bastille, on fait la glorification de la force, de la discipline et finalement de gens qui trouvent leur bonheur à obéir sans réfléchir. C'est le contraire que je voudrais montrer aux enfants. Je voudrais montrer aux enfants, comme prototype, les gens qui savent dire non, car la richesse qu'on va leur donner ce n'est pas du savoir. Le savoir, il est dans les dictionnaires, il est dans les encyclopédies. La richesse, elle est dans la capacité à interroger. Je veux les rendre impertinents. Je veux les rendre capables de poser des questions. Et ils seront riches, même pas de leurs questions, mais de leurs réflexes à poser en permanence des questions.

Là, je suis devant un phénomène (là encore je vais dire un tout petit peu de mal de mon pays) très significatif de l'échec total du système scolaire. Nous autres, les Français, on a gagné entre autres multiples batailles, la bataille de Marignan, en 1515. En France, tout le monde sait ça. Il y a même des émissions de radio qui s'appellent "1515". J'ai dit l'autre jour devant une assemblée de quelques centaines d'instituteurs: Marignan, quelle date? 100% ont répondu 1515. Où c'était? Là, on tombe déjà à 90%. C'était près de Milan. Quel était le roi de France? François 1er, à cause d'une belle image d'Epinal dans les livres d'histoire: ça reste. Mais la seule chose importante: cette guerre, on la faisait contre qui? Personne ne le savait. Les gens répondent les Autrichiens, les Italiens, les Anglais, les Russes, les Espagnols. Non, c'était les Suisses. Et on l'a gagnée, naturellement, en tuant 20 000 Suisses et eux nous ont tué 20 000 braves Français. L'important, c'est de penser que personne n'a entendu la question: "Contre qui on a gagné cette guerre?"

De parler d'une guerre, de sa date, de tout ce que vous voulez, et de ne pas poser la question qui a un peu de sens: "Mais contre qui on se battait?", c'est significatif d'un échec total du système scolaire. On vérifie que nos enfants ont appris la date. Si tu ne sais pas "1515", tu n'auras pas ton certificat, mais on n'a pas eu l'idée d'en faire des individus capables de poser des questions. Ça me semble totalement dramatique.

C'est tout l'enseignement qui doit changer. Au lieu de les "educare", au sens de "les nourrir", il faut les "educere" au sens de "les sortir d'eux-mêmes" et en faire des gens difficiles qui poseront des questions, en particulier, aux hommes politiques dont ils dépendront. J'essaie de prêcher cette bonne parole et chaque fois que je rencontre un mot, de m'interroger. Par exemple, en France, mais je pense chez vous aussi, on pense beaucoup à la conquête de l'espace. On va "conquérir" l'espace. Et ce mot "conquête" me fait mal. Ah, que l'on aille explorer l'espace, qu'on aille mettre quelque part un télescope qui va nous dévoiler des morceaux de l'univers qu'on n'a jamais vus, c'est magnifique. D'accord, c'est de la poésie pure. Mais le mot "conquête", ça me rappelle des souvenirs parce que nous, on a "conquis" l'Afrique, ou en partie. On a "conquis" même la Nouvelle-Calédonie, et on est plus fort que les Canaques qui y sont maintenant. On va aller conquérir la lune. Et la lune, ce sera pour les Américains, Mars, ce sera pour les Russes et puis nous, on aura un astéroïde par-ci, par-là... Ce n'est pas sérieux!

On va aller explorer l'espace. Mais au mot conquête, il faut dire, non, on ne va pas conquérir l'espace. On ne va rien conquérir du tout, on va explorer. Alors que ce soit un Russe, un Américain ou un Français qui arrive le premier, je ne vois vraiment pas pourquoi ça me donnerait plus ou moins de plaisir. Je serai content que se soit un homme. Oui, je suis un homme. Du coup, peu à peu, je vais tout remettre en question y compris quelque chose de profond, et je vais vous choquer, y compris ma patrie. Je suis Français et ce n'est pas en étant en Acadie que je vais dire que je n'ai pas envie d'être Français. Non! C'est en France que je me sens bien. C'est vrai. Et alors ça veut dire quoi, être Français? Je vais vous donner une réponse qui va vous sembler excessive, mais ne la prenez pas mal. Etre Français (ou de n'importe quelle nationalité) c'est s'identifier à quelques grands hommes. Naturellement, quand on est un petit garçon, on s'identifie à Napoléon. Puis, un jour, on comprend que Napoléon a été une catastrophe pour son pays et devenir adulte, c'est oublier Napoléon. Devenir adulte, c'est oublier les guerres. C'est oublier les victoires, les triomphes. Je pourrais m'identifier à Jeanne d'Arc, tout le monde l'aime bien, mais elle a actuellement des fréquentations qui sont telles (patronne du Front National de Le Pen) qu'il vaut mieux ne pas

aller dans ce milieu-là. Alors, je m'identifie à tous les hommes qui m'ont fait, moi, qui ne sais parler que français. C'est Montaigne, c'est Sartre, c'est Voltaire, c'est Teilhard de Chardin, mais c'est aussi Dostoïevski traduit, c'est aussi Shakespeare traduit, c'est Pirandello, c'est Cervantès. Ce sont des hommes. Ce sont des hommes qui ont fait quoi? Est-ce qu'ils parlaient de la France? J'aimerais qu'on cherche, ça ferait une belle thèse de lettres. Dans les écrits de Montaigne, de Pascal, de Voltaire, des passages où ils disent qu'il faudrait que la France soit puissante, que la France soit indépendante, qu'elle tienne son rang. Non, ils ne disaient pas ça. Ils ne parlaient pas de la puissance de la France. Ils faisaient la France. Comment? En s'interrogeant sur l'Homme. Et pour moi, la définition du Français que je retiens: "un Français, c'est un homme qui s'interroge sur l'Homme, en français!"

Au passage, j'ai annexé, semble-t-il, la Wallonie, la Suisse romande, le Québec et une partie du Nouveau-Brunswick. Mais je ne sais pas qui annexe l'autre. Je crois que ce qu'il faut, c'est sentir des connivences avec les autres.

Je me sens Français? Je me sens Européen? Mais l'Europe pour moi, c'est celle de Kafka et de Dostoïevski tout autant que celle de Cervantès. Je ne vois pas où elle s'arrête. Et surtout, je me sens homme. Je me sens homme au sens de la dernière phrase des "Mots" de Jean-Paul Sartre: "Tout un homme, fait de tous les hommes et qui les vaut tous et que vaut n'importe qui." MERCI.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA SECURITE ECONOMIQUE

Le développement de la sécurité économique est un processus complexe qui implique de nombreux facteurs. Tout d'abord, il est essentiel de garantir la stabilité politique et sociale d'un pays. Ensuite, il faut promouvoir la croissance économique durable et diversifier l'économie. La formation d'une main-d'œuvre qualifiée et l'investissement dans la recherche et le développement sont également des éléments clés. Enfin, la coopération internationale et les échanges commerciaux jouent un rôle important dans la réalisation de ces objectifs.

En conclusion, la sécurité économique est un objectif ambitieux qui nécessite une approche globale et coordonnée. Les gouvernements doivent travailler en étroite collaboration avec le secteur privé et la société civile pour créer un environnement propice à la croissance et à l'innovation. De plus, il est important de maintenir une vigilance constante face aux défis globaux tels que le changement climatique et les crises financières. En adoptant des politiques prudentes et efficaces, les pays peuvent renforcer leur résilience économique et assurer un avenir prospère pour leurs citoyens.

être
pers
plus
de p
ne p
à ce
fond

n est
défin
norm
post
valer
valer
la b
"sect
la p
trom
allum
enge

l'éno
certa
retie
tant
enge
teme

LES RELATIONS NORD-SUD ET LA PAIX

Roberto Miguelez
Université d'Ottawa

"La paix comme projet de justice": aucune proposition ne pourrait être plus valable lorsqu'on examine le problème de la paix dans la perspective des relations Nord-Sud. "La paix comme projet de justice" ou, plus exactement encore dans cette perspective, "La justice comme projet de paix" car, d'une part, aucune paix injuste n'est vraie et d'autre part, il ne peut y avoir dorénavant de paix sans justice. Je tiens rigoureusement à ces deux énoncés et mon intervention n'aura comme objectif que de fonder le deuxième.

Deux mots seulement sur le premier énoncé ("Aucune paix injuste n'est vraie"): cet énoncé peut être considéré aussi bien comme une règle définitionnelle - voire même sinon surtout comme un énoncé éthico-normatif - que comme une assertion empirique. Dans le premier cas, on postule que la valeur de la paix - ou la paix comme valeur - n'est pas une valeur absolue mais, bien au contraire, n'est pas à concevoir sans que la valeur "justice" lui soit raccordée. Il y a, bien entendu, dans ce postulat la base ou l'expression d'une critique du pacifisme "dogmatique" ou "sectaire". Mais l'énoncé peut aussi vouloir être factuel et affirmer que la paix fondée sur l'injustice n'est qu'une fausse paix car illusoire et trompeuse: l'injustice engendrerait la violence et, d'ailleurs, cette violence allumée par l'injustice ne serait que la continuation de la violence qui a engendré l'injustice et qui la reproduit en permanence.

Je ne retiendrai pas l'interprétation définitionnelle ou normative de l'énoncé car elle me conduirait à une discussion éthique que je ne rejette certainement pas mais qui n'est pas l'objet de mon intervention. Et je ne retiendrai pas non plus l'interprétation factuelle ou empirique de l'énoncé tant et aussi longtemps que l'on fait de lui une loi simple: l'injustice peut engendrer la violence mais aussi la résignation, voire même le consentement si elle réussit à se présenter à la conscience comme injustice

légitime. Or, il faut bien accepter qu'aucun système de domination sociale n'est durable s'il repose sur la seule violence, si l'injustice qui l'explique sociologiquement n'est pas expliquée socialement, autant à ceux qui la subissent qu'à ceux qui en profitent, comme juste injustice, bref s'il ne produit pas une "fausse conscience" sociale.

Comme je l'ai signalé, mon intervention n'aura pourtant comme objectif que d'essayer de fonder le deuxième énoncé, à savoir qu'il ne peut y avoir, dorénavant, de paix sans justice - bien que certaines remarques concernant le premier énoncé s'avéreront utiles dans cette tâche -. Ce deuxième énoncé se veut strictement factuel, ce qui veut dire qu'il ne peut être fondé que sur une analyse empirique. Puisqu'il y est question d'une paix qui ne pourrait dorénavant être atteinte dans l'injustice, cette analyse empirique ne peut alors être que conjoncturelle: c'est de notre réalité contemporaine qu'il s'agira.

Qu'est-ce qui apparaît, d'abord, comme marque décisive de notre conjoncture? Deux faits: la parité nucléaire entre les deux superpuissances et le rejet, dans la conscience mondiale, de l'utilisation de l'arme nucléaire. L'existence de l'arme nucléaire a bouleversé qualitativement la nature de la guerre entre les superpuissances. Il est possible de croire que le bombardement atomique d'Hiroshima et Nagasaki a été très probablement la première et la dernière utilisation de l'arme nucléaire. Cette utilisation n'a été rendue possible que par la rencontre de deux circonstances: l'inexistence d'une parité nucléaire, et l'inexistence d'une conscience mondiale de rejet de l'utilisation de l'arme nucléaire. Ces deux circonstances ne se sont plus jamais présentées conjointement. Pendant la période de la "guerre froide", le monopole américain de l'arme nucléaire impliquait encore une dissymétrie radicale au niveau du pouvoir militaire entre les deux nouvelles superpuissances, mais l'utilisation de l'arme atomique sur les villes japonaises avait déjà provoqué une hausse presque décisive du niveau de tolérance de la conscience mondiale à l'utilisation de l'arme nucléaire. Si je dis "presque décisive", c'est parce que la crise déclenchée à la suite de l'installation de missiles soviétiques à Cuba avait fait planer encore la menace d'une guerre nucléaire "possiblement" acceptable. Conjuguée au fait que l'Union soviétique ne

disposait pas encore de la parité nucléaire, cette menace a pu, comme on le sait, forcer l'Union soviétique à acquiescer aux exigences américaines. Depuis lors, la situation a complètement changé sur ces deux plans.

Que signifie la parité nucléaire? Elle signifie une et seulement une chose: que le conflit entre les deux superpuissances ne peut pas être dirigé militairement. L'antagonisme entre les deux formes d'organisation sociale, entre les deux visions du monde que représentent les deux superpuissances, entre les deux camps, ne peut dorénavant être dirigé qu'aux niveaux économique, scientifique, politique et, surtout, idéologique. Par conséquent, le nucléaire, la parité nucléaire et la conscience mondiale constituent, ensemble, les conditions d'une confrontation pacifique entre les deux superpuissances. Je dirais même que, par rapport à cet antagonisme, c'est la parité nucléaire qui constitue la garantie d'une confrontation pacifique car elle exclut toute possibilité d'une victoire économiquement rentable et cela, indépendamment de toute conséquence politique ou idéologique². Pour la première fois dans l'histoire de l'espèce humaine, nous nous trouvons aujourd'hui en mesure de provoquer nous-mêmes la destruction de notre espèce - et de tant d'autres, en même temps! - mais, du même coup, dans l'exigence inéluctable de résoudre pacifiquement le problème historiquement fondamental de choisir entre deux projets de vie sociale.

Est-ce à dire que toute menace de guerre a été du même coup écartée? Il s'en faut de beaucoup pour qu'il en soit ainsi. Si la parité nucléaire - et tant qu'elle subsiste - déplace la confrontation entre les deux superpuissances du militaire au non militaire, l'asymétrie de pouvoir militaire, et surtout nucléaire, entre les superpuissances et le reste du monde rendrait économiquement rentable l'utilisation de l'arme nucléaire. Mais c'est à ce niveau que la conscience mondiale joue le rôle décisif: la guerre du Vietnam constitue, en ce sens, un autre événement à proprement parler décisif des temps modernes parce qu'elle a montré d'une manière éclatante que le coût politique de l'utilisation de l'arme nucléaire l'emportait, et de loin, sur tout bénéfice. Si la parité nucléaire empêche la guerre nucléaire entre les deux superpuissances, voire la guerre tout court, c'est la conscience mondiale, et seulement cette conscience, qui

empêche l'utilisation de l'arme nucléaire dans les cas de dissymétrie de pouvoir militaire. Cette affirmation, je pense, est même valable dans le cas des puissances nucléaires "secondaires" - bien que dans ces cas, on le sait, la certitude soit bien moindre: qui pourrait affirmer que l'Iran et l'Irak s'abstiendraient d'employer l'arme nucléaire s'ils en disposaient surtout, d'ailleurs, lorsqu'on constate avec quelle impunité l'Irak fait usage de l'arme chimique?³

Mais la guerre n'est pas que la guerre nucléaire, encore moins la guerre entre puissances. Si, depuis Hiroshima et Nagasaki, l'arme nucléaire n'a plus jamais été utilisée, si la parité nucléaire et la conscience mondiale permettent raisonnablement de croire qu'elle ne le sera plus jamais, la guerre n'a cessé depuis lors de faire d'immenses ravages. Un chiffre seulement, qui d'ailleurs ne porte que sur un aspect des conflits armés, peut nous donner une idée de l'ampleur de ces ravages. Depuis 1945, 17 personnes meurent chaque minute dans des conflits armés. Le chiffre de ces morts dépasse celui de la Première Guerre mondiale et constitue déjà à peu près la moitié de celui de la Deuxième Guerre mondiale.⁴

Mais la nouveauté dans ces guerres n'est pas là, dans ces ravages. Elle se trouve dans deux déplacements dont l'un s'explique par l'autre. D'abord, ces guerres ont lieu exclusivement dans ce qu'on appelle le "Tiers-Monde". Voilà un troisième fait décisif de l'époque contemporaine ou, plutôt, l'indice d'un troisième fait décisif: le conflit armé s'est déplacé du "centre" du système à sa "périphérie". En ce sens, le fait nouveau n'est pas, certes, l'apparition de conflits armés dans la "périphérie" mais, exactement, la fin des conflits armés dans le "centre", donc entre les pays du "centre". C'est la fin de ce qu'on a appelé les "guerres mondiales" parce qu'elles avaient lieu en Europe, c'est-à-dire dans ce que l'eurocentrisme a toujours considéré comme "le monde".

Bien entendu, la fin des conflits armés dans le "centre" du monde, ou plutôt dans le "centre" du système mondial, est la conséquence directe de la nouvelle et décisive donnée de la conjoncture historique contemporaine: les oppositions, les contradictions entre les deux camps, entre les deux

projets d'organisation sociale, se sont substituées aux oppositions et aux contradictions qui ont marqué, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, les rapports entre les pays du "centre" du système. Comment expliquer alors la nature des conflits armés dans la "périphérie" du système mondial, leur forme et l'intensité singulière qu'ils revêtent et qui, d'ailleurs, semble aller en croissant? Si une caractéristique commune peut être dégagée de l'immense majorité de ces conflits armés du Tiers-Monde, elle réside dans le fait que ces conflits, à la différence de ceux qui ont eu lieu dans le "centre", n'ont pas pour enjeu ou motif la conquête de territoires ou l'expansion d'une domination: ils sont l'expression ou la conséquence de bouleversements internes profonds, de crises économiques, politiques et idéologiques d'une rare intensité. Il s'agit, pour l'essentiel, et pour le dire d'un mot, de conflits sociaux au sens large mais pourtant précis du terme, des conflits reliés à des problèmes de structure sociale. Certes, ces conflits trouvent parfois leur origine immédiate (et leur forme de légitimation) dans des problèmes ethniques ou religieux (ou les deux à la fois) dont une bonne partie sont un autre héritage de l'époque coloniale, mais l'on découvre vite leur articulation à des problèmes sociaux structurels. Le déplacement géographique des conflits armés auquel on assiste depuis la Deuxième Guerre mondiale est donc aussi, et en même temps, un déplacement dans la nature de ces conflits: ce n'est plus dans le Nord, et entre les pays du Nord, et pour l'extension de la domination, mais dans le Sud, et surtout à l'intérieur de ces pays du Sud, et pour des problèmes d'ordre structurel.⁵

Quels sont ces problèmes structurels qui affectent pratiquement l'immense majorité des pays du Tiers-Monde? Ils sont au nombre de deux, d'ailleurs articulés l'un à l'autre sous des formes spécifiques: la distribution profondément inégalitaire de la richesse et du pouvoir social, et la dépendance économique par rapport aux pays du "centre" du système mondial. La dynamique de l'articulation entre ces deux problèmes est la suivante: l'approfondissement de la dépendance économique entraîne une singulière aggravation des conditions sociales mais, en vertu de la distribution inégalitaire du pouvoir, les coûts sociaux de la dépendance se distribuent aussi d'une manière inégalitaire provoquant, tendanciellement, une singulière aggravation des conflits sociaux. C'est alors, c'est-

à-dire dans ces conditions, qu'une conscience de la nature profondément injuste de la structure sociale voit la lumière et que se créent les conditions du passage de la résignation au refus et à la lutte. Voilà pourquoi la "zone de tempêtes" est bel et bien ce "Tiers-Monde", cette "périphérie" ou ce "Sud", métaphores que la sociologie académique, loin de toute poésie, utilise pour voiler pudiquement des rapports modernes de vassalité et d'exploitation.

Car les chiffres parlent d'eux-mêmes:

"En 1981, et pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre, les pays du Tiers-Monde sont devenus des exportateurs nets de capitaux. De 1981 à 1985, ce flux a été multiplié en moyenne par 10, passant de 7 milliards de dollars à 74 milliards. Pour l'Amérique Latine, il s'est trouvé multiplié par 85!"⁶

Ces chiffres ne sont pourtant qu'un et un seul indice d'un phénomène autrement plus global: celui du transfert massif de richesses produites dans la "périphérie" vers les économies "centrales" par le mécanisme de l'échange inégal (autant de capitaux que de marchandises et de travail), phénomène global que Samir Amin, il y a quelques années déjà, avait examiné rigoureusement comme dynamique de l'accumulation à l'échelle mondiale.⁷ Il s'ensuit aussi rigoureusement que cette "zone de tempêtes" ne peut devenir zone de paix qu'à deux conditions étroitement liées: l'instauration d'un "nouvel ordre économique international" et la transformation profonde des structures sociales et de pouvoir dans la "périphérie". Car, comme l'expérience historique le prouve déjà suffisamment, chacune est une condition nécessaire mais non pas suffisante.⁸ Ce sont, donc, ces deux conditions qui définissent exactement le contenu et la portée de la paix comme projet de justice: justice au niveau des relations économiques internationales, justice dans la distribution du pouvoir et des richesses au sein de chaque pays du Tiers-Monde.

Pouvons-nous conclure ici l'analyse? Ne devrions-nous pas nous demander par quels moyens et, auparavant, dans quelle mesure ces deux conditions pourraient être satisfaites? L'instauration d'un ordre économique international réellement nouveau se heurte, me semble-t-il, à un obstacle probablement insurmontable tant et aussi longtemps que les

structures du pouvoir dans les métropoles "centrales" sont ce qu'elles sont: ces structures de pouvoir demandent que la loyauté des masses soit essentiellement assurée par des gratifications économiques dont le coût dépend, au moins en partie, du maintien de l'ordre économique international actuel.⁹ Par contre, l'instauration d'un ordre social juste dans les pays de la "périphérie" se heurte à un obstacle qui n'est nullement incontournable: l'intervention économique, politique et de plus en plus militaire des métropoles "centrales" dans les pays de la "périphérie" engagés dans un processus de transformation des structures sociales.¹⁰ Cet obstacle n'est pas incontournable car la conscience mondiale peut agir de façon décisive pour empêcher l'interventionnisme des métropoles "centrales", tout comme elle a pu agir lors de la guerre du Vietnam. Si la transformation des structures sociales ne peut que bien difficilement se réaliser sans conflit, sans lutte, le coût de ces conflits et, surtout, la nature de ces conflits peut être tout autre si les peuples engagés dans ces transformations ne rencontrent pas le blocus économique, la pression politique et l'intervention militaire directe ou indirecte.

Si cette analyse globale que je viens de vous proposer est correcte, trois impératifs d'action s'ensuivent:

1. agir pour que la parité nucléaire entre les superpuissances ne soit pas rompue et davantage pour que cette parité nucléaire soit réduite au minimum nécessaire;
2. agir pour élever encore plus le seuil d'intolérance de la conscience mondiale à l'utilisation de la force armée pour résoudre les conflits au niveau international;
3. agir pour créer et développer une conscience mondiale susceptible d'empêcher toute forme d'intervention des métropoles "centrales" dans les processus de transformation des structures sociales dans les pays du Tiers-Monde. La paix comme projet de justice exige tout particulièrement la création et le développement de cette conscience.

NOTES

1. Le pacifisme qui fait de la paix une valeur absolue, c'est-à-dire indépendante, détachée de toute valeur, (absolutus, de ab-solvere) et achevée, parfaite, est dogmatique parce que catégorique (la valeur de la paix ne peut jamais être mise en question) et, du même coup, sectaire parce qu'intolérant à toute autre valeur qui pourrait affaiblir ou diminuer sa portée. C'est parce qu'il est dogmatique et sectaire que ce pacifisme ne peut penser, ni résoudre, le problème de la paix dans la justice. Rappelons que déjà chez Aristote, c'est plutôt la justice qui est "la vertu parfaite, mais non pas dans un sens absolu, dans un sens relatif" même si elle est "vertu intégrale". (Aristote, Ethique nic., V, 1, 1130)
2. En effet, dans l'hypothèse d'un niveau de tolérance maximale de la conscience mondiale à l'usage de l'arme nucléaire ou même d'un niveau de tolérance de cette conscience susceptible de rendre peu coûteux politiquement et idéologiquement l'usage de l'arme nucléaire, la possibilité d'une riposte économiquement coûteuse à une attaque nucléaire rendrait également irrationnel le déclenchement d'un conflit par l'une des superpuissances. En ce sens, l'accroissement et la diversification du stock nucléaire répond à une logique économique, plutôt qu'à une logique politique et idéologique. En ce sens aussi, l'abaissement de ce seuil de tolérance apparaît comme une condition nécessaire de la diminution des stocks nucléaires et de l'arrêt dans la recherche de leur diversification, notamment, des programmes de recherche dits de la "guerre des étoiles"
3. La fin du monopole de l'arme nucléaire détenu par les deux superpuissances a introduit, sans doute, un élément nouveau dans la problématique du conflit nucléaire puisque des puissances "secondaires" pourraient être tentées de faire usage de l'arme nucléaire dans des conflits "régionaux". Ce scénario, s'il n'est pas à exclure, est cependant peu probable: la dissymétrie radicale dans le pouvoir nucléaire existant entre les superpuissances d'une part et ces puissances "secondaires" d'autre part permettrait à celles-là de ramener celles-ci à la raison, la raison

étant le danger d'une dynamique d'entraînement des superpuissances dans cette modalité de conflit armé, tout conflit régional étant, au moins potentiellement, susceptible de devenir un conflit entre les deux camps. En ce sens, la supériorité militaire écrasante des deux superpuissances a comme objectif de situer et de maintenir les conflits régionaux à leur juste place, c'est-à-dire comme des conflits secondaires et conjoncturels par rapport à l'affrontement des deux projets globaux d'organisation sociale.

4. The Economist, March 12, 1988, p.13.

5. Une étude des conflits actuels confirme notre analyse. En effet, ne tenant compte que des conflits actuels qui ont provoqué 1000 morts ou plus dans une année quelconque de leur existence, 25 conflits armés ont lieu dans le monde qui présentent les caractéristiques suivantes:

- (1) ils se situent tous dans le Tiers-Monde;
- (2) aux seules exceptions des conflits armés entre l'Iran et l'Irak et entre le Vietnam et la Chine, ces conflits sont des guerres civiles;
- (3) 7 de ces 25 conflits, soit moins d'un tiers, sont des guerres d'indépendance ou de sécession: Ethiopie, Sahara occidental, Soudan, Inde (Punjab notamment), Indonésie (Timor), Philippines (Front national de libération Moro) et Sri Lanka;
- (4) étant donné que dans certains pays, s'ajoutent aux guerres d'indépendance ou de sécession des conflits armés dont l'enjeu est une transformation des structures sociales et/ou politiques, il s'avère qu'au moins 15 des conflits actuels sont de ce dernier genre: Colombie, El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Pérou, Liban, Angola, Namibie, Tchad, Mozambique, Afrique du Sud, Ouganda, Burma, Kampuchea et Philippines;
- (5) dans au moins dix de ces conflits l'enjeu est une transformation de type socialiste des structures sociales et politiques: Colombie, El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Pérou, Angola, Namibie, Mozambique, Kampuchea et Philippines. (The Economist, idem, pp.19-22). Quelques remarques concernant ces données:
 - (a) si ces données portant sur les conflits actuels confirment largement notre analyse, une étude des conflits armés

depuis la Deuxième Guerre mondiale renforcerait encore plus la validité de l'analyse puisque plusieurs de ces conflits ont eu comme enjeu soit la modification de structures politiques (décolonisation), soit celle de structures sociales (mouvements révolutionnaires);

- (b) si à ces données portant sur les conflits armés qui ont provoqué 1000 morts ou plus pendant une année quelconque de leur existence s'ajoutaient des données portant sur tous les conflits armés actuels, notre analyse recevrait encore une confirmation supplémentaire puisque l'immense majorité de ces conflits de "faible intensité" ont une nature politique et sociale.

6. Le monde diplomatique, septembre 1986.

7. AMIN, Samir, L'accumulation à l'échelle mondiale, Editions Anthropos, Paris et Ifan Dakar, 1970. Voir aussi EMMANUEL, Arghiri, L'échange inégal, François Maspero, Paris, 1972. Des données plus actuelles confirment d'une manière plus dramatique encore ce transfert de richesses de la "périphérie" vers le "centre". Qu'il nous suffise de rappeler deux indices: celui de la ponction sur les ressources du Sud que constitue le service de la dette extérieure, et celui qui porte sur la chute des prix des matières premières. Concernant le premier: tandis que la dette totale du Sud s'est élevée de 634 milliards de dollars en 1980 à 1 095 milliards en 1986 (+173%), et que le service de la dette est passé, dans la même période, de 101 à 147 milliards (+146%), les exportations sont tombées de 779 à 654 milliards de dollars (-84%) pour les biens et services et de 108 à 105 milliards de dollars (97%) pour les matières premières, le pourcentage du service de la dette passant de 20 à 22 milliards de dollars par rapport aux biens et services, et de 93 à 136 milliards de dollars par rapport aux matières premières. (Sources: calculs faits à partir des statistiques du FMI, avril 1987 et de la CNUCED, Le monde diplomatique, décembre 1987). Concernant la chute du prix des matières premières: en prenant comme indice 1979-1980 = 100, et la période 1950-1987, le prix des métaux et minéraux a chuté de plus de 120 à 70 approximativement, celui des produits

agricoles non alimentaires de 270 approximativement à moins de 70, et celui des denrées alimentaires de plus de 150 à un peu plus de 80. (Source: Banque mondiale, Le monde diplomatique, idem).

8. Comment, en effet, entreprendre et réaliser des programmes de développement social et économique si, même en se dotant de la volonté et des outils politiques, l'économie des pays du Tiers-Monde demeure étranglée par les fluctuations conjoncturelles et la chute tendancielle des prix de leurs produits d'exportation? Il n'y a qu'à regarder le cas de Cuba: le prix du sucre a chuté de 65,5 cents la livre en 1974 à 2,35 cents en 1985 pour se "stabiliser" depuis quelques mois à 6 ou 7 cents après avoir connu des hauts et des bas imprévisibles. (Bien que Cuba ait échappé, ne serait-ce que partiellement, à cette situation à la suite du prix accordé et garanti sur une longue période pour l'Union soviétique et qui, croit-on, se situe autour de 25 cents la livre).
9. Comme le signale J.Habermas, "Le système du capitalisme avancé se définit par une politique s'assurant la loyauté des masses par des gratifications compensatrices..." (Habermas, Jürgen, La technique et la science comme "idéologie", Gallimard, Paris, 1973, p.50). Seulement, ces gratifications compensatrices qui sont essentiellement, sinon exclusivement, d'ordre économique ne peuvent s'accorder avec une élévation des taux de profits si ce n'est que par le transfert des richesses du Tiers-Monde.
10. L'interventionnisme américain dans le Tiers-Monde est, en ce sens, exemplaire. Ses modalités vont depuis l'embargo économique (Cuba, Nicaragua, etc.) et financier (Panama) jusqu'à l'occupation armée (Grenade) en passant par l'intervention militaire directe ou indirecte (Nicaragua, El Salvador, etc.) et l'appui économique et militaire direct ou indirect à des organisations contre-révolutionnaires (Angola, Mozambique, Namibie via l'Afrique du Sud). Le coût humain de ces modalités d'intervention est généralement ignoré. Ainsi "An estimated 100 000 Mozambican civilians have been killed by anti-gouvernement rebels in a systematic fashion over the past two years". "We should

have seen what was going on from the general reports we had", says a well-placed U.S. diplomat, "but we didn't see the intensity of the killing" (The Citizen, April 21, 1988). L'auteur de ces massacres, le "Mouvement de résistance nationale du Mozambique" (Renamo) est pourtant une organisation financée et armée indirectement par les Etats-Unis. Il est à remarquer, à cet égard, le rôle de plus en plus important accordé par les Etats-Unis, après l'expérience du Vietnam, aux bandes contre-révolutionnaires qui mettent gravement en danger, au moyen de la déstabilisation économique, les régimes issus des guerres de libération nationale et/ou sociale (Nicaragua, Angola et Mozambique, notamment).

DESARMER POUR DEVELOPPER AUTREMENT:
LES MOUVEMENTS POUR LA PAIX
ET CONTRE LE GASPILLAGE DES DEPENSES MILITAIRES

Jean-Guy Vaillancourt
Université de Montréal

Les questions de paix, de sécurité et de désarmement, comme d'ailleurs les questions de protection de l'environnement et de développement durable, ici et dans le Tiers-Monde, sont des sujets qui préoccupent beaucoup les jeunes d'aujourd'hui, et elles devraient préoccuper aussi tout le monde, car la situation mondiale n'est pas très rose à l'heure actuelle dans ces domaines. Le rapport Brundtland¹, entre autres, a bien montré qu'il y a des liens étroits entre la crise mondiale de l'environnement, le mal-développement dans les pays pauvres, et la course aux armements. Certains savants, comme le célèbre écologiste des insectes, sir Richard Southwood, de l'université d'Oxford en Angleterre, vont même jusqu'à affirmer que l'effet de serre et le réchauffement climatique pourraient causer des problèmes environnementaux, économiques et politiques tels, que cela pourrait éventuellement conduire à des guerres très meurtrières. Et comme les armes nucléaires prolifèrent de plus en plus, ces guerres pourraient même être des guerres nucléaires. Comme il se dépense aujourd'hui dans le monde 20 fois plus pour les armes que pour l'aide internationale aux pays pauvres, et que les budgets pour l'environnement sont toujours minimes comparativement aux budgets militaires, il n'est pas exagéré de dire que c'est la survie même de l'humanité qui est en jeu.

Nous sommes très nombreux actuellement à penser que le moment présent est propice pour un arrêt de la course aux armements. Un désarmement réel, multilatéral, graduel et contrôlé est devenu nécessaire pour libérer les fonds requis pour régler les problèmes globaux devenus quasi insolubles au plan économique et au plan écologique. Il n'est pas question d'éliminer d'un seul coup et du jour au lendemain toutes les armes et tous les budgets militaires, mais nous pourrions les diminuer de

façon substantielle sans nuire à la sécurité de quelque pays que ce soit. Au contraire, cela pourrait augmenter notre sécurité commune, c'est-à-dire la sécurité collective au plan mondial.

Environnement, développement, désarmement, comme le montrent plusieurs rapports et conférences des Nations-Unies depuis quelques années, et comme l'affirme par exemple la C.Q.D.P. (Coalition québécoise pour le désarmement et la paix) dans son slogan "Désarmer pour développer autrement" sont très intimement liés entre eux. Ce sont là trois pôles indissociables, sur lesquels il faut travailler conjointement.

Dans le présent essai, j'aimerais vous entretenir un peu de ce nouveau mouvement pour la paix et contre le gaspillage des budgets militaires, mouvement qui s'est développé non seulement au Canada et au Québec, mais partout dans le monde, surtout en Occident, à l'Est comme à l'Ouest depuis la fin de la brève détente de l'ère Carter, c'est-à-dire depuis le déploiement des missiles Cruise, Pershing et SS 20 en Europe à partir de 1978, et depuis l'arrivée au pouvoir du président républicain conservateur Ronald Reagan aux Etats-Unis en 1980.

1. Le mouvement pour la paix au plan international

Vous vous souvenez peut-être du climat de peur qui a régné dans le monde à partir de 1980 lorsqu'est apparu le spectre d'une guerre nucléaire possible, accidentelle ou non, et le danger d'un hiver nucléaire de plusieurs années. Cela s'est exprimé dans de nombreux écrits et dans des films d'horreur comme The Day After, qui ont bien fait comprendre qu'il est insensé de penser qu'on peut gagner des guerres nucléaires circonscrites contrairement à ce que pensaient les stratèges déments, genre Dr Strangelove, qui avaient remplacé la théorie MAD (la destruction mutuelle assurée), par la théorie NUTS (l'utilisation limitée d'armes nucléaires) dans une stratégie de riposte graduée et soi-disant flexible. Le danger principal pour la survie de l'humanité reste toujours, bien sûr, celui de l'éclatement d'une guerre nucléaire mais il vient surtout, à mon avis, des montants astronomiques gaspillés partout dans le monde pour la

modernisation des arsenaux et dans le surarmement, alors que nous avons besoin de toutes ces ressources naturelles, techniques, financières et humaines pour assurer le bien-être et la sécurité de tous. Même si la guerre nucléaire n'éclate pas, les conséquences du gaspillage éhonté que constituent les budgets militaires sont aussi graves que celles qui découleraient d'une guerre nucléaire entre deux ou plusieurs pays. Les dépenses militaires mondiales s'élèvent maintenant, en effet, à mille milliards de dollars par année ou 1,9 millions de dollars à la minute.

Les gens qui sont actifs dans les groupes de paix ne partagent pas tous les mêmes avis sur ce qu'il faudrait faire pour arriver à une paix solide et durable. Certains sont parfois un peu naïfs, d'autres peuvent être à la remorque des intérêts de l'une ou de l'autre des superpuissances, mais la très grande majorité d'entre eux sont des personnes bien informées et bien intentionnées qui veulent promouvoir la justice et l'égalité sociale, les droits humains et la démocratie. Ces gens ne sont pas une coterie de fanatiques et d'illuminés assoiffés de pouvoir, mais des gens bien ordinaires, légèrement plus instruits que la moyenne, qui viennent d'horizons et de milieux très différents. Certains sont des diplomates et des militaires à la retraite, qui sont particulièrement bien placés pour affirmer qu'on n'arrive pas à la paix en préparant la guerre et en brandissant le plus grand nombre d'armes le plus mortelles possible, mais en travaillant à diminuer le nombre de celles-ci et en renforçant les institutions internationales, la vérification et le contrôle des armements. Contrairement au mouvement anti-bombe des années 50 et 60, et au mouvement contre la guerre du Vietnam dans les années 60 et 70, le mouvement pour le désarmement et la paix des années 80 a été d'emblée un mouvement transnational qui a visé avant tout à mettre fin à la course aux armements nucléaires entre les deux superpuissances et leurs alliés des pactes de l'OTAN et de Varsovie.

Ce mouvement a eu des hauts et des bas dus aux aléas de la situation internationale de la dernière décennie. Il est parti de presque rien au début des années 80, et il s'est structuré et organisé, de façon surprenante, dans plusieurs pays, en très peu de temps. Il a réussi à mobiliser des ressources et à influencer considérablement l'opinion publique

mondiale. Je n'hésiterais pas à dire que l'actuelle période de détente, que certains vont même jusqu'à appeler la fin de la guerre froide, est due en bonne partie, non seulement à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, mais aussi au travail de ce mouvement international pour le désarmement et la paix. Je suis même enclin à penser qu'ici au Canada, sans ce mouvement, le gouvernement de Brian Mulroney aurait probablement été de l'avant avec son plan d'acquisition des sous-marins nucléaires et avec ses projets d'augmentation encore plus draconienne de ses dépenses militaires.

Au début de la présente décennie, et même jusqu'au milieu des années 80, ça allait assez mal dans le monde au plan de la paix et de la sécurité internationale. Les reaganiens aux Etats-Unis étaient très fanfarons et belliqueux, les Soviétiques étaient bloqués dans des schèmes de pensées sclérosés, comme leur leader Leonid Brejnev. Les Nations-Unies risquaient de s'effondrer, faute d'appuis et de ressources, les foyers de conflits militaires dans plusieurs pays du Tiers-Monde étaient nombreux, les Soviétiques et leurs alliés répondaient du tac au tac aux provocations des Etats-Unis et vice-versa. Nous étions littéralement au bord de l'abîme, surtout à cause des conflits régionaux qui risquaient de dégénérer en conflagrations globales. A mon avis, c'est surtout grâce au mouvement de paix occidental non aligné que la situation a commencé à s'inverser dans l'opinion publique mondiale.

Après l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en Union Soviétique, un grand débat public sur les questions de paix et de sécurité s'est amorcé à l'Est comme à l'Ouest; les chefs d'Etat ont été obligés de tenir compte de l'opinion publique et des mouvements pour la paix. Les choses ont alors commencé à changer sérieusement. Un nouveau climat de détente s'est installé dans les négociations pour le désarmement et le contrôle des armements. Il est vrai qu'au plan de l'environnement et de la dette des pays du Tiers-Monde, la situation s'est détériorée, mais au plan du désarmement et de la paix avec le traité du double zéro sur les armes nucléaires intermédiaires et à courte portée de 1987, et avec la fin de quelques conflits particulièrement sanglants comme celui de l'Afghanistan et celui entre l'Iran et l'Irak, la situation s'est considérablement améliorée.

Il est vrai aussi qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire, mais un pas important a été franchi. La course aux armements n'a pas encore vraiment cessé, car on parle encore beaucoup, surtout dans les Conseils des pays de l'OTAN, de modernisation des arsenaux, de partage et d'augmentation du fardeau entre pays alliés de même que de l'augmentation et du maintien du niveau des dépenses militaires. L'OTAN continue de soutenir des doctrines stratégiques ayant des implications offensives et non seulement et purement défensives. Les pourparlers pour une troisième option zéro sur les missiles nucléaires tactiques (c'est-à-dire les SNF ou armes ayant une portée de moins de 500 kilomètres) ont piétiné à cause du désaccord entre l'Allemagne de l'Ouest d'une part, et les Etats-Unis et l'Angleterre d'autre part, qui eux voulaient moderniser ces armes. Il n'y a même pas encore de véritable percée en vue au plan des armes conventionnelles, ni au plan de la non-prolifération des armes atomiques et de l'abolition des essais nucléaires. Même s'il y a eu d'importants progrès sur certains points en Europe suite à l'ouverture du mur de Berlin et à la levée du rideau de fer, et aussi en ce qui concerne les armes chimiques et bactériologiques, la situation reste quand même relativement bloquée. Les mers et l'espace surtout deviennent des lieux de compétition militaire de plus en plus dangereux, et les foyers de conflits dans plusieurs pays de Tiers-Monde ne sont pas du tout éteints.

A une réunion récente à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale à Ottawa, j'entendais un haut gradé militaire canadien exprimer son espoir que Gorbatchev cesserait de faire autant de concessions unilatérales, autrement l'OTAN risquait d'éclater. Je pense au contraire qu'il faut se réjouir du fait que les Soviétiques veulent maintenant mettre fin au stalinisme et au brejnevisme, qu'ils veulent enfin diminuer leurs dépenses militaires, mais il faudrait que les pays de l'Ouest acceptent d'en faire autant. Si les alliés ne cherchent qu'à tirer profit de la situation en modernisant leurs propres armes et en exigeant des Soviétiques toujours plus de diminutions unilatérales sans véritable réciprocité, nous risquons de donner un appui aux conservateurs parmi les militaires soviétiques, ainsi qu'à tous les autres Soviétiques qui détestent Gorbatchev parce qu'ils trouvent qu'il va trop loin ou pas assez vite dans ses réformes, et qui par conséquent veulent l'éliminer. Nous risquons de

revenir alors au temps de la guerre froide, ce qui ferait probablement l'affaire de ceux qui profitent, à l'Est comme à l'Ouest, des dépenses militaires engloutissant des ressources naturelles, économiques et humaines exorbitantes.

En 1963, avec la signature de l'accord sur l'arrêt des essais nucléaires dans l'atmosphère, les militants du mouvement anti-bombe de l'époque s'étaient sensiblement démobilisés, pensant qu'on était enfin arrivé ou presque au désarmement généralisé. La même chose risque encore d'arriver maintenant si l'on s'imagine que l'accord INF de décembre 1987 est un point d'arrivée plutôt qu'un point de départ, d'autant plus que les problèmes environnementaux cruciaux posés par les changements climatiques, les précipitations acides, l'amincissement de la couche d'ozone et la prolifération des déchets toxiques accaparent maintenant l'attention de l'opinion publique et font passer au deuxième plan les préoccupations concernant la paix et le désarmement.

Certains groupes qui militent dans le mouvement pour le désarmement et la paix, pour le contrôle des armes et pour la solution non-violente des conflits pourraient être tentés actuellement d'être moins actifs et moins vigilants. Mais je ne pense pas qu'il y aura démobilisation comme en 1963, car les problèmes fondamentaux dans ce secteur resteront entiers aussi longtemps que les budgets militaires demeureront aussi considérables qu'ils le sont présentement. Avant d'examiner ce que font les groupes qui forment ce mouvement, et ce que nous-mêmes pouvons faire, voyons un peu comment ils se sont développés et organisés depuis le début des années 80, au Canada et au Québec.

2. Le mouvement pour la paix au Canada

Au Canada, comme au Québec, le mouvement pour le désarmement et la paix qui a pris naissance au début des années 80 a été, dès le départ, très diversifié politiquement et idéologiquement.² Il est maintenant formé de groupes et d'individus ayant des approches et des orientations assez différentes. Contrairement aux attaques de certains porte-parole des

complexes militaro-industriels occidentaux, il est assez clair que le mouvement n'était ni financé ni contrôlé, ni même très fortement influencé par des groupes prosoviétiques, même si certains de ces groupes étaient présents dans plusieurs activités, comme l'organisation de campagnes et de manifestations pour le désarmement et la paix. En fait, ce sont plutôt les groupes non alignés qui ont pris et qui ont gardé l'initiative dans ce vaste mouvement (les non alignés, ce sont des groupes ni prosoviétiques ni pro-USA, mais plutôt pro-humains et pro-terre entière), et parmi ces non alignés, il y avait toutes sortes de militants: des chrétiens engagés (y compris des évêques) et des écologistes recyclés, des jeunes et des vieux, des mères de familles et des syndicalistes, d'anciens militants politiques d'extrême gauche repentis et des libéraux désabusés. Il y avait même des vétérans et des gens ayant fait carrière dans les hautes sphères du gouvernement canadien comme le Major-Général Leonard Johnson et l'ancien ambassadeur à l'OTAN et aux Nations-Unies, Georges Ignatieff. Il existe même un groupe de paix canadien qui s'appelle Veterans Against Nuclear War (VANA); il fait un travail remarquable parce que ses membres ne peuvent pas facilement être accusés d'être de jeunes punks anti militaires ou des professeurs de gauche prosoviétiques.

Lors des élections fédérales de 1984, les groupes canadiens ont mis sur pied une vaste campagne, appelée la Caravane de la Pétition pour la Paix, qui faisait pression sur les parlementaires canadiens pour qu'ils se prononcent contre les essais des missiles de croisière des Etats-Unis en territoire canadien et pour qu'ils fassent du Canada une zone libre d'armes nucléaires. Des groupes de tous les coins du pays ont fait signer des pétitions à cet effet qu'ils ont remises aux politiciens fédéraux. Un autre but de cette campagne était de contribuer à mettre sur pied une structure de coordination plus stable pour le mouvement de paix canadien.

En 1985, ces groupes ont effectivement formé un grand regroupement pancanadien appelé l'Alliance pour la Paix du Canada. Cette association comprend maintenant près de 500 groupes qui eux-mêmes en représentent plus de 2 500 autres. L'Alliance pour la paix du Canada ne se veut pas une organisation centralisée mais plutôt une fédération assez souple qui

facilite la communication, la coopération, le "net-working" et la coordination entre les groupes et fournit un forum pour discuter des questions de désarmement et de paix. L'objectif général de l'Alliance est de travailler à "stopper la course aux armements, à favoriser la solution pacifique des conflits et à assurer la sécurité et le bien-être de tous".

Les groupes qui forment cette Alliance essaient de convaincre le public et le gouvernement d'appuyer les buts spécifiques suivants: déclarer le Canada zone libre d'armes nucléaires, prévenir la course aux armements, particulièrement dans l'espace, faire cesser les essais d'armements au Canada, arriver à un traité global d'arrêt des essais nucléaires, orienter les fonds gaspillés dans les dépenses militaires inutiles vers le financement de projets qui répondent vraiment aux besoins humains réels et renforcer les institutions mondiales de résolution pacifique des conflits internationaux, telles les Nations-Unies. L'Alliance rend de nombreux services aux groupes à la base dans le domaine de l'éducation à la paix, de la sensibilisation et de la mobilisation populaire.

Le comité de direction de l'Alliance est formé de représentants d'environ 35 organisations, dont le tiers sont des organismes nationaux et les deux tiers des groupes actifs dans les diverses provinces et régions du Canada. En plus de groupes syndicaux et régionaux, on y trouve des groupes de femmes, d'artistes et de professionnels, des groupes bien connus comme Projet Ploughshares, Operation Dismantle, Greenpeace, les Fédéralistes mondiaux, le Regroupement pour la surveillance du nucléaire, la Conférence mondiale des religions pour la paix, la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix, le Toronto Disarmament Network, les Vétérans contre les armes nucléaires, l'Alliance pour l'action non-violente, ainsi que Peace Magazine et Option Paix qui sont les deux principales revues des groupes de paix non alignés au Canada et au Québec.

Jetons maintenant un coup d'oeil sur quelques-uns de ces groupes.

Projet Ploughshares est un groupe plus ancien qui est très répandu dans plusieurs régions du Canada. Il tire ses origines de diverses Eglises

chrétiennes qui prennent au sérieux l'injonction biblique de transformer les épées en charrues. Ploughshares publie beaucoup de documentation (entre autres, l'excellent bulletin Ploughshares Monitor) sur la course aux armements, le commerce des armes, les budgets militaires et sur le désarmement et la paix. Les deux principaux porte-parole, Ernie Regehr, du Conrad Grebel College de Waterloo, et Simon Rosenblum, qui est lobbyiste de Ploughshares à Ottawa, ont publié divers livres importants ces dernières années³. De plus, Ploughshare a organisé une vaste campagne de cartes postales destinées aux députés fédéraux leur adjoignant de demander "aux USA et à l'URSS de négocier l'abolition vérifiable de tous les essais nucléaires, des vols d'essais de missiles stratégiques... de tous les essais d'armes spatiales et de parrainer une résolution similaire à l'ONU".

Opération Dismantle, de son côté, est un groupe d'origine plus récente qui vise à démanteler le complexe militaro-industriel en visant des objectifs précis et limités. Ce groupe utilise des référendums et des pétitions pour des objectifs spécifiques tels la lutte contre les missiles de croisière ou contre les sous-marins nucléaires, et pour établir des zones libres d'armes nucléaires. Ce groupe a aussi recours aux tribunaux et aux manifestations flamboyantes devant le Parlement canadien à Ottawa.

Greenpeace est plus contestataire et plus visible dans les mass média que la plupart des autres groupes. Dans son nom même, ce groupe indique qu'il faut faire le lien entre la paix et la protection de l'environnement. Greenpeace s'est signalé surtout par son opposition aux essais nucléaires dans l'océan Pacifique, mais il a beaucoup diversifié ses actions depuis quelques années.

Un groupe canadien important mais moins connu est le mouvement pour une fédération mondiale, les World Federalists of Canada. Ce groupe travaille présentement à l'organisation d'une conférence des Nations-Unies pour un système de sécurité commune. Par opposition à la sécurité nationale, qui est souvent vue en fonction d'une défense militaire d'intérêts douteux, la sécurité commune tient compte des dangers de la guerre et de la course aux armements ainsi que des menaces à l'environnement. Elle vise le bien-être de tous les pays et non pas d'un

seul d'entre eux ou d'un groupe parmi ceux-ci. Les Fédéralistes mondiaux veulent éliminer la course aux armements, la pauvreté, les atteintes aux droits humains et à l'environnement, par l'édification d'institutions politiques internationales. Ils appuient fortement l'organisation des Nations-Unies et les autres organismes internationaux qui sont reliés à l'ONU.

A côté de ces non alignés, qui constituent la majorité des personnes actives dans le mouvement pour le désarmement et la paix, il y a aussi d'un côté ceux qui sont membres d'organisations d'allégeance prosoviétique, c'est-à-dire alignées sur les positions du Conseil Mondial de la Paix qui, soit dit en passant, n'a pas encore tout à fait pris le tournant gorbatchevien. Les groupes de cette tendance au Canada et au Québec sont le Conseil canadien de la paix, le Conseil québécois de la paix, l'Alliance pour la paix du Québec (qu'il ne faut pas confondre avec l'Alliance pour la paix du Canada ni avec Alliance-Québec) et quelques autres groupes surtout politiques, ethniques et syndicaux qui sont dans la mouvance des partis communistes prosoviétiques. Il serait naïf de nier qu'ils sont là et qu'ils sont actifs, mais il est tout aussi ridicule d'affirmer qu'ils contrôlent le mouvement, bien qu'ils essaient de le faire, surtout au Québec, mais sans grand succès, car les autres groupes, les non-alignés, les voient venir. Il ont récemment organisé une conférence internationale sur l'Arctique qui s'est tenue à Montréal en septembre 1989. Jusqu'à tout dernièrement, leurs préoccupations étaient surtout celles des Soviétiques, c'est-à-dire le désarmement nucléaire et la guerre des étoiles, mais depuis quelque temps, depuis l'arrivée de Gorbatchev au sommet du pouvoir en URSS, on sent chez eux un certain flottement au plan de l'idéologie et au plan des actions à entreprendre et à appuyer.

De l'autre côté du spectre politique, il y a ceux qu'on pourrait appeler les alignés pro-occidentaux, des groupes plus modérés qui sont plus proches des positions des gouvernements des principaux pays de l'OTAN. Ils sont pour le contrôle des armements plutôt que pour le désarmement, pour des stratégies musclées et pour la dissuasion plutôt que pour la défense non-violente, et ils ne veulent pas sabrer de façon trop draconienne dans les budgets militaires. Ce sont surtout des adeptes de

la diplomatie et des études stratégiques, des professionnels et des scientifiques qui veulent progresser lentement vers le contrôle des armements par des compromis plutôt que par la confrontation. On en rencontre très peu dans les grands regroupements pour la paix, tels l'Alliance pour la paix du Canada, mais il y en a plusieurs qui gravitent autour de l'Institut pour la paix et la sécurité internationale, du Centre canadien pour le contrôle des armements et de désarmement, du Comité consultatif de l'ambassadeur au désarmement, du ministère des Affaires extérieures du Canada⁴. Même au ministère de la Défense nationale, il y a certains militaires qui pensent que le contrôle des armements et les opérations de maintien de la paix de nos Casques bleus dans plusieurs endroits comme Chypre et le Proche-Orient sont des activités pacifiques plus importantes que la défense de l'Occident.

Beaucoup de militaires n'aiment pas du tout avoir à se battre, mais comme tout le monde, ils ne veulent surtout pas qu'on diminue leurs budgets. A une réunion récente du Comité consultatif de l'Ambassadeur au désarmement, les militaires présents se sont opposés à devoir remplir des tâches de protection de l'environnement et ils ont réagi très négativement à la suggestion d'une environmentaliste de réduire leurs budgets pour augmenter ceux qui sont consacrés à l'environnement. Ils ont leur fierté et il faut les comprendre quand ils disent qu'ils ne sont pas entrés dans l'Armée pour nettoyer des plages et éteindre des feux de forêts, mais cela ne veut pas dire que nous devons accéder à tous leurs souhaits quand ils exigent de nouveaux sous-marins, de nouvelles frégates, d'autres CF-5 et

CF-18, d'autres destroyers, d'autres missiles, d'autres véhicules nordiques, ainsi que d'autres véhicules blindés légers et d'autres chars d'assauts qui ne pourront vraiment servir qu'en Europe à faire peur aux Russes. Comparativement à plusieurs autres pays du monde, nous avons des militaires exemplaires qui acceptent la primauté du pouvoir politique, qui n'ont jamais tenté de coup d'Etat et qui font honneur à leur pays, par exemple dans leur mission de maintien de la paix dans des zones de conflits, ce qui a valu un prix Nobel de la paix aux Casques bleus de l'ONU. Le seul problème, c'est qu'ils accaparent une part trop grande du

budget national. Leur appétit pour des budgets toujours plus considérables est tout à fait insatiable.

De 1980 à 1988, le budget militaire canadien est passé de 7,7 milliards à plus de 11 milliards. De 1988-1989 à 1989-1990, il y a eu une hausse du budget militaire et non une baisse comme certains le croient. En effet, cette hausse bien qu'inférieure au taux annuel d'inflation et aux souhaits des militaires représente toujours un budget qui croît et non qui décroît. Le budget militaire actuel accapare environ 10% de toutes les dépenses fédérales, ce qui représente 342 dollars annuellement pour chaque citoyen canadien, adultes et enfants. Le Canada dépense 40 fois plus pour le budget militaire que pour l'aide aux pays du Tiers-monde. Enfin, il y a 87 000 personnes dans les Forces armées canadiennes et 33 000 employés civils au service des trois armes (forces maritimes, forces terrestres, forces aériennes). Environ 7 400 de ces Canadiens sont stationnés en Europe. Dans tous ces emplois et ces dépenses - est-il besoin de souligner?- le Québec et les francophones ne reçoivent même pas la moitié de la part qui devrait leur revenir.

Plusieurs Canadiens pensent qu'il serait peut-être maintenant temps que les forces armées canadiennes reviennent d'Europe. Un ministre de la Défense et un chef de l'Etat-Major canadien ont essayé de le faire il y a quelques années, mais les Allemands et les autres alliés s'y sont opposés. La question reste cependant posée. L'ancien directeur de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Geoffrey Pearson, qui fut aussi ambassadeur en URSS, vient tout récemment de proposer le retrait de nos troupes d'Europe comme le suggèrent aussi plusieurs groupes et individus qui ne voient pas l'utilité de continuer à dépenser des milliards pour enrichir des Allemands de l'Ouest déjà plus à l'aise économiquement que les Canadiens. Cet argent pourrait être bien mieux dépensé ici, pour diminuer notre dette nationale, par exemple, ou maintenir la santé de notre population, de notre économie et de notre environnement, ou encore pour aider vraiment le Tiers-Monde.

3. Le mouvement pour la paix au Québec

Au Québec, le nouveau mouvement pour le désarmement et la paix s'est développé parallèlement à celui du Canada anglais, mais selon une dynamique quelque peu différente. D'abord, il n'y a pas eu d'organisation unique de créée pour regrouper toutes les tendances et tous les groupes. Le conflit entre alignés et non-alignés y a été plus aigu qu'au Canada anglais, probablement parce que le Nouveau parti démocratique, qui sert de tampon ailleurs, y est plus faible. Les alignés prosoviétiques ont essayé à quelques reprises de prendre le contrôle organisationnel du mouvement québécois, d'abord avec la pétition de la Caravane pour la paix, puis avec la Coordination nationale pour la manifestation pour la paix du mois d'octobre 1989, mais ils ne réussissent jamais à faire autre chose qu'à diviser le mouvement et à rabattre les énergies.

Une autre caractéristique du mouvement pour la paix au Québec, c'est qu'il déborde amplement le cercle plutôt étroit des groupes spécifiquement consacrés aux questions de paix. Il englobe aussi une partie des syndicats, des églises, des associations d'éducateurs, des groupes écologistes, des groupes de solidarité internationale, des groupes politiques. Il est bien développé dans les régions hors de Montréal et il se préoccupe de questions beaucoup plus larges que la seule question des armes nucléaires. La militarisation en général, plutôt que les seules armes nucléaires, intéresse davantage les groupes québécois. Tous les sondages montrent que les Québécois sont plus opposés à la militarisation que les autres Canadiens, bien que les groupes québécois eux-mêmes ne soient pas beaucoup plus nombreux et plus actifs qu'ailleurs.

Actuellement, par exemple, une des questions les plus importantes pour le mouvement de paix au Québec est la lutte des autochtones Innu pour la démilitarisation du Nitassinan. Le gouvernement canadien veut faire de leur territoire au Labrador et au Québec un immense terrain d'essai pour les forces aériennes de l'OTAN qui ont de plus en plus de difficultés à s'exercer en Europe. Une large coalition d'autochtones, de groupes de paix et d'écologistes s'oppose à ces vols à basse altitude qui

ont un impact très négatif sur la faune et sur l'environnement en général et spécialement sur les humains qui habitent ces régions.

Le lien entre la paix et l'environnement est particulièrement important pour les groupes québécois qui s'opposent au nucléaire civil comme au nucléaire militaire à cause des liens étroits entre les deux. En fait, le thème de la manifestation d'octobre des groupes de paix au Québec en 1989 a été précisément la sauvegarde de la paix et la protection de l'environnement.

Une autre activité très importante au Québec est la lutte contre les jouets militaires lancée par le Collectif Pacijou avec l'appui de très nombreux groupes. L'an dernier, suite à cette campagne, le thème choisi pour la manifestation d'octobre était "La guerre n'est pas un jeu". Ce thème reste important encore cette année pour plusieurs groupes de paix et plusieurs syndicats, tant à Montréal qu'en province, car il déborde largement la question des jouets militaires des enfants et comprend les jouets militaires de nos soldats, c'est-à-dire les F-18, les frégates, les sous-marins, etc.

Il y a aussi beaucoup d'opposition à l'utilisation de certaines parties du territoire québécois pour des champs de tir. Dans la région du Lac Saint-Jean, par exemple, une vaste coalition de groupes et d'individus lutte pour empêcher le gouvernement fédéral de s'appropriier des terres pour y faire de l'entraînement militaire. Il y a là une militarisation du territoire que les verts et les groupes de paix trouvent inacceptable.

Le Canada joue un rôle de plus en plus central au sein de l'OTAN comme terrain d'essai d'armes pour les pays alliés. De plus, le Canada est un important producteur et exportateur d'armes et le gouvernement fédéral aide les producteurs et les marchands d'armes à produire et à vendre, grâce à de généreux octrois, au lieu de travailler à la reconversion industrielle des industries militaires. Cela se comprend car ces industries ont fourni 360 000 dollars aux caisses électorales des Conservateurs et des Libéraux en 1986. Comme le disait le président et général Eisenhower en 1959: "Il existe un complexe militaro-industriel et il faut surveiller sa

gourmandise sans bornes car les fonds qu'on gaspille en armes inutiles sont littéralement enlevés aux enfants qui meurent de faim partout dans le monde".

Des groupes comme l'Alliance pour l'action non-violente et le Centre de ressources sur la non-violence s'opposent de façon concrète à l'appui du gouvernement canadien aux fabricants et commerçants d'armes. Comme on a pu le voir en mai 1989 à la foire d'armes Armex à Ottawa, ils mettent de l'avant une idée qui fait de plus en plus de chemin dans des milieux même militaires: la défense civile non-violente qui coûterait beaucoup moins cher et qui serait moins provocatrice que nos stratégies de dissuasion massive, de riposte graduée, de "follow on forces attack" et de "air land battle". Environ 1500 militants pour la paix ont protesté contre cette foire d'armes dans les rues d'Ottawa, foire qui a attiré près de 15 000 acheteurs, vendeurs et soldats venus du monde entier.

Au Québec, les Artistes pour la paix (avec presque 1000 membres) ainsi que Développement et Paix sont deux des plus importants groupes qui militent pour le désarmement et la paix. Chacun à sa façon, ils rejoignent de vastes auditoires de personnes préoccupées par les grands problèmes internationaux. Les deux ont des ramifications dans les diverses régions du Québec où l'on trouve par ailleurs d'autres groupes plus spécifiquement locaux et régionaux qui continuent de soulever les questions de la course aux armements, des vols à basse altitude, du champs de tir et du gaspillage des dépenses militaires. Dans un texte publié récemment dans Le Devoir, les Artistes pour la paix, par l'entremise de leur vice-président, prenaient position sur la question de la reconversion des budgets militaires: "Il est temps que les milliards gaspillés en quincaillerie de mort, et ce sans aucune justification morale, ni politique ni même économique, soient convertis en outils de vie qui assurent le progrès dans les domaines du travail, de la santé, du logement, du transport en commun, de la lutte contre la pollution, du développement des arts, de la recherche universitaire et surtout de l'aide au Tiers-Monde"⁵.

A Montréal, l'administration municipale du RCM est en train de passer à l'action pour actualiser sa politique d'opposition à la production de composantes d'armes nucléaires. La ville cherche à mettre à jour une politique de désarmement et de reconversion industrielle, ce qui n'est pas facile car les dépenses militaires font maintenant partie des politiques fédérales de soi-disant développement économique régional et il n'est pas facile pour une ville de refuser des contrats militaires même s'ils créent deux fois moins d'emplois et génèrent deux fois plus de profits pour les propriétaires d'entreprises, en moyenne, que d'autres dépenses gouvernementales.

4. Que faire?

Lors de la dernière campagne électorale fédérale à l'automne 1988, l'Alliance pour la Paix du Canada a mis sur pied une vaste campagne canadienne d'engagement pour la paix pour faire pression sur tous les candidats sur les questions de paix. Une autre campagne plus large, appelée la campagne pour les priorités électorales, a été menée dans une perspective plus vaste par des groupes de solidarité internationale et de défense de l'environnement en collaboration avec des groupes de paix mais malheureusement, c'est le débat sur le libre-échange et aussi un peu le débat sur l'accord du lac Meech qui ont accaparé l'attention des candidats et des électeurs.

Les trois partis politiques fédéraux ont évité de discuter de la politique de défense durant toute la campagne électorale. Les Conservateurs ont prudemment mis la pédale douce sur leurs programmes d'achat de sous-marins nucléaires. Les Libéraux ont pris des positions très semblables à celles des Conservateurs, alors que le NDP n'a pas trop insisté sur sa politique de retrait du NORAD et de l'OTAN, laissant même entendre qu'il ne sortirait pas le Canada de façon intempestive de l'OTAN lors d'un premier mandat et qu'il pourrait même augmenter le niveau global des dépenses militaires pour développer une politique de défense vraiment canadienne. En somme, il n'y a pas grand-chose à attendre des politiciens dans ce domaine, bien que le NPD soit quand

même le parti que craignent davantage les militaires et l'industrie de la défense.

On dit souvent que les citoyens canadiens sont mal informés sur les questions de paix et de sécurité et c'est vrai en partie. D'où l'importance de lire beaucoup et d'acquérir de l'information solide sur ces questions. L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, les groupes de paix, le gouvernement, les journaux donnent beaucoup d'information que nous devons nous faire un devoir de lire car la guerre et la paix ainsi que la sécurité et le désarmement sont des sujets trop importants pour être laissés aux seuls politiciens, militaires, experts et marchands de canons. Informons-nous et agissons à partir de cette information; ne nous sentons pas inadéquats parce que nous ne connaissons pas tous les types d'armes et tous les forums où il se discute du contrôle des armements. Après tout, c'est notre avenir et celui de nos enfants qui est en jeu.

Les sondages faits récemment pour l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales par Don Munton⁶ montrent que les Canadiens ont des attitudes assez complexes et ambiguës sur les questions de défense mais ils sont quand même assez informés pour rejeter certains mythes propagés par nos militaires. Ils sont loin d'être d'accord, par exemple, avec le Livre blanc de 1987 du ministère de la Défense nationale sur le prétendu danger que représenterait l'URSS pour notre sécurité, danger qui est encore la clé de voûte de notre politique de défense. Pour les Canadiens, c'est la course aux armements bien plus que l'URSS qui représente le plus grand danger pour la sécurité. Les Canadiens n'aiment pas les armes nucléaires, surtout celles qui seraient fabriquées ou logées chez eux. Plusieurs n'aiment pas trop non plus dépenser pour la défense nationale en temps de paix, mais il faut dire qu'un nombre presque égal est d'accord avec ces dépenses. Les Canadiens appuient le gouvernement dans ses activités internationales de maintien de la paix, d'aide au Tiers-Monde et même d'aide aux groupes de paix, mais un nombre presque égal est pour l'alignement avec les pays de l'OTAN, pour la dissuasion nucléaire et pour la collaboration avec les USA. En somme, l'opinion publique est très partagée, mais en général, les gens sont moins militaristes que le gouvernement. De toute façon, il ne faut pas que nos représen-

tants élus soient toujours à la remorque de l'opinion publique car une idée n'est pas juste uniquement parce que 51% de la population la soutient. En démocratie, on a le droit de penser différemment des autres et de faire valoir ses opinions. Il ne faut pas avoir peur de dire ce qu'on pense, mais il faut aussi respecter l'opinion d'autrui, essayer de mieux s'informer et accepter de changer d'idée si l'on a tort. Personnellement, j'ai rectifié certains de mes préjugés sur les questions de paix et de sécurité depuis quelques années et je suis prêt à me corriger encore si on me montre le bien-fondé d'opinions différentes. Mais j'ai quand même appris des choses et je me suis rendu compte, par exemple, que beaucoup de personnes, qui n'ont pas d'intérêt économique ou politique particulier à défendre et qui sont préoccupés surtout par le bien commun, se dévouent dans les groupes de paix pour promouvoir la sécurité commune.

L'approche que je prends de plus en plus sur toutes ces questions est une approche globale qui établit des liens entre le désarmement, le développement et l'environnement. L'idée fondamentale que je défends, c'est que pour faire face aux graves problèmes économiques et écologiques qui nous assaillent chez nous comme à l'étranger, à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, il faut que la détente actuelle au plan international conduise à un arrêt de la course aux armements, à une diminution graduelle et vérifiée, mais profonde aussi, des dépenses militaires et à un transfert des ressources actuellement gaspillées dans les budgets militaires vers des fins socialement utiles, économiquement rentables et environnementalement saines.

Je ne crois pas que je sois un véritable pacifiste au sens absolu du terme car je pense que dans certaines situations, il faut pouvoir faire face même militairement à des Hitler, des Staline et des Botha. Tous les pays ne peuvent, comme l'Islande et le Costa-Rica, être neutres et ne pas avoir d'armée ou de budget militaire. Mais de là à être constamment sur un pied de guerre et à engloutir des ressources considérables pour faire peur aux autres avec des dizaines de milliers d'armes nucléaires (on dit qu'il y en a plus de 50 000 actuellement dans le monde), il y a toute une marge. C'est cette marge, je pense, qu'il faudrait réduire considérablement, avec prudence et aussi avec courage.

Face à la situation mondiale en pleine transformation, il est clair que la politique de défense canadienne actuelle, basée sur le livre blanc sur la défense de 1987, était tout à fait dépassée quand elle a été rendue publique, il y a quelques années et elle l'est encore bien davantage aujourd'hui. Je n'irai pas jusqu'à dire que la guerre froide est complètement terminée, que les processus de glasnost et de perestroïka en URSS et en Europe de l'Est sont tout à fait irréversibles, mais je pense que le Canada et ses alliés doivent s'embarquer résolument dans un processus de diminution des dépenses militaires et de désarmement graduel et contrôlé, multilatéral et vérifié, sinon le processus de restructuration et d'ouverture amorcé chez nos anciens adversaires soviétiques risque de stopper.

Le ministre Wilson, dans son budget de 1989, a posé un premier petit pas dans la bonne direction en diminuant légèrement les dépenses militaires anticipées, en supprimant quelques bases militaires désuètes et en éliminant le coûteux et inutile projet de sous-marins nucléaires. Mais il ne faut pas se bercer d'illusions. Une diminution de 2 milliards et demi en 5 ans, sur les dépenses extravagantes que les militaires avaient espérées, c'est bien peu, beaucoup trop peu, quoi qu'en disent les militaires et les constructeurs qui pensent à leurs profits bien plus qu'au bien-être et à la sécurité de la population. En réalité, c'est une augmentation et non une réduction que nous avons eue. Le budget Wilson augmente les impôts et ne diminue pas vraiment les dépenses militaires. M. Wilson aurait pu réduire de façon beaucoup plus réelle et profonde le budget militaire, qui est un des endroits où il est possible de faire des compressions sans que le bien-être et la sécurité des Canadiens soient vraiment affectés.

Personnellement, je crois qu'à moyen terme, le budget militaire pourrait être réduit de moitié et qu'à plus long terme il pourrait même être réduit encore plus considérablement pour atteindre à peu près le niveau actuel de l'aide au développement, ce qui permettrait, entre autres choses, d'augmenter cette dernière ainsi que les budgets pour l'environnement. Au plan mondial, il n'en coûterait en effet que 17 milliards de dollars par année (ce qui est dépensé en 10 jours pour les armes) pour

fournir de la nourriture, de l'eau, et de l'éducation à tous les humains. Avec deux jours de dépenses militaires des armées du monde, selon le Worldwatch Paper 89, l'ONU pourrait, en 20 ans, enrayer la désertification du Tiers-Monde. Le prix du test expérimental d'une arme nucléaire, c'est-à-dire 12 millions de dollars US, suffirait pour installer 80 000 pompes à eau manuelles qui donneraient accès à de l'eau potable à des millions d'êtres humains dans le Tiers-Monde.

Le livre blanc de 1987, intitulé Défi et Engagement: Une politique de défense pour le Canada, reproche au livre blanc de M. Trudeau de 1971 d'avoir été trop imbu de l'esprit de détente et de contrôle des armements. Il veut rebâtir la capacité des forces armées en allouant plus d'argent au budget de la défense. Il insiste sur l'idée que l'URSS et ses alliés sont des adversaires dangereux qui veulent façonner le monde à leur image. D'où l'importance alors pour le Canada de renforcer la dissuasion, de moderniser l'équipement, surtout celui des forces navales, pour être capable de défendre ses trois océans avec toute une panoplie de nouveaux jouets: six autres frégates, 10 à 15 sous-marins nucléaires, un système de surveillance sous les glaces de l'Arctique, des systèmes sonars et des hélicoptères pour les navires, six avions de surveillance maritime à longue portée et la modernisation de ceux à portée moyenne, des vaisseaux anti-mines, etc. Le document est pour le maintien du Canada dans l'OTAN et NORAD, pour la modernisation de NORAD, pour l'abandon de l'engagement vis-à-vis de la Norvège, pour le renforcement des effectifs en Allemagne, pour la réactivation des réservistes, pour la création de nouvelles brigades et pour l'établissement d'un centre d'entraînement dans le nord. Ce livre blanc demeure la grande charte de la politique canadienne de défense, même après le budget Wilson de 1989, qui apparaît comme un ralentissement temporaire du déficit.

En somme, ce que veulent les militaires, c'est beaucoup plus de ressources pour la défense directe des frontières et de la souveraineté du Canada au Nord et à l'Ouest avec des augmentations souhaitées d'au moins 2% au-dessus du taux d'inflation, avec en plus des dépenses additionnelles pour les achats importants quand la situation le permettra.

Je ne suis pas d'accord avec cette politique de défense et je ne suis pas le seul citoyen dans cette situation. Ce qu'il nous faut, ce n'est pas une nouvelle politique de défense élaborée comme celle-ci par le ministère de la Défense, mais un livre vert sur la sécurité commune fait à partir d'une véritable consultation publique, un livre vert où la politique de défense est mise au service d'une politique plus large de sécurité internationale. Ce livre vert devra tenir compte des aspects environnementaux, économiques, politiques et culturels de la sécurité commune, ainsi que des questions des droits et libertés et de la coopération internationale. Une telle politique canadienne nouvelle au plan de la défense et de la sécurité pourrait se baser sur la défense non offensive de nos frontières, le maintien de la paix, l'indépendance (qui pourrait être un semi-alignement à la finlandaise plutôt qu'un non-alignement ou un alignement complets) l'internationalisme et le multilatéralisme, l'édification de la confiance et le désarmement. La politique de défense actuelle, basée comme elle l'est sur la dissuasion nucléaire, sur la modernisation des arsenaux et sur la course aux armements, est en train de nous conduire à l'impasse, pire, à l'instabilité politique et militaire. L'OTAN dépense 300 milliards de dollars par an et maintient presque un million de soldats en Europe pour repousser une attaque soviétique à laquelle personne ne croit plus. Le Canada doit prendre l'initiative pour s'extirper de cette situation devenue intenable, au lieu de renforcer l'économie de guerre permanente dans laquelle nous vivons. Un vaste mouvement, ici comme ailleurs, essaie de battre en brèche les idées insensées et les intérêts sordides des intellectuels de l'OTAN et des "crackpots realists" comme les appelait C. Wright Mills⁷. Nous devons nous joindre à ce mouvement si nous voulons empêcher non seulement une troisième guerre mondiale, mais une détérioration progressive au plan du développement et de l'environnement internationaux due au fait que les militaires et leurs fournisseurs accaparent beaucoup trop de ressources et que nous sommes encore assez naïfs pour croire à leurs sornettes.

NOTES

1. Notre avenir à tous. La Commission mondiale sur l'environnement et le développement. Editions du Fleuve. Les Publications du Québec, Québec, 1988. Voir surtout le chapitre 11: Paix, sécurité, développement et environnement. Voir aussi René Dumont, Un monde intolérable, le libéralisme en question. Paris, Seuil, 1988; surtout le chapitre XII: La paix et le désarmement faciliteraient la sécurité et le développement. Ces deux ouvrages sont recensés dans Option-Paix, vol 7, no 1, Printemps 1989. Le livre de Louis O'Neil, Le prochain rendez-vous. Essai sur l'avenir du Québec (Editions de la Liberté, Sainte-Foy, 1988) relie aussi de façon très intéressante le désarmement, la solidarité internationale et la protection de l'environnement.
2. Pour plus d'analyses concernant les racines et la nature de cette diversité d'approches, voir les sources suivantes: Jean-Guy Vaillancourt, Mouvement écologiste, énergie et environnement. Essais d'écociologie. Editions St-Martin, Montréal, 1982; Eric Shragge, Ronald Babin et Jean-Guy Vaillancourt (editors), Roots of Peace: the Struggle Against Militarism in Canada, Between the Lines, Toronto, 1986; "Ecologie sociale et mouvements écologiques", Numéro spécial de la revue Sociologie et sociétés, Vol XIII, no 1, avril 1981, sous la direction de Jean-Guy Vaillancourt; "Le mouvement pour le désarmement et la paix". Numéro spécial de la Revue internationale d'action communautaire, 12/52, 1984, réalisé par Jean-Guy Vaillancourt et Ronald Babin.
3. Voir entre autres: Ernie Regehr and Simon Rosenblum (editors), The Road to Peace, James Lorimer and Co., Toronto, 1988.
4. Même s'ils sont généralement alignés sur des positions pro-OTAN et pro-USA, ces organismes prennent parfois des positions qui vont à l'encontre des orientations de l'establishment militaire. L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationale, par exemple, à travers son nouveau directeur, s'est opposé à l'achat de nouveaux chars, et le Centre canadien pour le contrôle des armements et le

désarmement s'est vivement battu contre la politique d'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire. Le Comité consultatif de l'ambassadeur au désarmement a présenté récemment des suggestions intéressantes de modification de la politique canadienne de défense, et le Fonds pour le désarmement du ministère des Affaires extérieures finance à l'occasion (bien parcimonieusement, il va sans dire) des projets axés sur la problématique du désarmement.

5. Pierre Jasmin, "Non à l'expansion militaire", Le Devoir, le 17 avril 1989, p.5.
6. Don Munton, "Les superpuissances et la sécurité nationale", Paix et Sécurité, Hiver 1987-1988, pp.2-3.
7. C. Wright-Mills, Les causes de la troisième guerre mondiale. Editions Calmann-Lévy, 1960.

de l'industrie à son vivant, les entreprises en pleine expansion de
 l'industrie allemande ont été les premières à se doter d'un
 système de discipline du travail. Les entreprises allemandes
 ont été les premières à se doter d'un système de discipline
 du travail. Les entreprises allemandes ont été les premières
 à se doter d'un système de discipline du travail. Les
 entreprises allemandes ont été les premières à se doter
 d'un système de discipline du travail. Les entreprises
 allemandes ont été les premières à se doter d'un système
 de discipline du travail. Les entreprises allemandes ont
 été les premières à se doter d'un système de discipline
 du travail. Les entreprises allemandes ont été les
 premières à se doter d'un système de discipline du
 travail. Les entreprises allemandes ont été les premières
 à se doter d'un système de discipline du travail.

Le système de discipline du travail en Allemagne a été
 le résultat de l'interaction de plusieurs facteurs. Le
 premier facteur est la tradition allemande de l'artisanat
 et de l'apprentissage. Le deuxième facteur est la
 tradition allemande de l'industrie. Le troisième facteur
 est la tradition allemande de la discipline du travail.
 Le quatrième facteur est la tradition allemande de
 la discipline du travail. Le cinquième facteur est la
 tradition allemande de la discipline du travail. Le
 sixième facteur est la tradition allemande de la
 discipline du travail. Le septième facteur est la
 tradition allemande de la discipline du travail. Le
 huitième facteur est la tradition allemande de la
 discipline du travail. Le neuvième facteur est la
 tradition allemande de la discipline du travail. Le
 dixième facteur est la tradition allemande de la
 discipline du travail.

1. *Die deutsche Arbeiterbewegung* (1900), The
 Verlag der Arbeiterbewegung, Berlin, 1900.
2. *Die deutsche Arbeiterbewegung* (1900), The
 Verlag der Arbeiterbewegung, Berlin, 1900.
3. *Die deutsche Arbeiterbewegung* (1900), The
 Verlag der Arbeiterbewegung, Berlin, 1900.
4. *Die deutsche Arbeiterbewegung* (1900), The
 Verlag der Arbeiterbewegung, Berlin, 1900.

"OISEAUX MIGRATEURS DE MALHEUR: LA MILITARISATION DU TERRITOIRE MONTAGNAIS"

Bernard Cleary
Conseil Atikamekw-Montagnais

Permettez-moi de vous souligner, dès le début de cette intervention, que je suis très heureux d'être ici aujourd'hui pour discuter de questions autochtones avec des gens aussi intéressés. L'honneur que vous faites aux Montagnais en m'invitant à vous adresser la parole nous va droit au coeur.

J'interprète cette invitation comme une marque d'appréciation pour le travail que nous effectuons présentement, avec beaucoup d'enthousiasme, pour la reconnaissance de nos droits ancestraux par la négociation territoriale et aussi pour l'intérêt que nous portons à ce dossier majeur de notre devenir collectif.

Au cours de cette allocution, je vais essayer de vous relater une partie du chemin parcouru, au cours des dernières années, pour atteindre cet objectif commun.

Je vais tenter de vous convaincre que notre discours a changé, qu'il est plus moderne (tout en respectant la richesse de nos racines ancestrales), plus accrocheur, moins pleurnichard et, enfin, qu'il donne beaucoup plus de place au développement d'un nouveau projet de société.

Ensuite, je vais essayer de vous montrer comment, selon moi, on doit travailler à élargir l'ouverture d'esprit des Québécois qui doivent comprendre que les Autochtones ont changé, évolué, que ces changements conduiront tout naturellement à un nouveau contrat social entre les Québécois et les Montagnais et que ce contrat social, qui ne leur enlève rien, doit se négocier d'égal à égal, entre peuples souverains, tout en se respectant mutuellement.

Je discuterai avec vous des raisons qui nous ont amenés à boycotter la commission environnementale sur les vols à basse altitude, dont les dés sont pipés au départ.

Enfin, je vous expliquerai, avec franchise, ce que nous attendons de vous comme personnes qui nous accordent un appui important et ce qui pourrait nous nuire considérablement.

Ce nouveau contrat social sera plutôt une richesse pour tous les habitants de cette partie du Canada où on aura enfin redonné la fierté aux représentants des premières nations, dont les Montagnais.

Il s'établira alors un esprit de bon voisinage entre les Montagnais et les Québécois parce que ce voisinage sera maintenant construit sur une base de respect mutuel et non pas par une société dominante, aveuglée par les développements profitables à tout prix.

Dans notre réflexion, au cours de ces quelques minutes, il ne faut pas oublier que beaucoup de chemin a été parcouru dans notre seule génération. Les gouvernements blancs ont cherché des moyens de s'approcher de nous. Certains, honnêtement, voulaient nous comprendre, nous atteindre. Ils ont alors vu dans les associations indiennes naissantes une voie par laquelle ils pourraient avoir plus de contacts avec nous.

Regroupés, il y a vingt ou trente ans, les Amérindiens ont commencé à parler d'autonomie, de prise en charge, de co-existence, de négociations d'égal à égal, de peuples souverains...

A ce moment, même parmi nous, ces mots ont fait peur. Nous avons, depuis si longtemps, été écrasés qu'il ne nous restait qu'un mince filet de confiance en nous-mêmes.

Notre fierté s'est rallumée, petit à petit, comme la braise d'un feu de camp presque éteint qui reprend vie par la brise. Ensuite, souvent maladroitement, des conseils de bandes ont commencé à prendre en charge leur destinée.

D'abord par des services secondaires, timidement, en faisant des erreurs de parcours. Ensuite, dans des services plus importants, comme l'éducation, les services sociaux et, maintenant, les dossiers économiques.

Les fonctionnaires des gouvernements ont été réticents, au départ, face à ces marques normales d'évolution d'une société. Ils ont cherché des méthodes pour bloquer cette marche vers une plus grande liberté. Ils ont pris les moyens, toujours efficaces, de nous diviser, encore une fois, pour mieux régner.

Tous ces soubresauts de la dernière chance, par dépit ou par désespoir, ont été peine perdue parce que nos peuples avaient retrouvé leur fierté.

Ils rêvaient de prendre les décisions qui les concernaient.

Ils rêvaient de faire leurs propres choix.

Ils rêvaient de reprendre en main leur culture, leur éducation, leur développement social et économique.

Ils rêvaient de retrouver une partie importante de leurs territoires volés.

Ils rêvaient de se gouverner.

Certains politiciens blancs, plus éveillés et plus intelligents que les autres, ont compris que le mouvement était irréversible. Ils ont bien saisi que les Autochtones, écrasés par de nombreuses années de domination, avaient relevé la tête, redressé le dos et bombé le torse.

Ils ont alors compris que plus jamais les Indiens, dont les Montagnais, ne retourneraient en arrière.

Par intérêt politique ou par convictions personnelles, ces politiciens ont alors commencé à parler le même langage, donné plus d'espaces de manoeuvre en favorisant ainsi un cheminement plus rapide.

Ils ont permis aux représentants des premières nations de s'asseoir à une table intergouvernementale pour discuter d'amendements constitutionnels susceptibles de reconnaître, dans la Constitution canadienne, les droits des Autochtones. Même si les résultats ne sont pas encore probants, nous espérons que les étapes franchies nous conduiront à cette reconnaissance d'une véritable autonomie gouvernementale pour nous.

Présentement, nous jubilons lorsque le gouvernement libéral, par la voix de son ministre de la Justice, monsieur Herbert Marx, ou celui des Relations internationales, monsieur Gil Rémillard, parlent de négociations d'égal à égal avec les Indiens, "de négociations entre peuples souverains pour préparer une co-existence évolutive entre les Indiens et les Québécois".

Ils répètent ainsi tous les termes si chauds à notre coeur.

Il nous restera maintenant à vérifier si ces paroles sont sincères ou prononcées du bout des lèvres, pour endormir ou enjoler, comme les sirènes des voyages d'Ulysse.

Voilà où nous en sommes aujourd'hui, au moment où nous venons de reprendre les négociations territoriales avec les gouvernements fédéral et québécois.

C'est une occasion unique pour les Atikamekw et les Montagnais que nous ne devons pas perdre. Plus encore, nous devons l'utiliser au maximum pour reprendre le terrain perdu et ainsi répondre aux attentes des Atikamekw et des Montagnais qui nous font pleinement confiance et qui ont investi beaucoup de rêves dans cette opération de négociations.

Il y a quelques temps, un groupe d'une cinquantaine de leaders indiens et indiennes politiques et intellectuels, convoqués par le Conseil

Atikamekw-Montagnais, se sont réunis au cours d'une fin de semaine en colloque pour réfléchir sur ce que pourrait être le projet de société des nations atikamèques et montagnaises.

Avec beaucoup d'enthousiasme, ces Indiens n'ont aucunement hésité à mettre au service des Atikamekw et des Montagnais leurs connaissances acquises par des années d'expériences ou d'études.

Cette fin de semaine historique devrait, après une vaste consultation auprès des Montagnais et Atikamekw de la base dans les communautés, conduire à la rédaction de notre propre projet de société.

C'est une primeur chez nous et même chez tous les Indiens du Canada. On pourrait aussi ajouter que sont rares les pays dits civilisés qui ont réussi à mettre en plan un projet de société. Ils ont toujours eu beaucoup de difficultés à se projeter dans l'avenir parce que, très souvent, leurs habitants sont peu soucieux de l'intérêt collectif. Ils ne croient qu'en ce qui a un intérêt particulier, surtout pour eux, isolément.

Il faut donc voir les participants de cette fin de semaine historique comme des sculpteurs indiens devant une immense pierre qui n'a pas encore été travaillée par les mains de l'artiste. Elle est pure, cette pierre. Elle est belle, dans son état naturel. Elle est invitante. Elle est pleine de promesses.

Nous allons donc façonner, au cours des prochains mois, cette pierre qui deviendra une oeuvre de grande valeur parce que nous aurons mis toute notre âme, tout notre coeur, tout notre amour, toute notre sensibilité, tout notre talent, tout notre savoir, pour réaliser une sculpture de très grande qualité.

Nous le ferons pour la génération actuelle et les générations futures, sans oublier toutefois les générations passées, qui ont souffert dans le fond de leur être parce qu'on leur a enlevé toute dignité. Nous allons le faire pour eux, du fait qu'on leur doit bien cela, mais aussi parce que ça

redorera sûrement un blason qui a été terni par de longues années d'histoire faussée par des gens qui avaient intérêt à avilir nos peuples.

Nous allons nous redonner collectivement notre dignité perdue. Même si, par définition, un projet de société projette nécessairement dans l'avenir, nous ne devons jamais oublier qu'il a pris racine dans le passé. Nous ne devons jamais mettre de côté une culture millénaire pour nous laisser berner par le clinquant de l'évolution moderne.

Par contre, nous ne devons pas fermer nos sociétés à cette évolution, par peur d'y faire face. Nous devons simplement la contrôler, l'utiliser dans ce qu'elle a de plus intéressant pour nous. Nous devons la dresser, comme on dompte un cheval sauvage. Elle sera ensuite docile et répondra à toute commande. Elle deviendra un ami qui sera à notre côté. Il ne faut donc pas craindre cette évolution que nous contrôlerons.

C'est pour cette raison que nous croyons que notre discours doit changer. Ce discours ne répond plus au cheminement qui a été suivi par les leaders indiens, politiques ou intellectuels, ou plutôt aux résultats qu'ils ont obtenus.

Ce discours ne concorde plus avec la vision que nous nous faisons de l'avenir de nos nations, pas plus d'ailleurs qu'avec les objectifs de transformation de société que nous nous fixerons dans notre projet de société.

Il doit être plus moderne, plus engageant pour l'avenir.

Il n'a malheureusement pas les intonations qui sauront faire vibrer les jeunes, les faire "embarquer" avec nous.

Il doit être différent de celui que nous entendons depuis des années et que les jeunes, sans le rejeter complètement, un peu par respect pour leurs aînés, trouvent dépassé.

Il doit faire appel à des sentiments d'un tout autre ordre.

Il doit bien démontrer que nos aspirations les plus légitimes débouchent sur des choses concrètes et non seulement sur du verbiage à caractère pleurnichard.

Nos droits, qui se fondent sur le passé, sont en très grande partie présentement reconnus. Il nous faut maintenant les définir pour le futur, les faire passer directement dans notre projet de société.

Nous n'avons plus à quémander, nous devons prendre, exiger, si nous voulons qu'on nous traite d'égal à égal.

C'est là toute une conception de mentalité différente que nous devons développer avec un discours qui l'accompagne.

Nous devons parler en propriétaires et non en locataires.

Nous devons cesser de revendiquer des droits qui se fondent uniquement sur ce que nous avons perdu, donnant ainsi l'impression de ne vouloir que simplement récupérer.

Nous devons cesser de regarder exclusivement le passé pour nous construire un projet de société qui regarde automatiquement vers l'avenir.

Nous devons précéder, devancer, et non pas suivre, comme nous en avons malheureusement l'habitude.

Nous ne devons pas répondre, nous devons questionner.

Nous ne devons pas apprendre, nous devons enseigner.

Nous ne devons pas écouter, nous devons parler.

Nous ne devons pas chuchoter, nous devons crier.

Nous ne devons plus dire qu'on nous a continuellement écrasés, nous devons affirmer nos capacités.

Nous devons avoir une mentalité de gagnants, de vainqueurs, et non de perdants, de vaincus.

Dans cette offensive, nous devons miser sur des propositions positives en fonction de notre développement culturel, social et économique. Ainsi, nous revendiquerons nos droits territoriaux de façon différente en démontrant notre capacité de nous prendre en charge politiquement et de gérer ce territoire.

Il nous faut jouer la carte de l'action positive au maximum en faisant connaître à la population québécoise tout le chemin que nous avons parcouru au cours des dernières années.

Il nous faut semer dans l'esprit des membres de nos communautés la fierté collective et bien faire comprendre que tous, même les plus petits d'entre nous, sommes des ambassadeurs de la cause indienne et qu'ils peuvent aider ou détruire cette noble cause.

La fierté, l'autonomie, l'indépendance, la volonté, les principes fondamentaux, c'est dans la tête et le coeur de chaque individu que ces valeurs prennent naissance et surtout retrouvent leur véritable signification.

Chaque individu et chaque communauté devraient investir des énergies énormes pour atteindre ces objectifs. Il en va de notre avenir collectif. C'est de là que partiront notre indépendance, notre autonomie, la "recouvrance" de notre fierté, tant de fois soulignée avec nostalgie, des beaux mots qui auront alors une véritable signification.

Ensemble, droits, forts et majestueux, comme les bouleaux d'une forêt qui n'a pas été atteinte par les fléaux écologiques des sociétés modernes, ou encore, comme l'original et le caribou de tête de troupeau, nous marcherons vers cette liberté d'un pas décidé et nous verrons rapidement poindre l'orée du bois.

La période de portage sera beaucoup plus courte si chacun de nous transporte sur ses épaules une partie de la charge.

Nous arriverons alors à ce grand lac, conservé à son état pur, un paradis pour les Montagnais, qui fournira la nourriture, par les poissons qui y vivent, les orignaux ou les caribous qui s'y nourrissent et s'y abreuvent et les grands oiseaux qui viennent s'y rafraîchir.

La négociation historique, que le Conseil Atikamekw-Montagnais vient de reprendre avec les gouvernements fédéral et provincial de Québec, est une occasion unique que nous ne devons pas perdre.

Plus encore, nous devons utiliser cette occasion au maximum pour reprendre le terrain perdu et ainsi répondre aux attentes des Atikamekw et des Montagnais qui nous font pleinement confiance et qui ont investi beaucoup de rêves dans cette opération de négociations.

Nous ne voulons rien enlever à personne. Nous voulons simplement récupérer ce que nous n'avons jamais cédé et qui n'a pas été conquis. Donc, ce qui nous appartient encore. De plus, nous voulons le faire avec un grand respect de bon voisinage entre deux propriétaires égaux qui se respectent mutuellement.

Les Québécois devraient savoir que la présence des non-Indiens fut plutôt tolérée sur les territoires, ce qui fut considéré comme phénomène d'établissement pacifique. Ils devraient démontrer une aussi grande ouverture d'esprit que nous pour réussir à développer une entente satisfaisante entre nos deux peuples. Nous sommes convaincus de pouvoir arriver à une telle entente satisfaisante pour les deux parties si les gouvernements s'assoient honnêtement pour trouver la véritable solution qui permettra aux Montagnais et aux Atikamekw de se développer harmonieusement selon leurs propres choix de société.

Même s'il reste beaucoup de chemin à parcourir, nous sommes convaincus que c'est le gouvernement québécois qui est le plus prêt, parmi les gouvernements provinciaux du Canada, à franchir cette barrière

psychologique qu'est l'acceptation de voir les Indiens se gouverner eux-mêmes selon leurs propres priorités.

Nous sommes convaincus que le gouvernement du Québec pourrait être un pionnier dans ce domaine et permettre aux Atikamekw et aux Montagnais de cheminer dans le sens désiré.

Avec un peu d'effort, les beaux mots deviendraient des réalités, à la satisfaction des Autochtones qui retrouveraient leur fierté perdue. Nos nations deviendraient ainsi beaucoup plus productives puisqu'elles se développeraient selon leurs propres priorités.

Les gouvernements fédéral et provincial de Québec y trouveraient sûrement une très grande satisfaction car ils auraient permis aux nations autochtones de respirer à l'aise dans un climat serein de bon voisinage.

Les Blancs redeviendraient ces gens civilisés en qui les Autochtones pourraient enfin avoir confiance sans avoir d'arrière-goût désagréable.

Nous sommes convaincus que les gouvernements attendent le signal de la population québécoise pour démontrer cette ouverture d'esprit souhaitée et souhaitable.

Il reste maintenant aux Québécois à cheminer dans le sens d'une plus grande considération des peuples autochtones. Quand ce pas sera franchi, nous pourrons établir une cohabitation évolutive satisfaisante pour les Montagnais et les Atikamekw.

Il est évident que ce cheminement ne se fera pas sans heurts et sans difficultés parce que les Blancs ont été habitués à occuper les territoires des Indiens sans devoir se préoccuper de quoi que ce soit. C'est devenu une habitude pour eux de poser des gestes sans aucunement s'interroger sur l'impact de ces gestes pour les communautés autochtones.

Le plus bel exemple de cet état de fait est l'offre du gouvernement fédéral aux pays de l'OTAN de venir s'entraîner aux vols à basse altitude sur le territoire revendiqué par les Montagnais.

En plus, évidemment, de ne pas considérer les Montagnais qui vivent sur ce territoire, on leur a fait l'affront de les ignorer complètement en "vendant" ce projet à d'autres pays-membres. Dans une vidéo de mise en marché que les colporteurs en costumes de l'Armée canadienne traînent en Europe dans leur porte-document, comme les agents d'immeubles le font pour vendre des "condominiums", on souligne que ce coin de terre n'est pas habité.

Plus encore, on a fait fi des lois fédérales sur l'environnement en ayant permis au promoteur, l'Armée canadienne, de commencer le projet avant que des études environnementales n'aient eu lieu.

Avec un sans-gêne gênant pour le gouvernement du Canada, le ministre de la Défense, monsieur Perrin Beatty, s'est même permis de donner des directives aux membres de la Commission environnementale, dans une déclaration faite à la presse le 12 décembre 1986:

"Il est évident que les opposants aux projets ne le feront pas avorter si les 16 pays membres de l'OTAN choisissent Goose Bay à leur réunion du début de décembre, à Bruxelles. Mais ils auront au moins eu l'occasion de faire connaître leurs préoccupations et il n'est pas dit qu'on n'en tiendra pas compte."

Une telle déclaration montre bien le respect que porte le ministre de la Défense nationale aux travaux de la commission, le respect que le ministre de la Défense nationale porte aux gens qui, honnêtement, auront cru qu'il était important pour tous de faire connaître leurs vues de spécialistes dans un dossier aussi crucial qui pourrait détruire à jamais la vie humaine et animale d'un territoire aussi considérable, le respect que le ministre de la Défense nationale porte aux Montagnais qui revendiquent, par les voies pacifiques de la négociation, un territoire ancestral qui n'a jamais été conquis ou cédé, le respect que le ministre de la Défense

nationale porte à la population canadienne et québécoise en ne lui permettant pas d'accepter, ou de refuser, la militarisation de son pays, geste excessivement lourd de conséquences qui pourrait avoir des suites énormes en cas de guerre mondiale.

Qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour une poignée de dollars? Et quelle inconséquence...

A nous tous, Canadiens, Québécois, Montagnais, spécialistes de l'environnement ou du développement social, membres de la Commission, on nous demande d'avoir la foi du charbonnier et de croire aux généraux de l'Armée qui veulent leur jeu électronique pour permettre aux jeunes "rockers" en F-18 de l'Armée canadienne et des pays membres de l'OTAN de s'amuser, en temps de paix, chez nous alors que plusieurs ne le peuvent pas chez eux.

En chœur, debout, tous ensemble, nous devrions leur dire: "Non merci". Et, comme ce vieux Montagnais de la communauté de Natashquan, monsieur Antoine Malec, qui témoignait avec énormément d'éloquence et d'aplomb aux audiences de La Romaine, invitons-les à aller jouer ailleurs ou à pratiquer leurs manoeuvres destructrices sur la lune.

On pourrait souligner qu'au cours de la première partie des audiences, rares ont été les groupes d'intervenants qui ont prôné ce développement. Et ceux qui l'ont fait, comme ce fut le cas plus particulièrement à Goose Bay, laissaient toujours un arrière-goût d'intérêts financiers que les promoteurs et le gouvernement fédéral avaient fait miroiter à coup de millions investis dans la mise en marché du projet. Ils veulent simplement ramasser la manne en se souciant peu des autres préoccupations comme la militarisation du territoire ou sa destruction écologique. On pourrait aussi ajouter que, comme ce fut le cas à Schefferville, ou dans d'autres villes minières de la Côte-Nord, la très grande majorité de ces chevaliers d'industrie partiront lorsque cette manne sera complètement ramassée, en laissant le territoire entièrement détruit aux véritables propriétaires, ceux

qui l'habitent depuis des temps immémoriaux et qui veulent continuer à l'habiter: les Montagnais.

Objectivement, les positions défendues par les vrais occupants du territoire, qui sont actuellement les cobayes de ces vols à basse altitude, les 10 000 Autochtones (et non pas 800 comme le publient malhonnêtement les communiqués de presse de l'Armée canadienne) et les 40 000 non-Autochtones qui résident à proximité des territoires touchés, expriment clairement qu'ils ne veulent rien savoir de la militarisation du territoire et de sa destruction écologique.

A partir de ce que les membres de la Commission environnementale ont entendu, de ce qu'ils ont constaté depuis qu'ils étudient ce dossier, des attentes que cette commission soulève dans les populations autochtones (qui mettaient beaucoup d'espoir dans cette commission parce qu'elle était leur seul moyen de défense contre le gouvernement canadien, l'Armée canadienne et l'OTAN, qui refusent systématiquement de les entendre) et à partir des dangers évidents soulignés par les spécialistes de l'environnement, des nombreuses questions sans réponses, elle aurait dû, avant de reprendre ses audiences, exiger que le ministre de l'Environnement et celui de la Défense nationale répondent à leurs demandes de clarification de mandat. Cela aurait permis de pouvoir dire non à un tel projet si la vie des habitants de ces régions est en danger, si l'environnement est véritablement menacé, ou si les promesses faites de développement économique ou autres ne font pas le poids à côté des inconvénients.

Si la volonté des commissaires avait été ferme face à leur employeur, ils auraient pu se servir des règlements du gouvernement d'Ottawa sur le travail d'évaluation d'un projet à incidences environnementales.

"Le processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement est la procédure établie par le gouvernement du Canada pour voir à ce que les incidences environnementales et sociales des travaux, activités et programmes fédéraux projetés soient déterminés d'avance afin qu'on puisse tenir compte des

facteurs environnementaux et sociaux au cours de la planification."

Dans le cas présent, il ne fait aucun doute que les incidences environnementales n'ont pas été déterminées à l'avance comme le mentionne la procédure fédérale, particulièrement dans le cas du Labrador et de la Basse Côte-Nord, où les manoeuvres aériennes se déroulent depuis 1979.

La commission aurait donc pu s'interroger sérieusement sur la légitimité du mandat confié, d'autant plus qu'il ne correspond pas aux directives gouvernementales habituelles dans un tel cas. Elle aurait pu demander au ministre de l'Environnement, au ministre de l'Expansion industrielle, au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, au ministre des Relations extérieures, au ministre des Transports, au ministre des Travaux publics, au ministre de la Santé nationale et au premier ministre du Canada - des personnes qui se cachent derrière le tout-puissant ministre de la Défense nationale, considéré comme un intouchable - comment il serait logiquement possible de tenir compte des facteurs environnementaux et sociaux au cours de la planification, alors qu'on en est rendu à la réalisation du projet: ententes bilatérales avec plusieurs pays membres de l'OTAN pour des vols à basse altitude et zone de tir au sud du lac Minnipi.

Donc, en toute logique, le gouvernement fédéral devrait modifier ou redéfinir le mandat de cette commission pour qu'il soit en accord avec la réalité. Ce serait donc tout à fait normal que les commissaires demandent une nouvelle définition de leur mandat, en profitant de cette circonstance pour y inclure les possibilités de jouer un rôle véritable pour la société canadienne, et non pas simplement servir de gilet pare-balles pour l'Armée canadienne.

Comme nous l'avons demandé à plusieurs reprises, si les commissaires veulent être pris au sérieux, ils doivent immédiatement exiger que le gouvernement canadien décrète un moratoire sur les vols à basse altitude tant et aussi longtemps que les études d'impact n'auront pas été com-

plétées et qu'ils ne soient pas moralement convaincus qu'il n'y a pas de danger pour la vie humaine et animale. S'ils ne le font pas, l'histoire leur reprochera leur inconséquence. On dira simplement qu'ils ont été les marionnettes de l'Armée canadienne.

En exigeant un moratoire, ils se seraient dirigés dans le sens du Comité fédéral permanent de l'environnement et des forêts qui, en juin 1986, dans un rapport appuyant l'idée d'un moratoire, a demandé au ministre de la Défense nationale d'arrêter immédiatement ces vols à basse altitude:

"Le ministre de la Défense nationale devrait mettre fin immédiatement à tous les vols militaires en rase-mottes au-dessus de la Côte-Nord et du Labrador. Le ministre devrait faire évaluer les répercussions de tels vols sur l'environnement dans ces régions et ce dans les plus brefs délais."

Ils appuieraient aussi une lettre du président du Conseil Atikamekw-Montagnais, monsieur Gaston McKenzie, qui a été envoyée au premier ministre du Canada et au député du comté où se passent les vols à basse altitude, monsieur Brian Mulroney. Cette lettre souligne aussi que nous sommes en pleines négociations territoriales et qu'un tel développement hypothèque sérieusement notre territoire ancestral que nous voulons faire reconnaître comme terre montagnaise autonome.

Je pourrais aussi ajouter que tous les groupements qui font partie d'une coalition qui nous appuient dans notre lutte pour faire cesser ces vols à basse altitude (la Conférence des évêques, la Commission des droits et libertés, la Confédération des syndicats nationaux, la Fédération des travailleurs du Québec, la Centrale de l'enseignement du Québec, une quarantaine de groupes qui défendent l'environnement et la paix) exigent aussi ce moratoire.

C'est donc vous dire à quel point de nombreux Canadiens seraient derrière les commissaires pour les appuyer face à notre demande de

changement de mandat et du moratoire des vols à basse altitude qui devrait l'accompagner.

Je dois maintenant vous dire que nous devrions tout faire pour que le ministère de l'Environnement du Québec fasse sa propre étude environnementale. Nous croyons que ce ministère québécois ne peut plus continuer à jouer à l'autruche et laisser l'Armée canadienne détruire impunément une partie importante du territoire qui leur a été prêté par les Montagnais et que nous voulons retrouver le plus indemne possible, d'autant plus que la Commission environnementale fédérale ne semble pas avoir le mandat d'y changer quoi que ce soit. Les dés seraient peut-être moins pipés avec le gouvernement québécois?

Pour ceux qui pourraient avoir à l'esprit que les témoins montagnais exagèrent lorsqu'ils racontent leur peur face à ces vols à basse altitude, permettez-moi de vous citer le témoignage qu'a présenté l'un des membres du Comité permanent des Affaires autochtones, monsieur Keith Penner, au cours d'une réunion, le 12 juin 1986. Monsieur Penner a raconté son expérience personnelle des vols militaires à basse altitude. Je n'ai pas besoin d'ajouter que monsieur Penner n'est ni un Montagnais, ni le député de la Basse Côte-Nord. Le député de la Basse Côte-Nord, comme je vous l'ai souligné plus tôt, est notre illustre premier ministre du Canada, monsieur Brian Mulroney, "le p'tit gars de la Côte-Nord", qui, entre parenthèses, est terriblement silencieux sur ce dossier important pour ses électeurs.

Voici donc ce que Monsieur Penner a raconté:

"Il y a un an environ, je faisais du pouce dans une des régions des plus isolées du monde, au nord du Pays de Galles, sur le Mont Snowdon, et un jet est venu d'on ne sait où, m'a passé au dessus de la tête en rase-mottes. Je dois vous dire que le caucus libéral a failli perdre un de ses membres. J'étais terrorisé et j'ai failli perdre la vie sur les flancs du Mont Snowdon. Je n'ai eu aucun avertissement. J'en ris maintenant parce que cela remonte à un an. Mais, à l'époque, je puis vous assurer que je ne riais pas. J'étais écrasé contre le sol, tremblant de tous mes membres.

Je sympathise donc avec les Innus qui ont eu cette expérience alors qu'ils étaient à la chasse, la pêche ou en train de piéger. Ce n'est pas le genre d'expérience qu'on aimerait avoir deux fois dans son existence."

Un tel témoignage, totalement impartial, devrait à lui seul en faire réfléchir plus d'un.

Au cours de la première partie des audiences, nous avons exprimé librement ce que nous ressentons face à ce projet de l'Armée canadienne. Nous l'avons fait d'une façon honnête, sans fard, pour que les Québécois et les Canadiens comprennent bien notre sentiment.

Nous savions à quel point ce travail était important. Nous savions que les commissaires avaient un rôle majeur et délicat. Nous savions qu'ils étaient placés entre l'arbre et l'écorce. Nous savions aussi que le travail qu'on leur avait demandé avait ses limites.

Nous savions que les enjeux étaient énormes et que nous nous attaquions à un très gros morceau. Nous savions que les décisions du gouvernement du Canada étaient prises. Nous savions que les "p'tits Montagnais" ne pesaient pas lourd contre les généraux de l'Armée canadienne. Nous savions que l'on nous considérait comme des moins que rien. Nous savions que l'on nous décrivait comme des agitateurs, des empêcheurs de tourner en rond.

Cependant, nous croyions et nous croyons encore que l'honnêteté des commissaires devrait réussir à surmonter les embûches. Nous croyons qu'ils ne se laisseront pas bâillonner par qui que ce soit. Nous croyons que leur objectivité sera plus forte que les intérêts obscurs de l'Armée canadienne. Nous croyons que leur sens des responsabilités ne permettra pas que l'on continue à bafouer toute logique. Nous croyons qu'ils se porteront à la défense des plus démunis dans ce dossier. Nous croyons qu'ils pourront alerter l'opinion publique en dénonçant les manières cavalières de l'Armée canadienne dans ce dossier. Nous croyons qu'ils se décideront à dire à l'Armée canadienne et au gouvernement fédéral

qu'ils ne sont pas des marionnettes que l'on manipule au gré et à la fantaisie de tout-puissants.

Ils perdraient peut-être des contrats du gouvernement fédéral et leur carrière de commissaire aurait eu une courte durée, mais ils y gagneraient l'estime des Canadiens, car ils auraient accompli leur devoir, sans influence indue de qui que ce soit.

Ça, c'est inestimable.

En attendant qu'ils se décident, nous, les Montagnais, nous nous sommes décidés et nous l'avons fait clairement. Le Conseil Atikamekw-Montagnais ne cautionnera plus le processus d'évaluation environnementale sur les vols à basse altitude: il refusera de participer à l'étude d'impact commandée et dirigée par le ministère de la Défense nationale parce qu'il est moralement convaincu que cette opération est inutile et que les dés sont pipés au départ.

Cette décision a été prise parce que les Montagnais ne croient plus du tout au sérieux de cette démarche surtout depuis l'annonce de l'accroissement de 25 pour-cent des vols d'essais qui atteindront le nombre imposant de 6 800 vols pour la saison actuelle.

Le Conseil Atikamekw-Montagnais s'interrogea sur le sérieux qu'on accorde à la Commission environnementale suite à l'absence de réponses aux deux lettres qu'elle a fait parvenir au ministre fédéral de l'Environnement et à celui de la Défense nationale au mois de janvier dernier.

Rappelons que la Commission demandait alors au ministre de l'Environnement de lui confirmer l'interprétation de son mandat à l'effet qu'elle pouvait aller jusqu'à recommander des restrictions rigoureuses de ces vols militaires, y compris leur cessation graduelle ou immédiate, "s'il était démontré que ces activités causent (ou seraient susceptibles de causer) des incidences environnementales ou sociales impossibles à atténuer". Aucune réponse n'a été fournie par le ministre à la Commission sur ce sujet.

Pour ce qui est de la lettre adressée au ministre de la Défense nationale, qui recommandait le statu quo quant au nombre de vols pendant la saison d'entraînement de même que des mesures de mitigation afin d'atténuer l'impact des vols sur les populations autochtones, en plus de ne pas y répondre, on n'en a fait aucun cas, comme s'il s'agissait d'une mauvaise farce de plaisantin.

Le seul élément de réponse que la Commission a reçu de la Défense nationale fut celui de la conférence de presse du ministre Perrin Beatty qui a annoncé un accroissement de 25 pour-cent du nombre des vols qui atteindront la capacité actuelle de la base.

Cette augmentation est attribuable à la venue des forces de l'air de la Hollande qui, comme celles des autres pays participants, ont signé une entente bilatérale avec le Canada valable jusqu'en 1996.

Le ministre de la Défense de la Hollande aurait même déclaré, en annonçant que son pays commencerait les exercices le 15 juin à Goose Bay, qu'il était très heureux de venir au Canada car il devenait de plus en plus difficile de faire ce genre d'exercices aériens en Europe à cause de la réaction négative des populations.

Maintenant, si le Conseil Atikamekw-Montagnais s'est retiré du processus d'évaluation, ce n'est pas qu'il n'a pas tenté de jouer le jeu jusqu'au bout. Au contraire, depuis un an, tout a été mis en oeuvre par ce conseil pour obtenir la considération de son opposition sérieuse à ce projet. L'approche employée pour défendre ce dossier était positive. Malheureusement, quand on se rend compte, après avoir fait tous les efforts nécessaires pour participer et surtout influencer dans le sens désiré, que les dés sont pipés, on se doit de le reconnaître et d'agir en conséquence.

Nous sommes aussi conscients de donner l'impression d'abandonner le rôle de chien de garde et nous ne sommes pas sans savoir que, sans nous dans le décor, l'Armée pourrait probablement essayer de jouer

quelques tours de passe-passe. Il ne faudrait pas conclure trop vite que nous abandonnons notre rôle critique. Au contraire, nous allons continuer à le faire par d'autres moyens tout aussi efficaces.

Devant l'implication mitigée du gouvernement du Québec dans ce dossier majeur de la militarisation de la Basse Côte-Nord, le Conseil Atikamekw-Montagnais est intervenu à plusieurs reprises pour y trouver une forme d'appui.

C'est ainsi que, dans le cadre des négociations territoriales, le gouvernement du Québec a accepté de participer à un groupe de travail de la table centrale sur la question des vols militaires à basse altitude sur le territoire montagnais revendiqué.

Le ministre délégué aux Affaires autochtones, M. Raymond Savoie, dans une lettre datée du 13 avril 1987, a repris les recommandations de ce groupe de travail pour les transmettre au ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty. Entre autres, il proposait de réduire ou de maintenir au niveau actuel le nombre de vols tant que les recommandations de la Commission environnementale ne seront pas connues et appliquées. Il reprenait également la proposition de mesures de mitigation proposée par la Commission environnementale. Lui non plus n'a pas encore reçu de réponse favorable à ses demandes.

Il y a quelques temps, l'Association canadienne de la santé publique a dévoilé son rapport concernant les effets des vols militaires sur la santé des populations. Une de ses plus importantes recommandations mentionne que l'on devrait interdire tout nouveau développement militaire dans cette région tant que le processus environnemental ne sera pas complété et tant que les revendications territoriales des Indiens ne seront pas définitivement réglées.

Les auteurs de ce rapport reconnaissent également le fait que ces vols à basse altitude peuvent avoir un impact sur la santé mentale et émotionnelle des Indiens vivant dans le secteur des vols.

Les auteurs du rapport font aussi état de l'inconsistance de l'information diffusée sur le projet militaire de Goose Bay; ils proposent que les

gouvernements fédéral et provincial rendent accessible au public une information complète sur ce type de projet.

Enfin, rappelons aussi que la principale conclusion de la Fédération internationale des droits de l'homme, reconnue pour son impartialité, et qui avait tenu une enquête sur le territoire était formelle: "Les activités d'entraînement militaire aérien (des forces du Canada et de l'OTAN) violent certains droits naturels et légaux, reconnus internationalement des Innus du Labrador et du Québec."

Avant de conclure, permettez-moi maintenant de vous souligner, avec insistance, que le train est parti de la gare et qu'il doit nous conduire à un avenir meilleur pour nos populations. Ce train ne doit plus s'arrêter. Il doit franchir toutes les étapes, même si le parcours pourra être, à certains moments, difficile.

Nous vous demandons donc de nous aider à semer cette graine qui saura donner un fruit merveilleux que nous savourerons avec bonheur car nous le désirons depuis si longtemps.

Cependant, il ne faudrait pas semer de mauvaises graines qui pourraient perpétuer cette vision inexacte de notre société actuelle, qui veut que la lentille de la caméra soit toujours fixée sur les activités dites traditionnelles, ce qui produit souvent des histoires nostalgiques ou folkloriques, ou encore délirantes, dans le style western américain, comme si l'évolution des Aborigènes avait été arrêtée par la "machine à explorer le temps", il y a quelques siècles, pour maintenant servir de souris blanches aux anthropologues.

Cette façon de faire a malheureusement comme résultats que les Indiens sont maintenant perçus comme des éléments d'un musée de cire, ou d'un musée des horreurs, ou regardés curieusement par les gens, tels des animaux préhistoriques dont on regrette la disparition, mais que l'on ne pourrait faire revivre dans le siècle présent. Une époque révolue qu'on semble vouloir oublier le plus rapidement possible, avec raison d'ailleurs.

Plusieurs ont des remords, face au tort causé, mais ils ne peuvent pas élaborer une réparation juste, même s'ils le désirent probablement, puisqu'ils ne croient pas que les Indiens soient capables de vivre à l'époque actuelle.

Il s'ensuit donc une vision paternaliste dans laquelle les Blancs se complaisent en se pardonnant leurs fautes historiques; une approche dans le style compensations financières pour faire vivre les derniers Autochtones par les moyens toujours dégradants de l'assistance sociale, croyant sans doute que l'argent est le remède à tous les maux.

On s'excuse en faisant instruire les enfants dans des systèmes d'éducation foncièrement différents (où il est très difficile pour eux de s'adapter) dans l'espoir qu'ils s'assimileront purement et simplement à la masse des Blancs.

Enfin, ils accordent souvent des emplois à des Indiens de services, qui n'ont pas la compétence voulue pour remplir ces fonctions. On veut ainsi les amener à faire généralement la démonstration de leurs incapacités. On les place dans les situations d'échec qui détruisent à tout jamais toute ambition future et en font des "drop out" inutiles pour la société indienne alors qu'ils auraient pu devenir des acquis indispensables dans un nouveau projet de société.

Voilà donc pour eux quelques façons bien malhabiles d'excuser les torts incommensurables, causés à des générations transplantées dans un développement économique et social qui dicte les genres de métiers, ou de professions, où les Indiens ne se sentent pas plus à l'aise qu'un poisson hors de l'eau.

Quant à vous, groupes pour le désarmement et la paix, nous sommes très heureux que vous travailliez avec nous pour l'avancement de notre cause. Cependant, vous devez comprendre que nous n'accepterons jamais que vous preniez notre place. Nous croyons que vous devez nous aider, mais que vous devez le faire en arrière de nous et, surtout, selon nos propres méthodes.

D'ailleurs, prendre notre place serait nous rendre un bien mauvais service. Cela ferait, encore une fois, la preuve que nous ne sommes pas encore prêts à assumer notre autonomie. Cela démontrerait à des esprits étroits que nous sommes incapables de mener à bien notre propre cause.

Toute infiltration, de gauche, du centre, ou de droite, à ce stade-ci de notre histoire, nous nuirait considérablement car les Blancs réactionnaires cherchent ce genre d'excuse pour écraser encore une fois les Montagnais et retarder ce matin tant attendu où nous recouvrerons une très grande partie de notre territoire volé.

L'enjeu est tellement important que nous ne pouvons prendre aucun risque en ce sens et vous pouvez être convaincus que moi, personnellement, comme négociateur en chef, je dénoncerais immédiatement une telle situation.

Par contre, nous savons que vous pouvez nous aider à tracer la voie de cette libération; que vous pouvez, par vos compétences, nous aider à franchir plus rapidement le chemin à parcourir; que vous pouvez, par vos relations, améliorer l'image passablement "amochée" des Autochtones auprès des Québécois.

En guise de conclusion, permettez-moi de vous souligner que les Montagnais ont vécu, au cours de ces dernières années, et traversent présentement une période emballante, mais difficile, à cause des préjugés, de la négociation territoriale. Ils auront à réaliser la mise en oeuvre des résultats d'une telle négociation historique, un bouleversement total, qui conduira à la "recouvrance", puis à la reconstruction, d'un pays, qui leur avait échappé au cours des derniers siècles, un pays qu'ils reconstruiront selon un plan tracé par eux à leur image et avec leurs propres préoccupations

Les Montagnais, en l'espace de quelques années, auront franchi toutes les embûches et évité tous les traquenards habituels, placés par des fossoyeurs, qui, par intérêt personnel, auront encore une fois, sans aucune originalité, mêlé les cartes.

Exorcisés par cette victoire sur les démons aux divers visages, ils sont maintenant presque invulnérables parce qu'ils ont appris à croire en eux, savouré les gains réels et foulé aux pieds leurs détracteurs.

Merci beaucoup de votre attention et excusez-moi d'avoir pris un peu plus de temps que prévu. J'avais tant de choses à vous dire et les occasions ne sont pas tellement nombreuses de nous rencontrer.

DU MAL-DEVELOPPEMENT AU DEVELOPPEMENT VIABLE

Solanges Vincent

En deux ans de travaux, la Commission mondiale des Nations-Unies sur l'environnement et le développement a cherché sur les cinq continents les causes de la dégradation environnementale et elle en est arrivée à la conclusion que "l'inégalité est le problème majeur de la planète". La Commission est persuadée que les disparités de revenus, les pénuries de ressources essentielles -eau, aliments, habitat, travail- appauvrissent les populations et empêchent le développement viable.

Une statistique démontre l'iniquité du partage actuel des ressources du monde. L'Occident consomme 80% des richesses de la Terre alors que sa population n'est que de 26%, ce qui laisse un maigre 20% pour la majorité de la population du monde, soit 74%.

Les pays industrialisés puisent trop et trop rapidement dans les ressources non renouvelables et renouvelables de la planète. En plus de priver les pays pauvres de leur part, ils empruntent le patrimoine écologique qui devrait revenir aux générations futures. Plusieurs des architectes de la faillite environnementale et du sous-développement du Tiers Monde seront morts lorsque nos enfants devront faire face aux graves problèmes hérités de ces élites prédatrices.

L'actualisation du concept de développement viable exige un changement profond de perspective. Une nouvelle éthique doit imprégner toutes les sphères d'activité. Deux principes sont à la base de cette nouvelle orientation: la gestion rationnelle des ressources et leur partage équitable.

Mal-développement

Il y a quelque vingt ans, on croyait généralement dans le monde occidental que les ressources de la terre étaient surabondantes et en mesure d'assurer un niveau de consommation toujours croissant. Nous réalisons maintenant que nous habitons une petite planète. Vue de l'espace, on l'aperçoit entourée de nuages, d'océans, de végétation, de terres dans leurs limites bien définies. Cette biosphère dans laquelle nous vivons et travaillons, nous avons la responsabilité collective d'en maintenir la viabilité.

Toutes nos activités ont des impacts sur les écosystèmes. Quand nous accaparons trop de ressources dans notre partie de la planète, les habitants des autres parties n'en ont pas suffisamment.

Tous les éléments sont reliés entre eux. Il n'y a pas d'écosystème isolé du reste de la planète. Tous les environnements sont en train d'être modifiés fondamentalement parce que les décideurs ne tiennent pas compte des conséquences de leurs activités sur l'environnement, ils laissent aux collectivités le soin de réparer les dégâts. Le slogan "pollueur payeur" est une sinistre fumisterie.

La déprédation et la dégradation de l'environnement, plus marquées à certains endroits qu'à d'autres, menacent l'existence même de populations entières parce que leurs moyens de subsistances sont en voie de disparition. La malnutrition et la famine sévissent dans les pays appauvris alors que la surconsommation et le gaspillage sont la norme dans les pays riches.

Les pays industrialisés ont monopolisé la production agricole. Six grandes entreprises transnationales dominant de 80% à 90% du marché mondial des céréales: Cargill (E.-U.), Continental Grain (E.-U.), Louis Dreyfus (France), Bunge & Born (Argentine, E.-U.), André SA (Suisse), Toepfer (RFA). Elles profitent des programmes d'aide alimentaire aux pays en développement. Elles pratiquent le dumping dans certains pays et nuisent à l'établissement de politiques d'autosuffisance alimentaire. D'autres conglomérats détournent des pays en voie de développement de

leur agriculture vivrière pour exiger, par le biais des institutions prêteuses publiques et privées, que de grandes surfaces soient affectées aux cultures d'exportation comme le tabac, l'arachide, le café, le cacao. Elles ont réussi à manipuler les cours de ces denrées à leur guise et en baisse dramatique depuis 1985. ("L'indice des prix des matières premières au plus bas", Le monde diplomatique, juillet 1987).

Dans les secteurs de l'énergie, les oligopoles poussent à la surproduction et à la surconsommation dans les pays industrialisés alors que dans le Tiers Monde, il y a pénurie. En Afrique, les paysannes doivent faire des kilomètres pour ramener sur leur tête quelques fagots pour cuire les aliments, les sources d'approvisionnement en bois à brûler étant de plus en plus éloignées de la maison.

De plus, la surconsommation d'énergie rejette dans l'air divers polluants qui ont déjà commencé à modifier l'atmosphère, amenant une tendance au réchauffement qui pourrait se traduire par des changements climatiques inquiétants. Les pluies acides font des ravages dans les forêts d'Europe et d'Amérique du Nord. Ce processus ne peut que s'aggraver si la production et la consommation d'énergie devaient se poursuivre au rythme actuel ou pire, si elles devaient s'intensifier.

Nous ne pouvons préconiser de priver d'énergie ceux qui n'en ont pas ou qui en ont peu, et qui en ont besoin pour sortir du mal-développement. La solution réside dans le partage, une baisse pour les pays qui surconsomment et des approvisionnements en quantité et qualité appropriées pour les pays en voie de développement.

Protection de l'environnement pour les riches

Lors de la première conférence mondiale sur l'environnement à Stockholm en 1972, l'accent fut mis surtout sur la conservation de la nature, ce qui heurta les pays en voie de développement qui voyaient là une stratégie des pays riches pour maintenir la disparité à leur dépens. Dans les sociétés opulentes, on s'inquiétait de plus en plus de la

contamination des ressources et de leur épuisement si leur niveau de production et de consommation devait s'étendre à la planète; elles décidèrent donc de prôner les vertus de l'austérité joyeuse aux pays pauvres. Cette approche apparut à ceux-ci aussi hypocrite qu'avare car ces pays aspiraient au développement après avoir été ravagés et pillés par les pays riches avant et pendant la domination coloniale et après par le néo-colonialisme.

Cependant, une conférence parallèle se déroula à Stockholm où les participants avaient une analyse plus complète et moins biaisée des causes du mal-développement et des destructions de l'environnement, en même temps qu'une vision plus juste des solutions à proposer pour la survie de la planète et de ses habitants.

Depuis ce temps, l'idée de l'interdépendance entre les problèmes de développement et d'environnement a fait son chemin et a mené au concept de développement viable qui tient compte non seulement de l'aspect économique mais aussi des facteurs sociaux, de l'état des ressources, des conséquences à long terme, comme à court terme, des activités humaines.

Ce concept de développement viable est davantage accepté car il devient de plus en plus évident que c'est l'avenir qui est en jeu si, par avidité ou inconscience, nous détruisons les systèmes naturels qui entretiennent la vie sur terre. Passer du concept à l'actualisation du développement viable exigera un changement profond de perspective. Cela signifie que les politiques économiques actuelles ne peuvent être perpétuées parce qu'elles dégénèrent les zones côtières et les marais, contaminent l'air et l'eau. Elles appauvrissent les pays pauvres et les pauvres des pays riches. L'action doit s'engager sur le plan national et international. Ceux qui ont pillé et pollué doivent cesser de toute urgence leurs pratiques destructrices du milieu humain et naturel.

Le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, Notre Avenir à tous, démontre abondamment que la cause première de la dégradation environnementale est l'inégalité dans la

répartition et l'usage des ressources mondiales. Actuellement, les disparités s'aggravent ainsi que la pauvreté absolue de milliards de gens. Avec 6% de la population mondiale, les Etats-Unis accaparent 40% des ressources de la planète.

Toutefois, tous ne sont pas convaincus de la nécessité de changements urgents et profonds car on assiste à une accélération de la militarisation de la planète pour maintenir le statu quo.

Militarisation croissante de la planète

La militarisation a des effets désastreux sur tous les plans dans les pays industrialisés, mais ses effets sont catastrophiques dans le Tiers-Monde. Dans plusieurs des pays appauvris du Sud, en plus des préparatifs de guerre, des guerres longues et meurtrières font rage. Ces pays continuent à subir des ravages même après la fin des conflits car les dommages à long terme de ceux-ci rendent les tâches de restauration et de redémarrage du développement très ardues. Certains dégâts sont si étendus et si graves qu'ils sont irréversibles.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les interventions militaires et les grandes bases militaires ont été exportées dans le Tiers Monde, les essais de nombreux nouveaux systèmes d'armes ont été faits dans des conflits réels qui ont engendré des millions de victimes. Les essais d'armes atomiques ainsi que d'autres armes de destruction massive ont été perpétrés principalement dans le Tiers Monde ou dans les territoires autochtones des pays riches.

Le trafic d'armes aux dictateurs et aux juntes militaires sert aussi à alimenter les guerres tribales et frontalières. Il est plus avantageux pour les pays riches de contrôler la croissance de la population en vendant des engins de destruction qu'en aidant à la planification des naissances.

Le conflit entre l'Irak et l'Iran est un exemple frappant de ce choix des pays riches qui ont vendu pour 6 milliards de dollars d'armes pour que s'entretient plus efficacement les deux belligérants.

La présence de bases militaires, en particulier dans les pays pauvres et dans les territoires autochtones des pays riches, est une véritable calamité pour les femmes. Plus de 500 bases américaines encerclent la planète. Aux Philippines, les bases de Subic et Clark sont la cause de la dégradation des femmes par la prostitution et du plus haut taux de bébés G.I., dont plusieurs sont le résultat de viols.

Au Kenya, depuis les accords de juin 1980 avec les Etats-Unis, la présence militaire accrue a eu les mêmes effets destructeurs pour les femmes qu'ailleurs et les profiteurs sont aussi les mêmes: militaires, politiciens, propriétaires de bordels et d'hôtels.

Une des tragédies de la guerre est le déracinement des populations. Quelque 15 millions de personnes, dont la majorité sont des femmes et des enfants, ont dû fuir leur pays ou leur région parce qu'elle était devenue un champ de bataille.

La production alimentaire et les réserves sont détruites pendant les conflits. En Afrique, il n'y a pas que la sécheresse qui affecte les sols agricoles, les guerres dévastent aussi les terres. L'Afrique du Sud et ses mercenaires, par exemple, s'attaquent régulièrement à l'Angola et au Mozambique pour raser systématiquement les ressources de la survie.

Les guerres détruisent aussi les infrastructures: routes, ponts, lignes de communication, ports, etc... dans ces pays si peu pourvus de ces moyens de développement.

Les dommages à long terme à l'environnement sont incalculables. L'utilisation d'armes chimiques pour détruire forêts et terres affectent pour longtemps et quelquefois de façon irréversible l'équilibre écologique. Un herbicide, l'agent orange entre autres, a causé décès, fausses couches, malformations congénitales, troubles nerveux, cancers du foie, etc...

Quinze milles soldats américains ont reçu compensation pour les effets subis par l'agent orange que les Etats-Unis déversaient au Vietnam avec d'autres substances hautement toxiques. Aucune réparation n'a été faite au peuple vietnamien pour les millions de tonnes de ces poisons répandus sur leur pays.

Toute cette destruction de personnes et de ressources, ces innombrables souffrances infligées à des populations appauvries permettent aux pays riches du Nord de maintenir leur domination militaire et économique sur les pays du Sud. La course aux armements les plus complexes et les plus dévastateurs ainsi que les interventions militaires ont aussi pour objectif d'enrichir considérablement les multinationales de l'armement et les trafiquants d'armes, des plus officiels aux plus clandestins, de Reagan à Oliver North. Ces champions de la "démocratie et de la liberté" fournissent aussi les outils de la répression aux dictateurs et aux juntes locales qu'ils maintiennent ainsi au pouvoir comme au Salvador et au Chili.

Pour desserrer le cercle de fer et de feu qui entoure la planète et mettre en route le développement viable, il faudra des pressions massives de la part des populations pour que les budgets de guerre et les propagandes militaristes soient convertis en projets de développement viable dans le Sud et dans le Nord.

Pour ce faire, il faudra aussi des décideurs qui comprennent les enjeux et qui ont la volonté de travailler à leur réalisation. L'avenir de tous ne peut être assuré que par la gestion rationnelle et le partage équitable des ressources du monde dans l'interdépendance et la solidarité.

SOURCES

- Notre avenir à tous, Rapport de la Commission mondiale des Nations-Unies sur l'environnement et le développement. Montréal, Editions du Fleuve et les Publications du Québec, 1988.
- Andrée Michel, "Le complexe militaro-industriel et les violences à l'égard des femmes", Nouvelles Questions Féministes, nos 11-12, 1985.
- A.H. Westing, Herbicides in War, the Long Term Ecological and Human Consequences, Stockholm, SIPRI, 1984.
- Ester Epp-Tiessen, Missiles and Malnutrition, the Links between Militarization and Underdevelopment. Waterloo, Project Ploughshares, 1987.

LES ANNEES 80: DECENNIE NEO-PACIFISTE

Ronald Babin
Université de Moncton

Le texte suivant propose une étude fouillée et une analyse approfondie portant sur l'impact social et la signification politique du néo-pacifisme qui a largement marqué la décennie 80. Vu la longueur du texte, il nous est apparu opportun d'en présenter le plan. Celui-ci laisse voir les principales articulations de l'analyse:

1. Le système D néo-pacifiste.
 - Désarmement
 - Détente par le bas
 - Dialogue
 - Droits de la personne
 - Développement
2. Vers une réhabilitation du politique et de la démocratie sociale.
3. Modernisation institutionnelle.
4. Sécurité et responsabilité communes.
5. Vers des politiques de neutralisme actif.
6. Pour une gestion sociale du changement.

Actuellement, avec une dizaine d'années de présence active sur la scène internationale où il a été abondamment question de désarmement, de paix et de sécurité internationale, le mouvement de paix des années 80 se voit devant un contexte changeant auquel il n'est certainement pas étranger bien que la portée exacte de son influence soit difficile à évaluer et que son apport réel aux changements en cours n'ait été que très peu reconnu tant par les milieux officiels que par les médias publics. Il n'en

demeure pas moins que le climat politique mondial s'est amélioré récemment suite à la signature à Washington en janvier 1988 du traité portant sur l'élimination en Europe des armes nucléaires à moyenne portée (FNI) et, subséquemment, avec l'entrée apparente dans un nouveau moment de détente Est/Ouest à l'échelle planétaire. En ces circonstances, on pourrait avoir l'impression (et certains la cultivent) que du côté du mouvement de paix, on mobiliserait de moins grands nombres de personnes devant une situation mondiale ressentie comme moins urgente, ce qui laisserait penser que le mouvement de paix puisque moins visible serait en déclin ou en perte de vitesse. Une telle interprétation est en réalité loin d'être justifiée car les nombreuses activités pour la paix ont certes diminué en intensité mais n'ont jamais cessé. Quoique difficile à comptabiliser et à mesurer, la poursuite de telles activités de sensibilisation est d'une grande importance car c'est par ce biais que se fait la pénétration des idées pacifistes contemporaines dans les divers secteurs de la société ainsi que l'enracinement général du mouvement dans divers milieux sociaux. Ce dernier point est capital puisqu'il ne faut pas perdre de vue que le mouvement de paix est avant tout non pas un mouvement uniforme et homogène mais plutôt un vaste terrain de rencontre et de convergence où se rejoignent non seulement d'importants mouvements sociaux comme le mouvement écologiste, le mouvement des femmes, le mouvement de solidarité internationale, le mouvement des jeunes, le mouvement des autochtones, etc., mais aussi de nombreuses associations professionnelles, scientifiques et religieuses ainsi que divers groupements sociaux progressistes, des éléments du mouvement ouvrier, des membres de partis politiques, etc... Il s'agit donc essentiellement d'un processus de jonction et de liaison de ces différentes composantes du mouvement de paix et fondamentalement de la constitution d'un vaste réseau d'apprentissage, de communication et de participation par lequel on cherche à trouver et à proposer une véritable voie de sortie de la course aux armements et du processus quasi global de militarisation et de nucléarisation. Ces développements se poursuivent malgré les hauts et les bas de mobilisations publiques et malgré la récente signature de l'accord FNI et la nouvelle détente Est/Ouest qui semble vouloir s'amorcer au niveau mondial.

Il en découle que l'approche la plus judicieuse consiste à analyser les actions et initiatives récentes du mouvement de paix afin de repérer l'étape atteinte dans ce processus d'apprentissage social moderne pour se donner les moyens d'agir sur de multiples questions d'intérêt commun. Plusieurs activités récentes laissent voir en fait que le mouvement de paix aborde un nouveau tournant dans sa lutte pour le désarmement, plus affirmatif des choix politiques du mouvement et davantage marqué par une volonté d'intensifier la politisation de toute question concernant le désarmement et la paix. Avant d'en examiner le contenu de plus près, il est utile de bien voir que cette étape a elle-même été précédée et préparée par une phase active de mobilisation/affirmation du mouvement et d'une importante période de saisie de toutes les dimensions essentielles du problème de la militarisation mondiale.

L'étape initiale de développement du mouvement pour le désarmement et la paix s'est amorcée au tournant des années 80 dans un contexte général de renouvellement de la guerre froide marqué par une accélération majeure de la course aux armements au niveau mondial. Ce tournant est devenu visible notamment par le déploiement et l'opérationnalisation en Europe d'une toute nouvelle génération d'armes nucléaires à portée intermédiaire (SS 20, bombes à neutron, Pershing II et missiles de croisière) et s'est manifesté aussi de façon plus générale dans l'ensemble des pays industrialisés et militarisés des blocs de l'Ouest et de l'Est par l'adoption de politiques de "rééquipement" et de "modernisation" de leurs forces armées respectives. Au Canada, par exemple, ce processus a atteint son point culminant en juin 1987 avec la publication par le gouvernement fédéral (conservateur) d'un Livre blanc sur la défense¹ qui propose une réorientation de la politique de défense du Canada en ligne avec le processus mondial de militarisation. Outre les projets d'acquisition massive d'équipements militaires au coût de centaines de milliards de dollars (avions, frégates, sous-marins nucléaires, blindés, missiles, camions, etc...), ce qui frappe le plus dans cet énoncé de politique de "défense" est que l'accent est de plus en plus mis sur "l'efficacité opérationnelle" du dispositif militaire canadien et que l'on ne cesse d'insister sur le besoin d'augmenter "l'état de préparation" des forces armées canadiennes, qu'elles soient régulières ou de réserve (augmentation proposée de 50%

pour ces dernières)². Adopté comme tel ou même partiellement, ce Livre blanc concrétiserait aussi davantage l'utilisation de vastes étendues de territoires canadiens comme zones d'essais pour les forces militaires canadiennes et de plus en plus pour celles venant d'ailleurs. Exercices militaires qui affectent d'une manière ou d'une autre presque toutes les provinces et tous les territoires canadiens³.

Sur le fond, de tels exemples qui font partie intégrante d'un mouvement général de militarisation mondiale servent à souligner qu'au niveau de la pensée militaire s'effectue un dangereux bond en avant qualitatif. A bien des égards, le développement et la mise en place de la nouvelle génération d'armement durant les années 70 et 80 signalent clairement l'éloignement d'une stratégie défensive de dissuasion qui cède peu à peu la place à une stratégie offensive d'opération. En effet, de par la précision de frappe, la vitesse et la puissance sélective des nouvelles armes, on est de plus en plus en présence non pas d'armes de nature défensive mais de systèmes d'armes technologiquement sophistiqués. Tout cela est accompagné de modifications majeures au niveau des doctrines stratégiques contemporaines de plus en plus définies par les concepts clé de "guerre nucléaire limitée", de "frappe chirurgicale", "d'attaque contreforce", de "stratégie maritime avancée", etc... Selon une formule lapidaire, ce processus signifie l'abandon du "MAD" (mutual assured destruction) pour embarquer dans le "NUTS" (nuclear use tactics)⁴. Bien que les Etats-Unis aient été le meneur de jeu par le biais d'innovations technologiques et de rhétoriques idéologiques agressives, il importe de reconnaître que les deux superpuissances ont évolué de pair en ce sens avec leur sphère d'influence respective, évolution qui s'est faite largement au détriment de la sécurité internationale.

1. Le système D néo-pacifiste

Plus qu'autre chose, la prise de conscience de la nature de ces changements majeurs a été à la source de la mobilisation d'ampleur mondiale pour le désarmement et la paix qui s'est développée durant les années 80. C'est en se plaçant directement à l'encontre de l'essence des

développements militaristes contemporains que le mouvement s'est mobilisé en formulant et en développant de manière complémentaire et interdépendante les cinq grands axes caractéristiques de sa réflexion et de son action qu'on pourrait qualifier de système **D** néo-pacifiste: Désarmement, Détente par le bas, Dialogue, Droit de la personne et Développement. Une telle allusion au système **D** a pour but de centrer l'attention sur la notion active de "débrouillardise" car il devient vite apparent lors de l'analyse de ce mouvement qu'il s'agit en fait d'une vaste entreprise sociale et politique de débordement des nombreuses contraintes institutionnelles en matière de relations internationales pour développer plutôt la capacité collective d'agir en vue de favoriser un processus réel susceptible de produire le désarmement.

Désarmement

L'axe premier, guidé par le concept actif de "désarmement", constitue en réalité le but général à atteindre par le biais de la mise en route d'une dynamique de refus et d'éloignement de la logique bipolaire de la militarisation mondiale engendrée et entretenue par les USA et l'URSS depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. En soulevant la question du non-alignement et/ou du désalignement, le mouvement de paix vise la dimension géopolitique des relations internationales en vue d'y stimuler une démarche de rupture psychologique et politique avec ce système mondial des blocs largement fondé sur une dynamique de confrontation et de rivalité permanente entre superpuissances (moteur principal de la course mondiale au surarmement). On vise en fait à provoquer un changement au niveau de la façon de penser en matière de doctrines stratégiques et de relations internationales pour aller au-delà de la logique prédominante de comptabilisation asymétrique des systèmes d'armes et des inévitables tactiques de compensation qui en découlent de part et d'autre; une telle approche ne faisant qu'alimenter la course aux armements puisqu'en dernière analyse, l'obtention d'avantages quelconques demeure toujours le principal objectif. L'appel au non-alignement par le mouvement de paix soulève aussi sur la place publique une demande générale qui s'adresse particulièrement aux systèmes politiques de chaque

pays pour ce qui est de la nécessaire réévaluation de la participation dans le système des alliances. Ce qui est recherché, c'est une prise de distance par rapport aux superpuissances et surtout un détachement de la voie militariste de leurs systèmes de "défense collective" (OTAN, Pacte de Varsovie) puisque tout contrôle échappe aux pays impliqués. Plutôt que de toujours s'aligner, on vise à promouvoir le développement d'une indépendance et d'une liberté d'action des gouvernements nationaux face aux superpuissances afin de favoriser des initiatives nationales indépendantes susceptibles de contribuer au désarmement et à la diminution des dangers de guerre. Il ne s'agit donc pas de neutralisme, dans le sens d'absence de prise de position, mais davantage de l'affirmation d'un choix d'activer un processus de renversement de la course aux armements et de la manifestation d'une volonté de sortir de la dynamique de rivalité permanente entre superpuissances. La logique de cette démarche pousse les systèmes politiques nationaux à se prononcer clairement contre telle ou telle initiative qui s'inscrit dans la poursuite de la politique des blocs, à demander la non-installation ou le retrait de systèmes d'armes proposés par les superpuissances (et leurs pactes militaires), et à proposer en bout de ligne dans le prolongement de ce cheminement le démantèlement des alliances militaires. Ainsi, dans une perspective d'avenir, il ne s'agit pas de choisir entre l'Ouest et l'Est, entre Washington et Moscou, mais d'opter plutôt pour la survie commune de l'humanité et pour la défense de notre biosphère en adoptant des politiques de co-existence et de solidarité plutôt qu'en poursuivant à perte celles de confrontation et de puissance.

Détente par la bas

En vue d'instaurer un processus réel qui va dans ce sens, l'aspect complémentaire de "détente par le bas" vise plus particulièrement la dimension socio-politique du problème de la militarisation en soulignant les limites de l'option politique traditionnelle de délégation des pouvoirs. En effet, la détente par le bas consiste nullement en une demande politique; elle représente davantage une pratique sociale issue d'un appel général au développement d'actions civiles concrètes à tous les niveaux de

la société en vue de produire les conditions et pressions nécessaires pour inverser le processus de la course aux armements et pour sortir de l'engrenage militariste qui met l'humanité en péril. Il s'agit surtout en l'occurrence d'une vision nouvelle de l'implication requise pour vaincre la guerre et pour bâtir la paix; vision selon laquelle on vise à promouvoir autant que possible l'engagement réel de la population sur ces questions. Devant l'ampleur des menaces militaristes, le sentiment qui se répand par cette voie est que l'on ne peut et ne doit plus laisser libre cours aux militaires, stratèges, diplomates et politiciens en place. Le message ainsi véhiculé, c'est que les relations internationales Est/Ouest (et aussi Nord/Sud) seraient bien meilleures si elles étaient aussi menées par des citoyens avertis plutôt qu'uniquement par des politiciens et diplomates dans le cadre de négociations quasi perpétuelles où les résultats en matière de désarmement tardent toujours à venir (la détente par le haut). On estime qu'une participation réelle et une véritable prise en charge par le public seraient de nature à pousser à aller au-delà de prétentieuses querelles idéologiques et à stimuler plutôt la recherche de solutions pratiques en ce qui concerne les questions de sécurité collective.

Mais plus fondamentalement, la détente par le bas pousse surtout les gens à sortir d'une indifférence généralisée et à se secouer d'une apathie politique et sociale structurelle relativement caractéristique de nos jours dans les sociétés techniquement développées puisque idéologiquement proposée et cultivée par les élites dirigeantes motivées par le maintien de leurs prérogatives et privilèges ainsi que par le développement de leurs pouvoirs. En incitant les gens à se sentir plus libres et plus responsables de leur sort, la détente par le bas agit donc comme un puissant élément d'activation sociale de celles et ceux qui sont peu ou pas représentés réellement dans les lieux de prise de décisions et qui sont ainsi dépossédés de leur capacité d'agir. En échange, cette approche à la base de la société met l'accent sur la formation de groupes militants et sur l'éducation politique active, et cela souvent de manière non conventionnelle, notamment, par l'encouragement à la spontanéité, à l'initiative et à l'autonomie des gens, par l'adoption d'un mode de décision par consensus, par la promotion de rotation des tâches et des représentants, ainsi que par la mise en place d'une formule de coordination souple et non

dominatrice sous forme de réseaux d'information et d'action. Vue sous cet angle, une telle démarche civile vise de toute évidence à aller au-delà de la seule conception diplomatique de la co-existence pacifique (souvent entendue comme *statu quo*) et à refuser la prédominance des problèmes étatiques dans les affaires internationales. La détente par le bas contribue plutôt à remettre en perspective la problématique plus vaste d'une nécessaire transformation politique et sociale profonde dans nos sociétés comme précondition de la construction d'une situation de paix mondiale réelle qui soit plus juste et plus équitable pour tous.

Dialogue

L'accent mis sur la dimension "dialogue" complète ce qui précède dans la mesure où toute démarche éclatée et pluraliste n'a de chance d'aboutir que s'il y a un effort soutenu de communication directe et de synthèse ouverte par lequel on vise à développer face au militarisme des actions efficaces et des réponses alternatives représentatives de l'ensemble des divers groupements et des nombreuses composantes du mouvement de paix. De nos jours, la caractéristique principale de ce mouvement est qu'il est aussi pluraliste et "localiste" qu'il est internationaliste et transnationaliste. Les relations entre ces dimensions commandent et conditionnent les besoins de dialogue et de communication sur deux niveaux, l'un plus pratique, l'autre plus idéologique, dans une perspective de formation effective d'un large mouvement avec représentation commune.

Au plan plus terre à terre de la résistance active à la logique militariste, le mouvement a tout mis en oeuvre pour développer concrètement des groupes et des actions en faveur du désarmement ainsi que pour stimuler une réflexion et une pensée néo-pacifiste dans différents secteurs de la société. La diversité caractéristique du mouvement est attribuable à cette démarche qui se double d'un engagement constant pour le dialogue et la communication afin de favoriser les connexions et les relations entre composantes du mouvement. D'où l'accent sur la réciprocité entre groupes de base, sur les jumelages pour la paix de

communautés, de villes, de zones non nucléaires, sur les coalitions informelles, sur les actions communes "ad hoc", sur la diplomatie municipale... sans oublier l'importante prolifération de réseaux sectoriels, régionaux, nationaux et internationaux ainsi que la profusion de revues, de rencontres, etc... pour communiquer, débattre, échanger l'information. Le dialogue apparaît donc comme l'indispensable élément clé de l'affirmation du caractère participatif de ce mouvement et de son enracinement dans les communautés locales.

De plus, c'est notamment par le dialogue et les débats que le saut depuis les stratégies locales aux stratégies plus globales s'est aussi réalisé. En effet, il est vite devenu apparent que tout déblocage de la situation de guerre froide renouvelé devait non seulement passer par la réciprocité d'actions en faveur du désarmement à l'Est (même si elles n'étaient pas symétriques) mais aussi par la création de mécanismes de rapprochement des personnes et des mouvements qui à l'Est et à l'Ouest travaillent dans une perspective similaire de changement. C'est ainsi qu'en se développant, le mouvement de paix s'est donné comme l'un de ses objectifs majeurs, la production d'un dialogue alternatif entre populations de l'Est et de l'Ouest. C'est par ce processus et par la voie des échanges de perspectives qu'a pu prendre forme la reconnaissance d'intérêts communs de part et d'autre. C'est par ce biais aussi que l'on développe une analyse politique commune la plus large possible en ce qui concerne la situation mondiale des relations Est/Ouest et, en particulier, en ce qui a trait à l'appréciation de la situation européenne. L'image de l'Europe qui prend forme et se répand est celle d'un continent occupé militairement à l'Est, et politiquement et psychologiquement à l'Ouest. D'où la vision alternative d'une Europe libre et pacifique. Pour ce faire, la lutte pour le désarmement et la paix est vue comme n'impliquant pas seulement le retrait des systèmes d'armes nucléaires des deux côtés et le respect des droits de la personne (particulièrement mais non exclusivement à l'Est), mais comme nécessitant également une redéfinition complète des relations et des politiques aux niveaux européen et mondial afin d'aller au-delà des antagonismes réels ou imaginés et au-delà des catégories de la guerre froide entre superpuissances. Par la promotion d'une vision alternative élargie, le mouvement de paix signale dans les deux blocs une volonté de

dépassement des représentations imposées par les dirigeants politico-militaires des deux superpuissances antagonistes.

La production d'une représentation générale de rechange est à l'ordre du jour depuis et semble vouloir se constituer sous forme d'une nouvelle identité commune qui se bâtit sur le terrain de l'intérêt commun de l'humanité situé bien au-delà des "intérêts nationaux". Le dialogue direct entre les populations des deux blocs contribue en fait à amorcer concrètement le démontage des stéréotypes ("images de l'ennemi") du conflit Est/Ouest en vue de démontrer que "l'autre" n'est pas l'ennemi, que les véritables ennemis communs de l'humanité sont plutôt la course aux armements et la guerre moderne puisqu'ils contribuent à mettre en péril la survie de la planète entière. Une telle dynamique dialogique aide à faire voir qu'il est irréaliste de penser pouvoir acheter sa sécurité à coût de milliards mal dépensés sur des systèmes d'armes de plus en plus coûteux et destructeurs alors qu'il s'agit en fait de comprendre de part et d'autre que la sécurité réelle se trouve davantage du côté de "l'ennemi" puisqu'elle résulte forcément d'arrangements réciproques de sécurité commune par lesquels chacun assure la sécurité de l'autre, contrairement à ce qui se passe si souvent.

Droits de la personne

La liberté concrète de travailler en faveur de la paix est tout à fait indispensable à la réalisation de progrès dans la voie du désarmement. En mesurant très tôt le sens de cette exigence face aux nombreuses initiatives officielles de dénigrement des pacifistes et en comprenant le besoin de créer de l'espace de liberté et de manoeuvre, le mouvement de paix s'est aussi rapidement engagé dans la lutte pour la défense des droits de la personne avec l'objectif de promouvoir pour toute personne le droit de se mobiliser pour contrer les préparatifs de guerre et aussi en vue d'encourager toute initiative contribuant d'une manière quelconque au processus de désarmement. Par la valorisation et la défense de l'individu-participant, le mouvement vise en premier lieu à mettre en évidence

l'importance de la personne humaine ainsi qu'à faire reconnaître la valeur particulière de toute contribution individuelle ou personnelle dans un effort partagé visant le désarmement et la paix. De manière plus étendue, il s'efforce aussi par ce biais de promouvoir le libre regroupement des individus et de défendre le droit de s'organiser en associations de toute espèce. Mais fondamentalement, il y a aussi plus que cela à l'oeuvre. Le mouvement de paix semble en effet vouloir sortir des grands principes trop souvent vides de contenu ou peu appliqués des versions actuelles des droits humains pour plutôt renforcer concrètement la lutte contemporaine pour de véritables droits de la personne ainsi que pour la défense des libertés et de la différence. Essentiellement, ceci se fait en cherchant à aller au-delà de l'aspect relativement passif et limitatif de "protection" de l'individu (les droits) pour mettre plutôt l'accent sur la dimension plus dynamique des devoirs de tous et toutes de se responsabiliser et de s'activer par rapport à ces questions cruciales pour l'avenir de l'humanité. On évalue qu'un véritable cheminement vers un monde plus pacifique et sécuritaire ne peut se faire que solidairement, d'où l'importance centrale qui est accordée à la solidarité avec toutes les personnes engagées en faveur du désarmement. En ce qui concerne cette dimension, il est utile de citer, entre autres exemples, d'une telle prise de position, la phrase finale de la plate-forme d'orientation (adoptée en janvier 1984) de la Coalition québécoise pour le désarmement et la paix (CQDP) puisqu'elle révèle explicitement l'importance qu'on y accorde: "Ainsi notre engagement ne va ni à l'Est, ni à l'Ouest mais il s'adresse à tous ceux et toutes celles qui luttent pour le désarmement et la paix". Un tel parti pris pour l'action dans la solidarité est caractéristique et donne un aperçu du sens profond de la lutte constante du mouvement de paix contre la répression et le harcèlement des pacifistes particulièrement dans les pays de l'Est mais aussi dans les pays de l'Ouest.

Les premières actions de solidarité au début des années 80 ont surtout été caractérisées par de nombreux appuis en faveur de personnes maltraitées dans les pays de l'Est en raison de leurs activités indépendantes en faveur de la paix. Cette démarche initiale s'inspire de l'approche de la question des droits humains telle que développée durant les années 70 par Amnistie internationale et concerne surtout l'envoi de

lettres ouvertes au Kremlin et aux autres gouvernements impliqués ainsi que l'organisation de vigiles publiques pour protester contre le non-respect des droits humains de ces pacifistes. De plus, plusieurs grandes manifestations durant les années 1982 à 1985 adoptent la formule chaîne humaine entre ambassades américaines et soviétiques pour signifier non seulement l'opposition à la course aux armements conduite par les deux superpuissances mais aussi pour symboliser la solidarité croissante et le rapprochement voulu et en marche entre pacifistes de l'Ouest et de l'Est. En 1983, la publication par le groupe END de Londres d'une importante série de "END Special Reports"⁵ portant sur les groupes indépendants de Hongrie, de Moscou, d'Allemagne de l'Est, de Tchécoslovaquie et de Turquie, atteste le cheminement en cours dans certains pays de l'Est et signale aussi l'importance pour le processus de désarmement du fait que des liaisons prennent forme entre groupes et mouvements indépendants de l'Est et de l'Ouest.

Ces "END Special Reports" sont aussi le signe de l'entrée dans une étape de réflexion commune marquée par l'échange d'information et par un dialogue public entre les mouvements de l'Est et de l'Ouest. Cette période, symbolisée en quelque sorte par une large circulation militante de lettres ouvertes entre groupes indépendants de l'Est et de l'Ouest, est aussi celle où on cherche réciproquement à mieux faire connaissance, notamment par l'échange de points de vue et d'articles sur une variété de questions. La circulation de ces documents se fait par voie postale, plutôt spontanément et de manière pyramidale. Plusieurs d'entre eux sont aussi publiés dans des revues comme END Journal (Londres), Bulletin du CODENE (Paris), etc... De plus, aux Etats-Unis, trois nouvelles revues sont lancées en 1984 afin de favoriser une meilleure transmission de ces informations à l'Amérique du Nord: Il s'agit de Peace and Democracy News, Across Frontiers: For Solidarity East & West et Return Address: Moscow-International News Bulletin on Independent Peace Activity in URSS⁶. Au Québec, un numéro spécial de la Revue internationale d'action communautaire⁷ souligne aussi cette dynamique en publiant un article synthèse et, à titre d'exemple, quelques lettres ouvertes échangées entre Charte 77 et END pour analyser et illustrer le sens de ces discussions et réflexions partagées.

Toute cette activité de reproduction et de publication d'articles, de lettres ouvertes, de témoignages variés souligne l'importance accordée par le mouvement de paix à bien comprendre sans distorsion la signification des différences qui existent, de part et d'autre, dans les modes de vie et surtout dans les perceptions différentes des problèmes auxquels il serait nécessaire d'apporter des correctifs et des changements. Au départ, pour les uns à l'Ouest, on doit avant tout agir rapidement pour renverser la course aux armements et éliminer le danger de guerre nucléaire alors que pour les autres à l'Est, il est davantage question de renforcer la lutte pour les droits de la personne et pour l'ouverture d'un espace de liberté. D'entrée de jeu, il n'y a donc pas concordance dans l'appréciation de la nature des problèmes et de l'urgence avec laquelle il faut s'y attaquer. Des développements historiques différents en réponse à des conjonctures et à des problèmes vécus et appréciés différemment expliquent que les concepts et catégories des uns ne sont pas nécessairement semblables ni même utilisables pour d'autres.

Toutefois, malgré cela, il n'est pas difficile de voir que les deux approches se complètent, bien plus qu'elles ne diffèrent et que leur interrelation permet de mieux se voir soi-même en perspective et relativement à l'autre. La vision occidentale, plus centrée sur les politiques internationales, peut aider à donner une dimension plus large à l'analyse revendicatrice de l'Est sur l'ensemble des mécanismes de domination mondiale afin de mieux situer l'Union soviétique, l'Europe de l'Est, les Etats-Unis, l'Europe de l'Ouest et le Tiers-Monde, les uns par rapport aux autres dans l'environnement international qui doit être transformé. La vision de l'Est plus centrée sur les politiques internes de leurs pays peut faciliter le développement d'une analyse occidentale plus centrée sur les modifications à faire chez soi pour changer les choses et pour qu'il y ait moins d'exagérations apocalyptiques. Elle aide aussi à percevoir les limites des rapports sociaux et politiques internes dans une situation de démocratie apparente et invite à plus de vigilance devant les nombreux et très importants changements qui se produisent de nos jours à tous les niveaux d'activités.

L'effort de créer consciemment un lien social par le bas entre mouvements et groupes de l'Ouest et de l'Est découle d'une telle appréciation réciproque, et tout en se précisant autour de la question des droits de la personne s'accompagne d'un important défi. En effet, comme les groupes et mouvements indépendants pour la paix à l'Est sont souvent mal connus (sauf le mouvement *Solidarnosc* de Pologne), la question se pose à savoir comment bien utiliser dans un contexte de constante rivalité Est/Ouest la question des droits humains sans devenir agent de la Guerre froide à la manière des politiciens conservateurs qui, non sans cynisme, utilisent abusivement pour justifier leurs propres positions le spectre du non-respect des droits de l'homme dans les pays de l'Est. Le dépassement de cette mentalité de Guerre froide se réalise dans la reconnaissance de l'importance d'élargir à d'autres contextes et de faire le lien avec d'autres limitations qui à l'Ouest touchent négativement aussi le développement d'activités pour le désarmement. Voici quelques exemples de ces limitations: la répression systématique des pacifistes en Turquie (pays membre de l'OTAN), l'arrestation de 45 faiseurs d'ombres à Montréal le 5 août 1986 (anniversaire du bombardement d'Hiroshima), l'adoption de la loi fédérale C-158 qui, sous prétexte de protection de la sécurité canadienne contre la "subversion appréhendée", donne des pouvoirs extraordinaires de "surveillance" aux forces policières qui selon l'avis même du ministre responsable pourraient s'en servir à l'encontre de mouvements démocratiques de contestation tel que le mouvement canadien pour la paix. En dénonçant ce type de développement dans les pays occidentaux, le mouvement de paix souligne l'existence de contraintes et de limites réelles qui dissuadent aussi à l'Ouest un travail concret en faveur du désarmement. Plus affirmativement, il soulève aussi la question clé concernant ce que l'on peut vraiment faire à la base de la société, ici comme ailleurs, pour nourrir un processus mondial de désarmement. D'où la réponse que le mouvement de paix cherche à expliciter et à défendre, à savoir que le besoin de liberté est partout fondamental afin de travailler à la promotion de relations Est/Ouest plus ouvertes et libérées des restrictions et contraintes qui accompagnent la militarisation des rapports géopolitiques.

La démarche réciproque de réflexion apparaît donc comme un important processus créateur d'identité commune au sein du mouvement de paix d'où pourrait émerger un nouveau système de valeurs. Ce cheminement découle de l'appréciation mutuelle du but commun recherché qui est de développer une capacité effective d'influence sur la société, car il ne s'agit de rien de moins que d'opérer un changement majeur au niveau de l'organisation sociale des relations internationales, objectif qui ne peut être atteint sans modifications des rapports sociaux internes de chaque pays et particulièrement en ce qui concerne les rapports entre Etat et société civile. La société est donc à changer, mais elle est aussi et surtout à comprendre. En fait, c'est sur ce terrain d'apprentissage que se situe toute la pertinence des échanges entre pacifistes de l'Est et de l'Ouest autour de la question des droits de la personne. En situant le problème bien au-delà de la Guerre froide, cette approche appelle toute personne à jeter un nouveau regard sur la société et, en ce sens, peut être vue comme un puissant révélateur social puisqu'elle donne à voir la véritable nature des enjeux sociaux tout en étant chargée politiquement car elle stimule la convergence des mouvements et des points de vue. Il n'est pas étonnant alors de voir que l'on entend pousser aussi loin que possible dans cette direction. C'est pourquoi le mouvement de paix a multiplié les initiatives visant l'établissement de contacts transfrontières directs entre militants de l'Est et de l'Ouest. Tant et aussi longtemps qu'il ne s'agissait que de contacts individuels entre citoyens, cela n'a pas été trop difficile puisque politiquement de peu de conséquences. Mais dès qu'il était question de rencontres entre mouvements, les difficultés se sont multipliées puisque le défi lancé aux systèmes en place était plus grand ainsi que le potentiel de transformation de certains aspects socio-politiques importants pour le système international des blocs. Durant l'été 1982, les Etats-Unis ont, par exemple, interdit de manière ponctuelle l'entrée sur leur territoire à une cinquantaine de leaders pacifistes étrangers qui venaient à New York participer à la grande manifestation internationale où un million de personnes se sont réunies devant le siège de l'ONU au moment de l'ouverture de la deuxième session spéciale des Nations-Unies sur le désarmement (UNSSOD II). Mais la plus remarquable des interdictions officielles a été le refus systématique des pays du bloc de l'Est de laisser venir les pacifistes indépendants aux rencontres

internationales pour le désarmement organisées par les mouvements de paix occidentaux. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit de la plus importante et significative de ces réunions, soit la Convention annuelle pour le désarmement nucléaire en Europe qui a lieu tous les ans au début de juillet dans un pays différent (1982 à Bruxelles, 1983 à Berlin, 1984 à Pérouse, 1985 à Amsterdam, 1986 à Paris, 1987 à Coventry, 1988 à Lund, 1989 à Vitoria-Gasteiz en Espagne) et qui a pour objet d'offrir un lieu pour l'intensification des échanges d'idées ainsi que pour le développement d'une réflexion commune sur les alternatives pour l'avenir. La question des relations Est/Ouest par le bas y a toujours tenu une place importante. En Italie, à Pérouse, le refus répété des gouvernements de l'Est de permettre à des représentants provenant de groupes indépendants de participer a conduit à la formation d'un réseau dont la fonction principale serait de concrétiser le dialogue par le bas entre l'Est et l'Ouest.

Une nouvelle étape de contacts plus directs entre mouvements et groupes s'est alors enclenchée avec la mise sur pied de ce *Réseau européen pour un dialogue Est/Ouest*. Sa première tâche a été d'organiser en février 1985, à Berlin-Ouest, un forum de discussion intitulé "La paix dans une Europe divisée, quarante années après Yalta"⁸ où l'objectif général était d'approfondir la discussion politique et stratégique concernant la nécessité d'aller au-delà des accords de Yalta, de plus en plus considérés comme un arrangement géo-stratégique en faillite et ayant besoin d'être résolu après 40 années de délai par une large collaboration et coopération transfrontières. Le réseau s'est donc donné comme tâche de préparer le terrain pour un autre type de détente, une détente ouverte sur une paix véritable produite par la multiplication d'activités politiques indépendantes, par le développement d'un dialogue Est/Ouest renouvelé ainsi que par le renforcement de tendances en ce sens qui existent déjà, notamment dans l'Acte final d'Helsinki de 1975 de la *Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe* (C.S.C.E.) et dans ses travaux subséquents de négociation entre l'Est et l'Ouest.

L'attrait de cette approche réside dans le fait que le processus de la C.S.C.E. peut être facilement interprété comme un tout indivisible où la

sécurité et la coopération ne peuvent être dissociées. En plus, ce qui apparaît d'une importance majeure dans ce cheminement est le refus du mouvement pacifiste de laisser aux Etats le soin de donner seuls leurs interprétations de ce traité historique. De toute évidence, l'Acte final contient des critères qui permettent aux Etats-nations de se juger mutuellement, mais elle donne aussi aux peuples qui veulent bien s'en servir cette même possibilité d'examiner et de peser le sens des actions étatiques, tant chez soi qu'ailleurs. D'où la pertinence de l'initiative du réseau de stimuler une réappropriation par le bas du processus d'Helsinki. Depuis 1986, les grandes lignes d'une telle initiative collective sont l'objet de débats à travers un document de travail du réseau intitulé: Giving Real Life to the Helsinki Accords. A memorandum to citizens, groups and governments of all CSCE countries⁹. On y trouve exposés, au niveau du principe d'abord, le but à long terme recherché: une Europe pluraliste et ouverte; ensuite au niveau stratégique et tactique, une série englobante d'options sociales et politiques à privilégier selon les cinq axes suivants: la détente par le bas, la sécurité européenne, les droits de la personne, la coopération économique et écologique et la coopération culturelle¹⁰.

Fondamentalement, la modification des réalités politiques est considérée comme relevant aussi de la responsabilité des peuples et des gouvernements ainsi que provenant du développement indépendant et démocratique des sociétés concernées. Quant au progrès dans cette direction, il serait largement conditionné par le respect et la mise en oeuvre des droits humains ainsi que par le développement d'une solidarité transfrontière exprimée de plus en plus dans la coopération croissante entre personnes et groupes oeuvrant pour la paix, pour les libertés civiles, pour les droits syndicaux, pour la justice sociale, pour l'émancipation des femmes et pour la protection de l'environnement. Au fur et à mesure que ces idées se répandent par les rencontres du réseau, par ses forums et ses séminaires, par les conventions END, on approfondit d'année en année une pensée stratégique à long terme. Celle-ci met l'accent sur les droits humains et le principe du changement pacifique, allant ainsi à l'encontre d'un système de relation internationale fondé sur le droit des Etats et auquel s'associe trop fréquemment le principe du changement

dans la violence. N'y aurait-il pas là, en germe, des éléments majeurs pour la reconstruction du système international et pour la mise en place d'un nouveau contrat social international?

Développement

Une telle question peut certes se poser mais il n'en demeure pas moins que toute réponse restera largement incomplète et théorique tant et aussi longtemps que l'on n'y intégrera pas l'importante dimension des relations économiques. Nul doute là-dessus. D'où l'importance du volet "développement" par lequel le mouvement de paix a mûri durant les années 80 l'idée que la détente et le désarmement sont non seulement liés aux questions militaires mais aussi et surtout rattachés à la résolution ou non des grands problèmes de ce monde, particulièrement les nombreuses inégalités sociales et les injustices économiques qui le plus souvent constituent les principales sources du militarisme et les véritables causes de guerre. Comme on le verra, la réflexion économique-sociale qui en découle a pour effet de poser la question dans son sens plus global et implique aussi un effort pour relier la mobilisation (demandes) à un projet de développement (buts).

Au début des années 80, les buts du jeune mouvement de paix sont plutôt mal définis mais il reste que l'essentiel de ses composantes sociales est en mesure de s'apercevoir que l'accélération mondiale de la course au surarmement met de plus en plus en péril les possibilités de tout développement futur de l'humanité (thème de la survie menacée). De plus, en se rendant compte de l'énormité des ressources financières et humaines consacrées à la dynamique de militarisation, le mouvement est peu à peu amené à voir comment sur le fond cette logique agit comme facteur de limitation auprès d'initiatives de développement autres que celles proposées par le modèle militaro-industriel dominant. Comme en témoignent les nombreuses critiques de cet état de fait, on doit aussi concevoir l'importance de ce mouvement en tant que réaction et réponse devant l'accroissement de processus supranationaux de prises de décisions comme l'OTAN, le Pacte de Varsovie, la CEE, le COMECON, le FMI, les

multinationales et les accords de libre-échange, l'OCDE, la Banque mondiale, etc. Par eux s'opère une perte substantielle de souveraineté nationale tant dans les domaines économique et politique que de sécurité alors que se mettent en place d'importantes contraintes structurelles qui portent atteintes aux possibilités de développement autonome, démocratique et autogéré depuis l'intérieur des sociétés, ce qui tend à paralyser leurs capacités de renouvellement et de progrès. Le phénomène est nulle part ailleurs aussi évident que dans les pays du Tiers-Monde où de nombreux obstacles au développement de ce type perpétuent la dépendance et la prise en charge (sous couvert de "division internationale du travail") des structures économiques et sociales de pays pauvres et démunis par les pays centraux qui en tirent d'énormes bénéfices financiers alors que faim, misère et dépendance s'étendent sous des formes plus aiguës qu'auparavant. Ce mode de développement industriel militarisé apparaît alors pour ce qu'il est, une forme de *pax economica* derrière laquelle se profile un schème de mal-développement fondé sur l'exploitation et l'injustice économique et sociale à grande échelle. Le processus ne cesse de s'étendre pour affecter de manière croissante les régions des pays industrialisés du Nord où l'on entend parler de plus en plus de "tiers-mondisation économique" au fur et à mesure que l'on y disperse industries, bases, projets et équipements de nature militaire. De plus, comme ces initiatives militaristes sont souvent exemptées de leurs devoirs en matière de protection environnementale, elles se révèlent être non seulement des facteurs de diminution des conditions de vie en régions mais aussi des éléments parfois très importants de dégradation de la qualité de l'environnement.

La saisie de cette problématique générale et la formulation de l'analyse élargie qui en découle s'enracinent dans les actions et initiatives, au cours des années 70, des mouvements écologistes antinucléaires et des mouvements de solidarité internationale qui se rejoignent dans l'actuel mouvement pour le désarmement et la paix. En favorisant la démocratie directe participative en matière d'environnement, les écologistes ont largement stimulé l'action sociale dans les pays occidentaux par l'adoption de formes nouvelles de mobilisation et de contestation à la base de la société. Ils se sont ainsi opposés à une représentation mécaniste du

progrès et de la modernité basée sur la croissance, la consommation de masse, le gaspillage, la pollution et fondée sur la prédominance d'un mode de développement technico-économique centralisé. En échange, ils ont parfois expérimenté mais surtout mis en circulation une vision d'un contre-modèle de société écologiste axée sur la convivialité, la communication et la vie collective. Pour leur part, les tiers-mondistes sont la source d'une importante régénération de l'action politique sur le plan international des rapports Nord/Sud à partir d'un appel humaniste contre l'oppression dans les pays du Tiers-Monde et pour plus de justice économique et sociale à l'échelle mondiale. Concrètement, ils sont surtout responsables de la mise en place de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) par lesquelles on s'efforce de répondre réellement aux besoins des peuples exploités au lieu de laisser libre cours à la poursuite des programmes officiels d'aide qui profitent davantage aux Etats et aux minorités privilégiées des pays du Tiers-Monde. On vise plutôt à amorcer entre le Nord et le Sud un mouvement de coopération véritable qui cherche à donner plus d'autonomie aux populations indigentes afin qu'elles puissent se libérer des structures du système mondial de développement inégal et de mal-développement.

La convergence et le renforcement mutuel de ces deux dynamiques amènent à voir comment tout s'enchaîne, comment les données politiques, économiques, sociales, technologiques et culturelles forment un tout, un système qu'il faut transformer en vue d'un meilleur développement sociétal basé sur la participation et l'équité, sur l'autonomie et la justice sociale. Ce changement de perception pousse à prendre conscience qu'il faut tout mettre en question et éviter de toujours s'en remettre à des demi-mesures, trop souvent insuffisantes. On arrive ainsi à redécouvrir l'ampleur de la dimension économique de la vie sociale, une démarche d'autant plus urgente et importante que les discours étatiques contemporains se retranchent derrière des énoncés de stratégies (militaire, technologique, économique) qui évacuent la politique et le débat concernant d'importantes questions de développement. Plus qu'autre chose, ce choix pour l'exclusion défensive est indicatif de la pauvreté du concept dominant de développement qui mise tout sur la croissance techno-industrielle et l'augmentation effrénée de la consommation. Devant de

telles carences, les démarches plus positives et affirmatives des écologistes, des pacifistes, des tiers-mondistes, etc... apparaissent comme autant d'indices d'une volonté de reprise du pouvoir de décision en matière d'économie en vue d'approfondir, d'élargir et d'enrichir la notion de développement. Il ne s'agirait pas tant d'un rejet de l'idée de développement que de l'articulation progressive d'une reformulation et d'une restructuration par le bas de cette idée ainsi que d'un effort de mise en application d'une démocratie économique.

Toute démarche de reconstruction sociale de cet ordre implique nécessairement la prise en compte d'initiatives dans trois domaines d'action interdépendants (champs de la morale, de la connaissance et de l'investissement) à travers lesquels le changement d'ordre sociétal est produit. Ainsi, pour cerner le sens d'initiatives diverses et pour repérer l'éventuelle capacité de renouvellement des modes de développement, on doit saisir comment et jusqu'où il y a:

- formulation d'une nouvelle représentation éthique du développement,
- juxtaposition d'un nouveau mode de connaissance,
- application d'un nouveau mode d'investissement de ressources.

Un bref examen de la sorte souligne que le conflit se situe partout à la fois, à différents niveaux de l'action sociale, et donne à voir le travail sociétal que l'on entreprend autour du thème général de développement. Il n'est donc pas question de figer analytiquement ce processus continu de travail sur nos sociétés contemporaines mais plutôt de faire remarquer comment les pensées et les actions en ce domaine préfigurent la base et la dynamique sociale requise pour évoluer vers de nouveaux modèles de développement fondés sur l'autonomie et sur l'adoption d'un nouveau système de valeurs.

Premièrement, sur le plan de la dynamique culturelle, le mouvement de paix est remarquable par son retour aux principes moraux. Il en

appelle ainsi à une solidarité éthique et sociale en vue d'une réforme culturelle et civilisationnelle profonde dont l'objectif serait la transformation à terme du régime économique international fondé sur la multiplication d'injustices sociales criantes et l'exploitation abusive et irréfléchie des ressources de la planète. En posant la question des valeurs de ce qui est possible techniquement et désirable socialement, le mouvement vise à mettre au centre de la réflexion politique contemporaine la question des objectifs fondamentaux que poursuit une société (le sens du développement sociétal). Un tel effort de remise en perspective comporte un double aspect. D'une part, une dimension défensive d'où s'exprime un refus moral devant la généralisation à l'échelle planétaire d'un mode dévastateur de développement industriel et technologique qui a conduit l'humanité aux portes de l'holocauste nucléaire et qui maintient deux tiers de l'humanité dans un état de pauvreté intolérable. Face à cela, il importe de faire reconnaître qu'il est désormais de l'affaire de tous de défendre l'humanité devant la croissance d'un tel système où prédomine un culte aveugle pour la technique, vue comme un acquis humain auquel on donne, de part et d'autre, une très grande valeur dépassant même celle que l'on accorde à l'humanité elle-même. La sauvegarde de la planète et de ses habitants exige plutôt une passion pour la vie et une mutation conséquente des valeurs que l'on s'applique à engendrer en soulevant le doute, pas tant sur les acquis de la science mais plutôt sur l'usage qu'on en fait, et en soulignant l'impotence des actions et l'incurie des institutions gouvernementales devant les problèmes et les souffrances d'aujourd'hui. D'autre part, il en découle une approche plus affirmative par laquelle le mouvement vise au-delà de la logique de la fuite en avant, à persuader de l'importance de l'innovation et de l'originalité dans les choses humaines. Face aux insuffisances et aux blocages institutionnels, les appels à la créativité et à l'implication individuelle et sociale placent l'accent sur ce qui doit être fait socialement pour changer l'état actuel du monde. Il est notamment question de valoriser à tous les niveaux le développement de nouvelles relations humaines afin d'apprendre à vivre les uns à côté des autres plutôt que les uns contre les autres. La vision sous-jacente est que l'humanité doit apprendre à progresser ensemble... ou bien peut-être à ne pas progresser du tout. Un maximum de participation est requis dans un tel effort collectif, d'où les nombreuses initiatives

courantes du mouvement pour développer la démocratie à la base de la société à partir d'unités élémentaires de la vie sociale et locale (associations, milieu de travail, municipalités, régions, etc...). On viserait ainsi à favoriser la prise en compte de problèmes publics ainsi que l'intégration de nouvelles exigences démocratiques et aspirations éthiques qui prennent corps dans nos sociétés et qui ont beaucoup à voir avec des désirs d'épanouissement des possibilités, des libertés et des pouvoirs humains.

En deuxième lieu, le mouvement de paix porte en lui de nombreux éléments pour la reconstruction d'un nouveau mode général de connaissance qui demande de penser autrement le monde et la société ainsi que de repenser l'organisation et la coordination de la vie sociale. L'approche écologique qu'il véhicule est en effet au centre de l'effort de dépasser un modèle dominant de connaissance issu essentiellement des 18^e-19^e siècles et qui accorde toujours un rôle prépondérant dans nos sociétés à la science classique et à son rejeton moderne: la technique. En tant que discours scientifique critique de l'exaltation du progrès techno-scientifique, l'écologie met en doute cette fixation sur les sciences physiques en démontrant les limites naturelles de l'activité humaine à ne pas franchir, sans quoi on doit s'attendre au pire en matière de dégâts environnementaux, de risques de guerre totale et d'effondrements des systèmes sociaux. A cela s'ajoute un appel pressant à dépasser la croyance répandue que la Nature peut et doit être dominée par l'Homme que l'on pose comme étant hors et au-dessus de la Nature. Au contraire, en remplaçant l'être humain "observateur" dans la Nature "observée", l'écologie centre plutôt l'attention sur nos relations fondamentales avec l'écosystème, fait prendre conscience de notre dépendance du monde extérieur et nous pousse de surcroît à réinterroger profondément le sens que l'on donne socialement à la notion de progrès. Cela nous amène comme espèce à considérer qu'il s'agirait moins de "maîtriser" la Nature coûte que coûte que d'entrer en communication avec notre monde, pour situer plutôt la place humaine dans la Nature et non plus continuer à produire "la société contre nature"¹¹. Sous cet éclairage, il devient apparent que la réorientation sociétale peut être atteinte par la maîtrise non de la Nature (milieu naturel) mais du milieu technique et qu'en conséquence il importe de

produire les mécanismes sociaux pour une démocratisation effective des choix technologiques.

Ainsi, la réinsertion de l'humain dans l'écosystème comporte une importante rupture de perspective car on est amené à concevoir pleinement que tout comme en écologie on ne peut étudier une espèce séparément de son contexte, il ne saurait en être autrement en ce qui concerne les êtres humains. A l'aide de cette constatation, il s'opère un important passage depuis un modèle physique à un modèle plus biologique de connaissance. Une telle modification de point de vue contribue ensuite à briser l'image commode du développement sociétal linéaire et "rationnel" (vu comme une succession logique d'étapes plus ou moins déterminées à l'avance) pour centrer plutôt l'attention sur le système social plus complexe avec de multiples interdépendances et rétroactions dans une perspective de situations et de processus sociaux qui évoluent selon l'orientation des rapports sociaux. L'écologie nous amène en fait à nous rendre compte qu'il faut miser sur la diversité car comme savoir scientifique, elle révèle la fragilité des systèmes "simples", la stabilité et la vitalité des systèmes plus complexes. De plus, elle montre comment chaque espèce occupe une place unique et irremplaçable dans un écosystème et comment l'addition ou la soustraction d'une espèce quelconque peut avoir d'importantes répercussions sur le reste du système. Socialement, on peut en tirer une importante leçon à l'effet que la vitalité sociale repose davantage sur le pluralisme des modes de développement et des interactions sociales que sur l'homogénéisation et la standardisation des modes de comportement et de développement. Un mode quelconque de développement ne saurait donc être intrinsèquement meilleur qu'un autre et, en l'occurrence, il faudrait évoluer en toute hâte au-delà de la présomption à l'universalisme d'un modèle particulier de développement. Dès lors, on ne peut plus se satisfaire d'un schème de pensée simpliste et il importe en échange d'introduire de nouveaux savoirs qui s'ouvrent à la compréhension de l'importance d'une approche plus pluraliste en matière de développement sociétal.

De ce point de vue, le rôle du mouvement de paix apparaît d'une grande importance puisqu'à travers la promotion d'une démarche sociale

et politique ouverte, il représente un vaste effort d'augmenter la capacité d'apprentissage des sociétés contemporaines en révélant les conséquences désastreuses de la forme actuelle de modernisation et de développement. En échange de cela, il laisse voir que c'est socialement à travers les interactions et par le travail concret et utile au niveau local, régional, national et transnational qu'un modèle alternatif pluraliste de développement sociétal pourrait émerger. De plus, l'appel à la participation et à la responsabilisation révèle les insuffisances générales des systèmes actuels de représentation politique et démontre surtout que des formes additionnelles de politiques sont requises pour provoquer et diriger un véritable changement de cap en matière de développement. Le mouvement de paix apparaît donc comme une composante importante, voire même centrale, du dépassement de tout un schème de pensée ancien, c'est-à-dire d'une conception et d'une interprétation du monde qui est actuellement en train de subir une modification profonde et irréversible à l'échelle planétaire.

En troisième lieu, le mouvement de paix est aussi caractérisé par ses actions en vue de la promotion de nouvelles formes d'investissement et de production. Il s'agit d'efforts pour favoriser la venue d'une alternative au système économique actuel qui contribue largement à produire la course aux armements, laquelle doit être comprise au-delà de ses seules manifestations militaires comme système se prêtant effectivement bien à la consolidation des rapports de pouvoir entre dirigeants/dirigés, dominants/dominés dans nos sociétés ainsi qu'au maintien structurel des dépendances économiques et des inégalités dans la redistribution des ressources et des richesses. L'importance grandissante accordée par le mouvement aux questions économiques découle d'une volonté de contrer la poursuite et l'approfondissement d'un tel mode de développement fondé sur la militarisation croissante de l'économie que l'on présente comme gage de prospérité. La santé économique (la croissance) pour de nombreux dirigeants économiques et politiques est considérée désormais plus que jamais tributaire des investissements militaires, à tel point que pour justifier cette militarisation, l'accent sur les bienfaits économiques prédomine par rapport aux discours classiques de légitimation invoquant les impératifs stratégiques de défense. A cela s'ajoute le discours quasi

incantatoire portant sur la création d'emplois et sur le dynamisme (ou la relance) économique qui est censé accompagner la multiplication de projets militaires de toutes sortes. En outre, pour tenter de dissuader et de dénigrer à l'avance toute opposition aux projets militaristes, on se tourne résolument vers l'utilisation du spectre de fermeture des installations militaires et en conséquence vers le chantage à l'emploi.

Pour contrer cette tendance à la militarisation accrue de l'économie, le mouvement de paix s'est d'abord attaqué au mythe des investissements militaires comme source de relance économique et de création d'emplois. Il s'est ainsi employé plus particulièrement à démontrer que dans la réalité et malgré l'énormité des investissements, les industries du secteur militaire non seulement ne créent plus d'emplois, mais que dans les faits ils en suppriment massivement. Pour le prouver, on s'appuie sur diverses études qui révèlent qu'en ce qui concerne les emplois (directs et indirects) créés par un investissement d'un milliard de dollars, les dépenses militaires créent toujours beaucoup moins d'emplois que dans le cas d'investissements civils¹². On renchérit avec une critique sévère de la faible productivité des dépenses militaires et des nombreux abus financiers de la part des fabricants d'armes tout en soulignant aussi que les politiques d'investissement militaire nourrissent l'inflation et l'endettement des pays, et représentent généralement une mauvaise utilisation et un gaspillage des ressources naturelles, financières et humaines. L'augmentation sans précédent en temps de paix des dépenses et budgets militaires durant les années 80 est aussi ciblée et mise en cause puisqu'elle se fait au détriment des budgets sociaux et entraîne un appauvrissement sans cesse croissant dans les pays du Tiers-Monde ainsi que dans les pays les plus riches où l'écart entre riches et pauvres de même que les dégâts sociaux s'étendent constamment. De tels arguments poussent à remettre en cause les postulats mêmes du système économique actuel où la croissance est posée comme finalité de l'activité économique. On réclame en conséquence le dépassement de ce "rationalisme économique" où l'on privilégie l'augmentation quantifiable et mesurable de produits marchands à la faveur de la promotion du développement qui implique plutôt un accroissement qualitatif du bien-être collectif.

Un élément important de la stratégie pour provoquer une telle mutation consiste à mettre en oeuvre une dynamique sociale et politique favorisant la création "d'emplois pour la paix" ainsi que l'engagement dans une voie de promotion de la reconversion économique, à commencer par la transformation des industries militaires en industries civiles adaptées aux milieux particuliers où elles se trouvent. A bien des égards, les initiatives examinées ci-dessus et de nombreuses autres encore contribuent à créer un contexte qui, s'il se généralisait, favoriserait un changement en profondeur, non seulement de l'économie mais aussi de la société. Les initiatives nouvelles du mouvement de paix ont donc une portée sociale et politique virtuelle mais elles doivent aussi, de toute évidence, s'élargir pour avoir un impact économique effectif. D'où l'importance accordée à la construction de liens originaux avec les syndicats et des groupements politiques plus établis mais progressistes. Sans de telles liaisons, les changements significatifs seraient difficiles à atteindre et le progrès dans une nouvelle voie, plus facile à contrecarrer. En effet, nulle alternative vers le désarmement et la paix n'est envisageable sans participation de ceux et celles qui agissent au niveau de la production.

Aussi important qu'il soit, un tel rapprochement avec des forces sociales bien établies pose un délicat problème que le mouvement de paix ne peut refuser d'aborder - il le sait bien - faute de quoi la situation resterait bloquée pour longtemps. Ce qui doit être remis en cause, c'est la raison d'être des organisations représentatives de ces groupes sociaux qui bien souvent ne prennent en compte que les intérêts de leurs bases sociales, s'organisent pour défendre leurs intérêts au sein du système et, de cette façon, finissent par accepter la logique du système dominant. Celle-ci est marquée par une dynamique sociale de rapports de forces entre groupes aux intérêts matériels contradictoires, ce qui fait que ce sont les contradictions d'intérêts qui déterminent largement les relations entre groupes sociaux et nations plutôt qu'une vision partagée de ce qui, en commun, pourrait et devrait être accompli pour amener la démilitarisation et la sécurité mondiale. Comme il n'est pas évident qu'une telle logique puisse changer d'elle-même, le mouvement, en la refusant, insiste plutôt sur l'engagement dans une voie plus utopiste au-delà des paramètres de la société industrielle militarisée. On propose ainsi d'agir pour

l'instauration d'un nouveau rapport à autrui qui implique que tout changement doit se fonder sur une rationalité différente offrant une nouvelle cohérence aux objectifs à atteindre et aux moyens à adopter pour produire une transformation du mode de développement économique et technique.

A partir d'un tel éclairage, il est possible d'examiner le sens et la nature d'initiatives et de débats en cours dans les milieux pacifistes et syndicaux concernant la reconversion économique. Bien qu'il y ait de part et d'autre un certain accord sur la nécessité de penser la reconversion, il reste que la divergence fondamentale entre être dans ou hors du système traverse l'ensemble des rapports de coopération entre ces mouvements. Elle est décelable notamment dans les campagnes en faveur des emplois pour la paix avec son slogan dichotomique "Des emplois, pas des bombes"; le mouvement syndical préférant la première partie, le mouvement pacifiste la seconde. En s'efforçant de réunir les deux composantes, le mouvement de paix a souvent mis en perspective la nécessité de dépasser la vision économiste en vue d'être attentif à ce qu'il ne s'agisse pas simplement de se remettre au travail sans qu'il y ait questionnement sur les fondements du travail lui-même, c'est-à-dire sur le type de productivité et de croissance qui est visé par telle structure et telle organisation du travail. Pour ce faire, on signale l'importance d'intégrer des variables non économiques difficiles à évaluer traditionnellement telles l'examen des utilités sociales (les finalités), des conséquences (les dégâts) et des choix de contenu de travail (les décideurs). Cette approche contribue à faire tourner le débat autour de la nécessité de produire autrement et de produire autre chose et est incarnée dans le slogan intégrateur "Désarmer pour développer autrement", utilisé fréquemment par le mouvement de paix pour stimuler la réflexion dans cette voie. Cette approche plus profonde consiste non seulement en un effort de proposer une solution différente aux problèmes de militarisation de l'économie mais comprend aussi une recherche de reconversion du mouvement ouvrier lui-même pour qu'il participe effectivement à l'effort collectif requis pour aboutir au changement de l'orientation générale que l'on donne au mode de développement économique. Comme autre élément pour convaincre les syndicats du bien-fondé d'une telle approche,

l'argumentation pacifiste souligne le fait que les syndicats qui, durant les années 60 et 70, ne défendaient que le droit au travail ont connu une chute d'effectifs et une perte d'influence puisqu'ils ne remettaient pas en cause les structures et les pouvoirs de la classe dirigeante et qu'en fin de compte, ils ne se penchaient pas assez ou pas du tout sur les finalités des formes dominantes de développement.

On souhaite ainsi secouer l'immobilisme intellectuel des syndicats et des partis politiques progressistes proches de ceux-ci en vue de leur participation à une lutte commune pour la démilitarisation de l'économie (de même que de la recherche scientifique et de l'éducation) et pour aussi favoriser une démarche convergente susceptible de conduire vers des changements profonds en matière de développement sociétal. Il serait même envisageable dans cette perspective que de telles liaisons entre anciens et nouveaux mouvements sociaux puissent avoir pour effet de favoriser la reconstitution d'une unité syndicale. Toutefois, une certaine inquiétude demeure qu'une vision trop corporatiste prenne le dessus, d'où la volonté du mouvement de paix de ne pas s'y limiter. Certains courants plus alternatifs prévoient que le monde syndical sera incapable d'aborder cette question fondamentale et préfèrent sans fermer la porte mettre l'accent sur l'approche tiers-mondiste et sur l'objectif général de promotion du rééquilibrage socio-économique entre pays industrialisés et pays mal-développés afin de favoriser la venue d'un nouveau type de développement qui affecterait de façon plus globale le Nord et le Sud de la planète (un Nouvel Internationalisme¹³). Aux yeux de plusieurs, une telle option "utopiste" peut paraître invraisemblable dans le monde actuel mais il n'en demeure pas moins qu'objectivement la périlleuse situation mondiale exige que tôt ou tard un changement de cap soit effectué. A bien des égards, le mouvement de paix, en tant que porteur de valeurs et de solidarités nouvelles, de principes et d'objectifs nouveaux, est de nos jours remarquable pour son rôle en tant qu'acteur central de cette réalité nouvelle et moderne qui cherche à se mettre en place et qui passe aussi par l'expansion de la démocratie industrielle et économique: de bas en haut.

2. Vers une réhabilitation du politique et de la démocratie.

Pendant plus d'une décennie le mouvement de paix s'est montré socialement débrouillard ainsi que très persistant dans ses efforts organisationnels et intellectuels de promotion et de recherche d'idées nouvelles pour favoriser l'engagement dans une voie de sortie d'un périlleux engrenage militariste vieux d'une quarantaine d'années. Qu'on veuille ou non l'admettre, il aura contribué à un important renversement de contexte, à l'apaisement des tensions Est/Ouest et à l'ouverture, avec les accords FNI, d'une nouvelle phase de détente qui représente probablement l'amorce d'une véritable politique mondiale de désarmement. Le 29 juin 1988, lors d'un discours à la session d'ouverture de la 7^e Convention pour le désarmement nucléaire en Europe à Lund (Suède)¹⁴, l'historien britannique E.P. Thompson évoquait succinctement l'impact du mouvement de paix comme suit:

"Notre rôle a été de modifier l'état de conscience général. Nous avons défini de manière nouvelle "le possible" avec lequel les politiciens doivent tenir compte. Nous avons été les premiers à écrire les scénarios d'une détente authentique qui maintenant ont été repris, parfois mot pour mot, par des dirigeants politiques qui n'ont que paroles abusives à notre égard."¹⁵

Par la même occasion, Thompson soulignait aussi comment en retour le nouveau climat politique international exerçait une influence sur le mouvement de paix et le poussait à se transformer. Depuis les accords FNI, on ressent de plus en plus l'importance pour le mouvement de ne pas rester figé dans une démarche défensive permanente de contestation. Une réorientation stratégique pour passer de la contestation à l'affirmation en résulte, le mouvement cherchant désormais à se donner les moyens d'atteindre des objectifs sociaux et politiques tangibles, au-delà d'initiatives marquées par une idéologie du refus d'une situation jugée dangereuse. Dès lors, il tend à passer à la contre-offensive pour se donner une capacité politique en visant plus directement des choix et des décisions politiques clé. Ce type de choix d'action pousse effectivement vers la transformation d'une lutte défensive en une action d'affrontement

avec les appareils de gestion technocratique-militaire où il y a une très nette fermeture opérationnelle de systèmes centralisés de prise de décision. Il s'agit en effet, à l'Ouest et à l'Est, d'une dynamique politique unidirectionnelle où il revient au décideur de décider en se guidant et en s'appuyant sur une rationalité technologique et une pensée stratégique qui échappent largement aux citoyens et aux sociétés civiles qui se trouvent ainsi placés dans une position d'impuissance politique à influencer les décisions militaristes que l'on impose malgré des manifestations publiques de tailles importantes. D'où ce besoin qui en découle de politisation au-delà de simples décisions techniques et par laquelle on vise en fait les moyens d'instaurer une intensification de la politique dans un monde marqué par une dépolitisation structurelle à grande échelle. Le mouvement de paix lance alors un nouveau défi fondamental dont l'objet est la repolitisation de la vie sociale, ce qui implique une redémocratisation de nos sociétés par un approfondissement de la démocratie de la vie politique qui doit aussi et surtout se déployer de plus en plus à l'échelle mondiale puisque de manière croissante les grands problèmes contemporains sont aussi de cet ordre.

Rappelons que la guerre (domaine de la force) constitue la face inverse de la politique; réclamer que l'on inverse la course aux armements, c'est alors aussi vouloir le politique (domaine du choix). Tout ce qui précède n'est peut-être donc au fond qu'une réhabilitation du politique, ce qui en soi constituerait déjà un véritable progrès. Mais ce nouvel engagement politique représente encore plus. Sans doute est-ce l'indispensable condition pour sortir de ce terrible âge de fer bipolaire. Mais n'est-il pas aussi la condition d'un nouveau départ dans la redéfinition des grandes orientations et des objectifs à donner dans nos sociétés au développement sociétal vu dans ses manifestations locales, régionales, nationales... ainsi que transnationales? Comme toujours la réponse définitive viendra avec le temps mais la nature du mouvement de paix et le sens de ses récentes initiatives politiques laissent voir qu'une telle interrogation n'est pas sans fondements. Et il demeure que l'importance centrale de ses actions post-FNI réside dans le fait de poser dans sa totalité le problème de la militarisation versus le désarmement comme problème politique majeur de notre époque.

Depuis une dizaine d'années, l'un des objectifs du mouvement de paix a été de dire que la "détente" a aussi une définition pacifiste (un niveau humain de détente) et non uniquement une définition militariste (un niveau plus technique de détente). Au-delà du discours, on cherche aujourd'hui plus activement les moyens d'instaurer cette nouvelle vision de détente et par la même occasion de travailler à refaire une démocratie sociale. C'est dans ce sens que la participation croissante des militants à l'intensification de la mise en cause de toute une gamme de politiques militaristes (locales, régionales, nationales et plus générales), tant au Canada qu'ailleurs, laisse entrevoir un vaste effort politique d'écartement de ceux qui aujourd'hui sont en position de définir et de produire un mode de développement militaro-industriel. L'objectif général à atteindre concerne aussi bien la réduction de l'influence exagérée des militaristes dans nos sociétés que l'élimination des causes potentielles de guerre, le renversement de la course aux armements, la fin du partage bipolaire de la guerre froide et au bout du compte la dissolution des institutions de la guerre froide.

Plusieurs initiatives récentes vont dans ce sens, telle l'augmentation générale du lobbying public auprès d'institutions responsables de la militarisation. L'objectif est d'encourager, en marge des accords FNI, à plus de vision et d'audace dans la prise de décision et dans l'application de mesures susceptibles de créer le climat de plus grande confiance qui est requis pour alimenter et faire aboutir un réel processus mondial de désarmement. Ni uniforme ni homogène, cette démarche est néanmoins marquée dans ses différentes manifestations par un même souci de vigilance face à des stratagèmes militaristes pour frustrer le nouvel espoir de réduction des armements par l'installation de nouveaux systèmes d'armes maritimes, aériens et terrestres. La nécessaire transition vers le désarmement et une paix durable ne saurait être faite si la communauté mondiale laissait libre cours aux militaristes de l'ordre ancien qui croient toujours en la supériorité militaire pour assurer la paix et qui prônent depuis quelques années l'adoption de politiques de compensation et de modernisation pour contourner les accords FNI. Cette version du *statu quo* privilégie notamment le développement et la mise en service en grand nombre de nouvelles armes tactiques navales telles les redoutables missiles

de croisière mer-sol que l'on installe discrètement (l'escalade invisible) sur les sous-marins et les navires de surface des grandes marines de guerre que l'on s'efforce fébrilement de rééquiper¹⁶. Cette approche préconise aussi un effort de modernisation de toute une gamme d'armes nucléaires tactiques aériennes, terrestres et inclut la mise en oeuvre d'une nouvelle génération d'armes "classiques", dites "intelligentes", c'est-à-dire très précises et puissantes. Une telle "modernisation" n'est donc qu'un euphémisme derrière lequel se cache la mise en place de systèmes d'armes d'une plus grande sophistication et précision qui accentuent la capacité offensive de première frappe, une initiative surtout (mais non exclusivement) occidentale qui de par son impact déstabilisateur tend à donner une nouvelle impulsion à la course aux armements. Celle-ci ne saurait être autre chose qu'une course à la modernisation qualitative des armes actuellement déployées en quantités phénoménales.

Depuis quelques années, l'escalade "invisible" sur et sous les océans préoccupe particulièrement diverses composantes nationales et régionales du mouvement de paix qui ont travaillé depuis 1982-1983 à la mise sur pied et au développement de deux importants réseaux pour contrer cette facette négligée de la militarisation: le Réseau de l'Atlantique du Nord et le Réseau du "Nuclear Free and Independant Pacific"¹⁷. Tout en visant aussi à être des "alliances alternatives", ces réseaux se sont donné comme tâche de penser et de développer une gamme d'initiatives par le bas qui auraient comme objectif avoué de faire augmenter sensiblement les coûts politiques associés à la poursuite de la militarisation envahissante des océans et de leurs bordures par les grandes puissances. Les activités entreprises indépendamment ou conjointement visent principalement trois niveaux d'actions: d'abord, les actions plus locales pour contrarier ou stopper des visites portuaires de navires de guerre et aussi pour bâtir l'opposition aux installations d'appui existantes ou projetées; ensuite, les initiatives plus nationales de luttes politiques en faveur de l'établissement de zones dénucléarisées ou démilitarisées ainsi que pour la promotion de la neutralité ou le non-alignement des pays; et finalement, la participation sur le plan international à la lutte contre l'interventionnisme des grandes puissances et pour que cessent les restrictions imposées à la souveraineté politique des pays par le biais de la militarisation. C'est aussi par

l'intermédiaire de ces réseaux que le thème de la militarisation des océans a aussi été repris récemment (1987-1988) par le mouvement de paix général, ce qui constitue un important facteur d'intensification de la pression politique plus globale pour contrer cette inquiétante tendance navale. Le retour en force de *Greenpeace* avec ses actions d'éclat et sa capacité documentaire étendue en ce domaine (les *Neptune Papers*)¹⁸ constitue aussi un élément important d'activation et de mise à l'avant de cette question. Il résulte de tout cela une poussée grandissante qui se développe à l'encontre de la militarisation navale qui désormais se heurte à d'importants obstacles. Dans le Pacifique Sud par exemple, la plupart des pays se sont déjà exprimés officiellement en faveur de l'établissement d'une vaste zone dénucléarisée (le traité de Rarotonga)¹⁹ et la Nouvelle-Zélande a déjà franchi le pas en interdisant le séjour dans ses eaux territoriales aux navires munis d'armes nucléaires, ce qui a eu pratiquement pour effet de remettre en question les fondements du Pacte de l'ANZUS (l'OTAN du Pacifique Sud réunissant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les USA). Même phénomène de l'autre côté du globe autour de l'Atlantique du Nord où l'idée d'une zone nordique et arctique dénucléarisée, démilitarisée et protégée écologiquement fait son chemin, et où on s'objecte de plus en plus aux visites portuaires de navires de guerre "nucléarisés", même jusqu'au point d'en faire le thème central, quasi référendaire, de l'élection danoise du 10 mai 1988, le tout au désarroi apparent de l'OTAN qui s'est alors vue contrainte de transférer une réunion du Comité de planification nucléaire de l'organisation de Copenhague à son siège de Bruxelles. En Amérique du Nord également, le questionnement sur le rôle des forces navales gagne du terrain, notamment aux Etats-Unis où l'on s'inquiète de plus en plus ouvertement de l'autonomie d'action de la "Navy" ainsi que des implications de la "Stratégie maritime avancée" que la marine militaire américaine cherche à mettre en oeuvre. Il en est de même au Canada où récemment une forte majorité de la population s'est rapidement objectée avec succès au projet d'acquisition de 10 à 12 sous-marins d'attaque nucléaire qui aurait pour résultat de réorienter fondamentalement et d'aligner selon une logique plus offensive la mission des forces navales canadiennes.

De tels développements, et d'autres encore, servent à mettre en évidence la montée de résistances populaires devant la volonté croissante d'occupation de territoires par les militaires, qu'il s'agisse d'océans, d'espaces aériens ou de vastes étendues de territoires terrestres que l'on s'approprie le plus souvent en invoquant avec insistance les impératifs de défense et de sécurité militaire qu'il faudrait assurer à tout prix. Ce genre de consommation d'espace à des fins militaires, à cause des proportions inquiétantes qu'elle prend, devient de plus en plus difficilement acceptable au point où désormais, des populations concernées ont tendance à refuser de rester passives devant les intrusions militaristes. Leurs interventions peuvent prendre des formes différentes, mais elles ont en commun de poser assez directement un défi politique fondamental par le biais d'un questionnement concernant le processus même d'élaboration des politiques d'occupation et d'utilisation de territoires par les forces militaires. En particulier, on s'interroge sur le type de procédure d'autorisation qui rend possibles les importants déploiements d'activités et d'installations militaires qui dans les faits font bien souvent peu de cas des répercussions sur les populations et les milieux naturels environnants. De là, on est vite amené à se pencher sur le type de droits dont disposent les habitants locaux devant l'acquisition de territoires pour des fins militaires, notamment par rapport aux "droits" des militaires. Ce questionnement et les réponses qu'il obtient amènent à constater les divergences de positions et d'intérêts ainsi qu'à saisir plus clairement la nature conflictuelle de ce qui est en jeu par rapport à la militarisation contemporaine.

Le processus d'identification des enjeux s'ouvre aussi sur une importante dimension de la vie sociale contemporaine, à savoir celle des particularismes culturels et des différences de modes de vie dans nos sociétés, le tout dans un contexte global où l'on voit s'affirmer un peu partout une vaste dynamique sociale de valorisation de la pluralité et des différents modes de vie. Essentiellement, cela conduit aussi vers un important débat de fond sur le choix des moyens pour défendre et faire avancer ce qui paraît être un important parti pris moderne pour la diversité et le pluralisme. S'agit-il, en l'occurrence, de toujours s'en remettre à un mode militarisé de défense au risque de tout perdre dans une logique contemporaine de guerres totales, ou s'agit-il plutôt de

favoriser le développement de modes de défense plus proprement politiques qui s'inscrivent dans une logique démocratique de respect et de confrontation d'idées différentes? Même si on ne peut leur répondre de façon absolue, ces interrogations ont néanmoins comme mérite de situer le sens profond de nombreuses actions locales et régionales de résistance à la militarisation. En privilégiant ces actions, le mouvement de paix s'efforce de mettre plus en évidence que la militarisation des territoires se fait au détriment des libertés et avec peu de considérations pour les particularités culturelles des populations touchées. Le militarisme et sa pression à la conformité poussent plutôt à s'aligner sur un mode particulier de développement et tend à écraser au passage des cultures entières. Nulle part est-ce aussi évident que lorsqu'il s'agit d'exploiter des territoires autochtones pour des fins militaires, comme dans le cas de gisements d'uranium au Canada, en Australie et aux Etats-Unis, ou pour s'assurer l'usage de bases militaires à l'étranger, par exemple, dans des îles du Pacifique (Tahiti, Fidji, Belau, Philippines... etc.), sur des sites en bordure de l'Arctique et de l'Atlantique du Nord... et aussi dans le Nord canadien, en particulier dans la péninsule du Québec-Labrador où l'on multiplie sur territoire Innu des exercices de vols à basse altitude avec en perspective la création d'une base permanente de l'OTAN. Puisque tout cela s'impose à toutes fins utiles comme fait accompli, souvent sans respecter les droits ancestraux et en faisant fi de la démocratie, ce militarisme étendu est de plus en plus combattu au nom du respect des droits des peuples et de leurs revendications culturelles d'autonomie. On s'efforce aussi de démontrer plus largement la nécessité de ne pas accepter l'érosion de démocratie qu'implique le non-respect militaire de tels droits et aspirations car il se pourrait que ce qui se passe en régions éloignées puisse s'étendre pour affecter également des régions plus centrales et leurs populations. Il en résulterait des pressions de nature à annuler des velléités et des initiatives de changement qui cherchent à se répandre dans nos sociétés. Ce type de contraintes tend à paralyser la capacité de renouvellement et de progrès de toute société, une capacité qui est pourtant requise pour faire face aux nombreux défis de l'avenir. En dévoilant ainsi le caractère négatif des blocages de la voie militariste, on s'efforce notamment de faire comprendre que c'est dans la richesse de la diversité et non dans la pauvreté de l'uniformité que l'on puisera les

idées et les énergies nouvelles qui sont requises pour avancer dans une voie porteuse d'un monde meilleur.

3. Modernisation institutionnelle

Sur un autre plan général, les programmes de modernisation stratégique des armements sont eux aussi de plus en plus l'objet de critiques politiques qui passent principalement par des demandes d'actions constructives et positives au niveau des budgets gouvernementaux. Depuis des années, les pacifistes ont dénoncé avec véhémence l'énormité des dépenses militaires qui d'années en années engloutissent une masse considérable et croissante des ressources financières publiques des pays impliqués dans la course mondiale vers le surarmement. D'abord révélateur de la démesure et du fardeau social de ces dépenses excessives qui mondialement s'élèvent à plusieurs centaines de milliards de dollars par année (1000 milliards en dollars canadiens pour l'année 1989), le mouvement de paix se tourne davantage de nos jours vers la promotion de la réduction générale des budgets militaires afin d'en dégager les indispensables ressources requises pour s'attaquer sans tarder aux problèmes contemporains des conditions et de la qualité de vie qui se dégradent en même temps que notre environnement mondial.

Dans cette optique, il est d'abord important d'amener le plus grand nombre de personnes à saisir qu'il faut au préalable retrouver l'équilibre plus humain et plus raisonné dont le monde a besoin et à partir duquel il serait possible de travailler à solutionner les nombreux problèmes communs qui débordent les Etats-nations et se font sentir au niveau mondial. Selon le mouvement de paix, il faut pour cela reconnaître que ce sont tous les pays de la planète qui sont involontairement touchés par ces importants problèmes globaux qui en plus ne peuvent être résolus sur une base nationale. Dès lors, il devient possible de concevoir qu'il s'agit de problèmes de civilisation et qu'en réalité ce ne sera qu'en changeant audacieusement, chacun chez soi et tous ensemble, le sens de plusieurs démarches politiques et sociales que l'on pourra éviter de subir de plein fouet toute une gamme de catastrophes possibles dont certaines sont déjà

enclenchées alors que d'autres pointent à l'horizon (menaces écologiques, risques de guerre totale et d'effondrements des systèmes sociaux, économie mondiale injuste et intolérable...).

Le mouvement de paix cherche à mettre de l'avant une telle perspective de globalisation des problèmes car il est alors plus facile de concevoir que le défi fondamental de l'heure n'est pas de prôner la vigilance militaire et l'adoption de nouveaux programmes coûteux d'armements mais de participer, dans un monde de plus grande interdépendance, au développement d'une coopération constructive entre l'Est et l'Ouest et d'un rééquilibrage des relations entre le Nord et le Sud. Selon le mouvement, ce processus d'amélioration du climat politique mondial peut et doit être encouragé par des réductions des forces militaires, par des réductions dans les budgets militaires et par l'utilisation des ressources financières ainsi libérées à des fins plus utiles et nécessaires. Cette voie est aussi potentiellement porteuse d'avantages mutuels pour l'ensemble des pays puisqu'elle s'ouvre sur des relations de sécurité et des ententes politiques qui sont moins dangereuses, moins coûteuses et qui réduisent les possibilités de rivalités et de confrontations militaires pour l'avenir.

A partir d'une nouvelle vision d'ensemble dont on ne peut plus se passer, on doit aussi développer une série d'actions concrètes susceptibles de provoquer l'important virage requis pour assurer la vaste coopération transfrontière qui devient elle aussi si indispensable de nos jours. Durant les années 80, le mouvement de paix a agi avec ses multiples initiatives indépendantes de manière à amorcer à la base de la société un tel processus et a, en quelques sorte, joué un rôle d'éclaireur dans cette voie. Mais ce qui fait encore défaut, c'est la relative absence ou la grande carence d'initiatives majeures concrètes des gouvernements. Il est déjà possible d'apercevoir des indices de changements à venir, comme par exemple les travaux importants de la *Commission mondiale des Nations-Unies sur l'environnement et le développement* (CMED) et son fameux rapport Brundtland²⁰, mais la traduction en gestes politiques concrets se heurte à des obstacles institutionnels et tarde à se matérialiser autrement qu'en paroles et en tentatives de concertations. On doit néanmoins

relever qu'avec ce rapport, il s'opère une fracture majeure et significative au sein de l'ONU, fracture dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences entre une tendance plus ancienne bloquée par une fixation économiste (représentée par la Banque mondiale et le Fond monétaire international) et une tendance plus moderne dont l'ouverture se fait par le chemin du développement viable (les tenants du rapport Brundtland).

Mais à l'aube des années 90, les vents de changement et ses contretemps viennent, parfois de manière surprenante, de là où l'on s'y attendait le moins. En effet, c'est de l'Est et particulièrement de l'URSS que proviennent d'importantes propositions et des initiatives audacieuses en matière de relations internationales, alors qu'à l'Ouest et surtout aux USA, où la résistance au changement l'emporte temporairement, elles ne sont reçues qu'avec conservatisme et un scepticisme officiel désuet et inquiétant. La nouvelle détente que cherche l'URSS, son intérêt de plus en plus évident pour le désarmement et pour un nouvel ordre de paix en Europe et en Asie, constituent un revirement politique majeur qui offre une occasion unique à saisir. A partir de ce revirement, un progrès considérable pourrait être fait vers la solution de quelques problèmes communs.

Comme le problème de la militarisation et de la sécurité se situe de bien des manières au coeur de tous les problèmes, il n'est pas étonnant de voir la montée d'une opposition contre d'écrasantes charges militaires. Selon le mouvement de paix qui l'encourage et qui marque des points, il est de toute première importance d'aborder de front la question de la réduction de ces charges d'autant plus qu'il s'agit d'un poste budgétaire des plus considérable, largement hors de contrôle démocratique et où les fonds publics sont relativement mal dépensés en regard des problèmes non militaires qui menacent véritablement la sécurité des peuples sous divers aspects. Pas question alors d'accepter de suivre la voie tracée par le gouvernement américain qui devant l'énormité de ses dépenses militaires sur le plan mondial cherche à organiser la redistribution de ces dépenses parmi ses pays alliés, d'où l'initiative en 1987-1988 de définir une politique dite de "burdensharing". Sans grand succès toutefois car soumis aux mêmes contraintes politiques et budgétaires, ses alliés doivent

eux aussi se résoudre à opérer des réductions de dépenses militaires. C'est dans ce nouveau contexte auquel le mouvement de paix n'est pas étranger que se manifeste une des nouvelles tâches politiques qu'il a entreprise: sensibiliser la population et les politiciens aux nombreuses possibilités offertes à nos sociétés par un revirement politique des priorités en matière de dépenses publiques en Occident et ailleurs. Cette action est d'autant plus nécessaire que généralement les milieux officiels perçoivent négativement l'obligation de réduire l'enveloppe budgétaire militaire. Les diminutions ne sont le plus souvent acceptées qu'à contrecoeur et publiquement présentées comme restrictions temporaires et étalement dans le temps de certains programmes. Une telle attitude est dénoncée par le mouvement comme tout à fait dépassée et inacceptable pour trois raisons. D'abord, parce qu'elle mène éventuellement à des coûts de production encore plus élevés pour chacun des programmes militaires touchés, ensuite parce qu'elle ne fait que reporter à plus tard la solution véritable de ces problèmes et finalement parce qu'elle risque de faire manquer une occasion historique d'en finir avec la guerre froide. Le mouvement défend en échange l'option plus positive de repenser une stratégie globale pour aller au-delà d'un ralentissement de la progression des dépenses militaires vers une réaffectation des ressources financières (et humaines et techniques) à d'autres fins plus adaptées à la réalité des exigences contemporaines. Et pour cela, on insiste aussi sur la nécessité d'aller au-delà des faux débats conservateurs sur les déficits budgétaires et les limites qu'ils imposent à de nouvelles dépenses et de nouveaux programmes. Le mouvement de paix s'efforce ainsi de situer le débat sur un terrain inaccoutumé: non pas celui de la modernisation militaire mais plutôt celui de la modernisation économique et sociale qui s'impose dans nos sociétés.

Un examen attentif amène à constater un déficit important sur le plan des investissements publics urgents, principalement en matière de réfection et de développement des infrastructures physiques et sociales qui sont pourtant indispensables au bon fonctionnement de toute société. Les parties impliquées en sont conscientes et ne cessent de réclamer séparément un plus grand engagement de fonds publics dans de vastes projets de rééquipement et de modernisation d'installations diverses. La

Fédération des municipalités canadiennes (FMC) peut ici servir d'illustration de cette dynamique. Devant une détérioration rapide des équipements municipaux à travers le pays, la FMC demande depuis 1984 au gouvernement fédéral de piloter un programme d'investissement de l'ordre de 15 milliards de dollars pour l'amélioration générale des systèmes d'eaux et d'égouts, de routes, de traitement des ordures... ce qui permettrait à Ottawa de créer 300 000 nouveaux emplois, de dynamiser les économies locales et, en bout de ligne, de percevoir des milliards en taxes supplémentaires²¹. Ses priorités étant ailleurs, Ottawa s'y refuse, ce qui incite la FMC à adopter des positions critiques vis-à-vis de certains projets fédéraux, notamment le plan d'achat de sous-marins d'attaque nucléaire dont la facture s'élèverait au montant que réclame la FMC. On peut imaginer pareil scénario dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des affaires sociales, ... etc, mais là n'est pas l'essentiel. Il faut plutôt envisager le débat politique entourant ces questions comme une indication des limites et des faiblesses de l'approche sectorielle en l'absence d'un plan d'ensemble partagé. Une telle vision de l'avenir doit être développée en tenant compte de ce que les améliorations qui s'imposent un peu partout doivent aussi être conçues et réalisées à la lumière des priorités d'aujourd'hui de plus en plus définies par un contexte international de globalisation des problèmes, d'interdépendance accrue ainsi que de responsabilité commune quant aux solutions à apporter. Désormais, on ne peut plus faire l'économie d'une telle approche globale de collaboration; l'engagement inévitable dans cette voie marque la sortie attendue de l'ère de l'après-guerre mondiale et surtout l'entrée dans une nouvelle ère de plus grande coopération dont le contenu reste à définir concrètement. Comme on doit s'y attendre, le cheminement que cela implique ne se fera pas sans heurts, ni sans de nombreux débats et conflits de perspective.

Comme il se doit, il faut compter sur la participation du mouvement de paix dans ce processus de questionnement sociétal. Plusieurs au sein du mouvement estiment d'ailleurs que l'actuelle période de changement représente un important moment d'opportunités transformatives pour nos sociétés qu'il ne faut surtout pas manquer d'influencer de manière autonome. Pour cela, on estime qu'il est important de continuer d'agir

indépendamment des structures politiques établies afin d'étendre les horizons de l'imagination politique, de susciter davantage de réponses créatrices par le bas et d'augmenter de manière générale la démocratisation dans un monde de structures et de connexions globales. La volonté de développer une action sociale politiquement mieux définie se double aussi d'un effort de faire une synthèse des différentes approches et tendances du mouvement que l'on tente d'ailleurs d'articuler et d'intégrer dans une philosophie de la société qui puisse expliquer adéquatement le sens des grands enjeux entourant les questions de désarmement, de paix et de sécurité. L'important travail de production intellectuelle et conceptuelle que cela implique a été très fécond durant les années 80 et se poursuit toujours, tant au niveau général que concret.

D'abord, au niveau général, ce processus d'analyse réflexive concerne la reconstruction de valeurs, de communautés, de participations politiques qui s'adressent davantage aux questions et aux forces globales d'aujourd'hui. Dans cette perspective, qui est aussi celle du *Committee for a Just World Peace*²², la paix ne peut plus être que la simple absence de guerre; elle se doit d'être une paix mondiale non-violente, juste et équitable pour tous. Cela n'est possible que s'il y a réarticulation dans un cadre politique non élitiste des concepts de paix et de développement, d'où l'analyse approfondie de la portée des pratiques novatrices et des relations entre les différents nouveaux mouvements sociaux qui agissent de nos jours pour le changement social et politique²³. En cherchant ainsi à réunir théorie et pratique, on vise à centrer l'attention sur l'effort de changement social qui est au coeur du mouvement de paix ainsi qu'à augmenter sensiblement la prise de conscience du travail politique cohérent requis pour déterminer collectivement et de manière réelle les conditions dans lesquelles la vie sociale et personnelle est produite.

Cette démarche plus large conduit ensuite à la formulation d'objectifs plus précis à atteindre, notamment en ce qui concerne les orientations budgétaires contemporaines de nos gouvernements car elles sont après tout le reflet de nos priorités en tant que sociétés puisqu'elles indiquent les engagements et les besoins que "collectivement" nous estimons les plus urgents. Vouloir continuer dans le contexte d'aujourd'hui à dépenser

autant de ressources dans le militaire en négligeant les bases économiques, sociales et écologiques de nos sociétés relève d'une forme malheureusement trop répandue, voire institutionnalisée, d'imprévoyance, d'irresponsabilité et d'irrationalité. C'est pourquoi les mouvements de paix réclament de plus en plus fermement et publiquement de leurs gouvernements nationaux d'importantes remises en ordre des priorités budgétaires de manière à tenir compte des exigences d'aujourd'hui au nombre desquelles figurent l'écologie et le développement viable, l'éducation, la santé, la sécurité sociale, les infrastructures publiques, la recherche et le développement civil, le paiement de la dette, etc. On souhaite ainsi provoquer autour de ces questions les importants débats publics qui sont requis pour amener une réorientation des attitudes politiques et des priorités budgétaires. On s'efforce aussi pour cela de confronter les options divergentes de manière à démontrer largement les avantages et les défis qu'il y aurait à s'engager dans une voie alternative de coopération avec comme objectif la construction d'un modèle ouvert de "vrai" développement qui se doit d'être pacifique, équitable et commun à tous. Et sur le fond, on tente ainsi de faire comprendre que les sociétés modernes ne peuvent se développer qu'en se transformant radicalement.

Un bon exemple de ce point de vue rénovateur se trouve dans la déclaration de principe et la prise de position publique (lancée le 28 février 1989) de 13 personnalités américaines proches des nouveaux mouvements sociaux, du mouvement de paix en particulier, où l'on propose un exposé assez détaillé et complet de ce que devraient être les véritables défis d'avenir pour les Etats-Unis dans la nouvelle ère mondiale²⁴. Comme la remise en ordre des priorités politiques américaines que l'on y propose ne manquerait pas d'avoir des impacts sur des initiatives similaires dans d'autres pays ainsi que plus généralement sur le plan mondial, il est utile d'examiner succinctement les trois axes complémentaires de ce plan de rénovation politique, d'autant plus que ce qu'il contient pourrait annoncer des choses à venir.

On y propose en premier lieu d'entamer une restructuration majeure sur dix années des forces militaires américaines principalement avec l'objectif de passer d'une attitude offensive et provocatrice coûteuse à une

attitude défensive et dissuasive moins coûteuse. Ce scénario inclut la réduction des engagements américains en Europe et en Asie du Sud-Est ainsi qu'une diminution du rôle de gendarme maritime planétaire que se sont donné les Etats-Unis. De plus, on vise un renforcement général des efforts internationaux de maintien de la paix par le biais de l'ONU qui verrait ses fonctions de sécurité prendre de plus en plus d'ampleur et d'importance. On estime ainsi qu'il est mieux d'engager des ressources financières en ce sens que de continuer de nourrir une dynamique militariste provocatrice qui à long terme sert mal les intérêts nationaux et internationaux.

Deuxièmement, comme les ressources financières ainsi libérées seraient insuffisantes pour résoudre l'étendue des problèmes contemporains, on avance qu'il faudrait aussi procéder à une révision en profondeur du système de taxation de manière à mobiliser les fonds requis tout en corrigeant les injustices et les inégalités du système actuel. Il s'agit surtout de rétablir le principe de la progressivité de la taxation, notamment en taxant la consommation de luxe, le transfert d'actions, la spéculation abusive et inutile ainsi que l'utilisation non productive de la richesse et en éliminant ou en réduisant toute une gamme de déductions et d'échappatoires fiscales superflues qui profitent surtout aux plus fortunés et aux corporations. Généralement, dans une perspective de développement viable, on considère que le système de taxation devrait être repensé en vue d'introduire d'importantes mesures destinées à encourager les investissements conséquents à plus long terme.

En troisième lieu, comme la solution n'est pas uniquement une question d'argent, on estime nécessaire de développer un système démocratique de planification stratégique à long terme plutôt que de continuer à se fier à un mode de gestion bureaucratique et de réactions *ad hoc* qui souvent est à la source de bien des erreurs et problèmes que nous subissons actuellement. Corriger ceci et trouver la légitimité requise pour la planification qui s'impose requiert, selon ce plan, rien de moins qu'un processus ouvert et public par lequel on établit les priorités nationales, on révisé périodiquement ces objectifs et on détermine la distribution en conséquence des ressources. Il ne peut plus être question

d'accepter l'absence de tels mécanismes démocratiques surtout que par défaut la société américaine a, selon le National Security Act de 1947, largement confié la planification stratégique au Pentagone et au complexe militaro-industriel, notamment par le biais du National Security Council. On considère que la réorganisation requise pour faire face aux défis de l'époque passe aussi par l'adoption d'une nouvelle loi et par la formation d'un nouveau Conseil consultatif présidentiel élargi où pourrait être développé plus loyalement les grandes lignes d'un programme de revitalisation économique et environnementale.

Ce plan est peut être loin d'être la panacée pour tous les problèmes de notre époque mais il a néanmoins le mérite de montrer l'importante rénovation d'ordre politique qui est requise en vue de remettre à jour des institutions élaborées dans d'autres conditions et vouées à d'autres fins. Il montre aussi que les initiatives par le bas du mouvement de paix doivent aussi trouver écho dans des réformes démocratiques par en haut pour qu'un réel changement puisse avoir lieu. Il aide ainsi à rappeler que les initiatives, les revendications et les conflits dans nos sociétés ne sont pas une fin en soi; ils doivent un jour arriver à être transformés en lois sociales et en règles institutionnelles. Et dès lors, des plans de ce type permettent aussi aux mouvements sociaux de mieux saisir la portée historique des gestes que l'on pose. Le fait d'insister sur le développement de la démocratie ouverte et participative est aussi de toute première importance. Non seulement s'oppose-t-on à la fâcheuse tendance actuelle de centralisation des pouvoirs mais on met aussi l'accent sur la nécessité d'intervenir à la fois par le haut et par le bas afin de construire les mécanismes institutionnels de représentation et de libre expression d'idées. De nos jours, ils font gravement défaut, ce qui n'aide en rien au déblocage de nos sociétés et à la mise en place d'un cadre politique transnational pour la résolution des problèmes contemporains et pour la défense des intérêts humains.

Ces graves insuffisances ainsi que l'immobilisme des gouvernements devant l'évidence des défis d'aujourd'hui sont d'ailleurs la cible privilégiée d'initiatives sociales qui tout particulièrement expriment la perte de confiance dans les mécanismes gouvernementaux existants et contestent

en fin de compte la légitimité des gouvernements eux-mêmes. En effet, depuis une quinzaine d'années, plusieurs *tribunaux du peuple* et nombre de *conférences alternatives* et *contre-sommets*²⁵ ont été organisés par des rassemblements de groupes variés pour coïncider avec d'importantes activités politiques internationales, par exemple les Sommets économiques annuels du Groupe des Sept. Par des actions de ce genre, et d'autres encore, on fait état publiquement de réactions négatives par rapport à la conduite des affaires de ce monde que l'on juge irresponsable, voire criminelle, puisqu'elle se fait largement au mépris des droits humains, de l'environnement, de la paix et du développement des peuples. De telles activités militantes ont toujours un caractère international-transnational, et sont vues et présentées comme des actions de solidarité et des pratiques d'une nouvelle responsabilité éthique civile²⁶. Bien au-delà de la seule dénonciation, on s'efforce de traduire en pratiques civiles concrètes la nécessité d'agir de manière autonome pour résister à l'emprise croissante d'un modèle d'organisation sociale de type militaire et autoritaire ainsi que pour contribuer à rétablir un contrôle démocratique du changement dans nos sociétés. La route peut paraître longue mais déjà le débat politique rejoint le débat éthique autour de la nécessité d'une plus grande maîtrise collective du monde d'aujourd'hui et d'une gestion responsable de celui de demain. Le fait que les initiatives militantes, petites et grandes, augmentent en fréquence et que d'importants plans politiques prennent formes indique bien que pour un nombre de plus en plus grand de personnes dans nos sociétés, lorsque l'on envisage la "modernisation", il s'agit avant tout de voir à ce que les institutions présentes soient transformées en vue d'être amenées à pouvoir identifier et résoudre les problèmes modernes.

4. Sécurité et responsabilité communes

Au fur et à mesure que de telles idées auront fait leur chemin dans la conscience des gens, il sera possible de mesurer concrètement l'ampleur des transformations réalisables sur le plan politique. Mais sans avoir à attendre la conclusion de ce processus, il est déjà possible de constater le développement opportun d'un nouveau cadre de référence qui non

seulement vise plus globalement l'ensemble de la notion de la sécurité mais aussi propose une vision alternative en matière de désarmement et de sécurité internationale. Rappelons pour contraster que le concept traditionnel de sécurité (liée à la préservation de l'Etat) voulait qu'elle repose presque exclusivement sur l'état de préparation militaire, d'où la folle et menaçante course entre blocs militarisés vers le surarmement et la militarisation générale croissante à l'échelle de la planète ainsi que l'état explosif du monde pendant de trop nombreuses années. Grâce en grande partie aux oppositions et aux initiatives par le bas des mouvements de paix et plus récemment grâce aussi aux initiatives par en haut de la génération Gorbatchev en URSS, le climat international tendu de confrontations étatiques s'est quelque peu apaisé. Et depuis peu, on cherche ici et là à consolider et à renforcer la tendance en ce sens, notamment par la recherche d'une sécurité plus globale dans le désarmement, une démarche qui de plus en plus passe par des efforts conjugués de mise sur pied d'un régime international élargi de sécurité partagée où est enfin reconnu l'intérêt commun et la réciprocité des pays par rapport à l'établissement de leur sécurité respective. En soi, un tel changement de perspective que provoque la volonté de réunir des différences autour d'une nouvelle conception de la sécurité, dite de "sécurité commune", démontre à quel point la notion de sécurité a évolué durant les années 80 vers une conception plus positive. Désormais, on commence à penser en fonction de la réduction des armements pour accroître la sécurité, ce qui éventuellement amène à envisager que l'objectif de renversement de la course aux armements pourrait un jour constituer la base d'un nouvel arrangement de sécurité internationale et aussi devenir partie intégrante des politiques et des systèmes de défense.

Sur le fond, cette possibilité représente fort probablement l'amorce d'un virage historique de très grande ampleur dont on n'a pas fini d'imaginer ni de mesurer les conséquences. Pour mieux en cerner la dynamique et la progression, on peut faire un bref retour en arrière sur les travaux de la *Commission indépendante de l'ONU sur le désarmement et les questions de sécurité* (présidé par Olof Palme, alors premier ministre de la Suède) et surtout au rapport publié en 1982 intitulé Common Security: A Programme for Disarmament (Londres, Pan Books). On y

développe la thèse suivante: la course aux armements, les rivalités militaires, les conflits et les guerres arrivent le plus souvent parce que les pays se sentent menacés, s'organisent militairement pour parer aux menaces, deviennent ainsi menaçants pour d'autres pays qui en retour font de même, ce qui crée de nouvelles tensions, de nouveaux efforts militaires et ainsi de suite. Non seulement l'insécurité l'emporte sur la sécurité mais cette escalade produit à l'ère nucléaire une situation des plus dangereuses pour l'humanité entière. Sortir de cette impasse stratégique et politique réclame, selon le rapport Palme, rien de moins que l'adoption d'une nouvelle philosophie de la sécurité qui tienne compte du fait que nul pays ne peut atteindre une sécurité véritable par soi-même. Cette interdépendance exige que chaque pays apporte sa coopération à la mise en oeuvre d'actions concertées qui visent à réduire localement et globalement les menaces perçues par les autres, sans quoi l'indispensable confiance mutuelle entre pays ne pourra être rebâtie. Les pays doivent donc s'entendre pour se montrer rassurants réciproquement en choisissant des politiques défensives et des systèmes de défense non offensifs et non provocants. La modération mutuelle doit aussi amener à refuser l'usage de son territoire pour provoquer ou pour servir de site à des activités militaires de nature offensive (accueil de missiles, vols à basse altitude, participation au programme de "guerre des étoiles", etc...). L'idée générale de la sécurité en commun démontre qu'il y a d'autres possibilités mais surtout elle porte le débat au-delà de simples considérations de "sécurité collective" des pactes militaires et encourage à contourner de stériles débats idéologiques quant à savoir s'il vaut mieux être "dans" ou "hors" des alliances militaires.

Une place centrale est également donnée au concept de sécurité en commun dans les travaux de l'importante *Commission mondiale sur l'environnement et le développement* (CMED) qui ont débuté en 1983 et qui ont conduit au très fameux rapport Brundtland: *Our Common Future* (1987), *Notre avenir à tous* (1988)²⁰. Il n'y a pas, selon ce rapport, que des questions de sécurité militaire; il y a surtout de nos jours un besoin pressant de tout mettre en oeuvre pour assurer la sécurité écologique commune de la planète. Si rien n'est fait d'ici 50 ans, affirme la CMED, sa survie est en grand péril. Cette situation périlleuse est le résultat

d'une conception dépassée du développement. Fondée sur une idée de domination de la nature, elle est responsable d'une exploitation sans bornes de l'environnement jusqu'à l'actuelle globalisation des menaces écologiques. Pour faire face à ce danger, il faut substituer à cette conception un concept de développement viable qui insiste sur le maintien de l'intégrité du milieu naturel comme base fondamentale du développement économique et social d'aujourd'hui et à venir. De plus, pour rétablir l'écologie planétaire, un important revirement collectif au plan mondial doit aussi être opéré, ce qui nécessite non seulement une très large coopération de la communauté mondiale mais ne peut se faire sans injections importantes de ressources financières qui, estime la CMED, doivent venir en grande partie des budgets militaires. Ceux-ci devraient en conséquence être transférés progressivement aux budgets destinés à l'environnement et à la mise en place de stratégies de développement viable.

Ces deux rapports, ainsi que le rapport Brandt avant eux²⁷, ont donc en commun de situer l'analyse au niveau de l'intérêt de la planète et en fonction de la responsabilité globale du développement économique et social. La nouvelle conception de sécurité en commun se développe de ce point de vue avec pour but évident le dépassement du concept classique de sécurité qui concerne surtout le maintien et la défense des Etats-nations. Historiquement, cette notion repose sur la prédominance d'une approche politique polarisée qui accentue les différences entre les divers groupements humains, une manière d'agir qui a certes eu son importance dans la formation et le maintien des Etats-nations modernes. Mais de nos jours, elle constitue davantage une menace qu'un atout pour l'avenir à mesure que l'on constate l'ampleur et la convergence de quatre grandes crises sociétales contemporaines: dégradation de notre environnement biophysique, puissance militaire extraordinairement destructive, grandes inégalités de développement et croissance démographique mondiale galopante. Leurs effets peuvent se combiner avec des formes plus classiques de conflits qui pourraient alors s'élargir et s'aggraver dramatiquement. Désormais, cette menaçante possibilité oblige à une modification de nos comportements politiques afin de pouvoir répondre à ces dangers de manière collective et coopérative. On doit apprendre

à comprendre que le succès de politiques nationales sont de plus en plus tributaires de la situation internationale qui doit être améliorée.

Mais un constat n'est pas à lui seule suffisant pour provoquer un tel changement politique fondamental. D'où l'importance d'ajouter à ce constat une interrogation pratique composée de questions du genre qui ont précédé et accompagné le développement du mouvement de paix durant les années 80 et dont voici quelques exemples. Comment hâter la transition vers des comportements de responsabilité commune? Comment s'assurer notamment que des analyses et des recommandations comme celles des rapports Brandt, Palme et Brundtland ne représenteront pas que des espoirs ainsi que quelques plaidoyers de plus pour que les nations (et leurs dirigeants politiques) changent les normes qui aujourd'hui les mènent à des comportements d'affrontement? Doit-on s'attendre à un changement de cap qui provienne de l'intérieur même du système à changer ou bien l'impulsion principale viendra-t-elle plutôt de l'extérieur?

La réponse du mouvement de paix est profonde car son développement et sa nature même témoignent concrètement de l'épuisement du système des Etats-nations. Au coeur de ses revendications et de ses actions multiples se trouve un même désaveu de la prédominance politique de structures étatiques mal outillées face aux problèmes modernes ainsi qu'une préoccupation centrale pour le développement de l'autonomie d'action de la société civile, vue comme prise en charge par le bas. Comme l'enjeu est davantage la préservation de la vie sur la planète que la préservation de l'Etat comme ce fut le cas auparavant, il est alors plus facile de saisir qu'il s'agit de l'affaire de tous et de toutes et non seulement d'une affaire d'Etat. La population ne peut donc être tenue à l'écart et par conséquent un nouveau rapport entre société civile et Etat est requis pour assurer socialement et politiquement la production d'un avenir sûr pour tous. Selon le mouvement, le facteur clé de cet ajustement réside dans la promotion de l'autonomie d'action de la société civile, c'est-à-dire dans le développement d'une capacité d'implication et de participation des citoyens, tant dans la définition et la production d'un nouvel arrangement global de sécurité que dans l'organisation concrète des conditions de vie plus locales. Le rôle de l'Etat n'est pas pour autant

inexistant, loin de là! De par sa prépondérance, il peut toujours agir pour entraver le processus de participation ou au contraire décider de l'assister et de l'encourager, notamment en favorisant le développement de nouveaux mécanismes politiques propres à une démocratie participative (accès à l'information, débats politiques, participation aux décisions, référendums, etc...). En réalité, les réponses officielles pourront servir comme autant d'indices du choix de cultiver ou non dans nos sociétés l'indispensable sens des responsabilités sociales et politiques. Elles pourront par ailleurs servir d'utiles points de repère quant aux véritables intentions étatiques de sortir ou non du jeu guerrier et mortel des Etats-nations.

De toute évidence, il revient aussi aux Etats de se responsabiliser et de se transformer pour mieux répondre aux exigences d'aujourd'hui. Cependant, dans l'état actuel des choses, il est irréaliste de croire que les gouvernements se changeront d'eux-mêmes. Il ne peut donc être question d'attendre car non seulement rien n'est assuré mais aussi beaucoup reste à accomplir pour remplacer un ordre politique par un ordre humain. D'où ce besoin ressenti par le mouvement de paix de forcer politiquement la question de la responsabilité partagée en centrant l'attention sur des pratiques étatiques discutables et de peu d'utilité qui risquent en se poursuivant de compromettre sérieusement le passage vers des engagements communs pour résoudre sans affrontements (mais non sans conflits de perspective) les graves crises de notre époque. Des initiatives politiques importantes du mouvement ont donc été conçues avec le double objectif de montrer le caractère obscur, peu constructif de certaines démarches officielles, et de susciter de la controverse en révélant autant que possible le décalage (ou la contradiction) entre les apparences et les réalités sociales. On cherche ainsi à miner la crédibilité et la légitimité d'instances officielles responsables, tout en plaçant publiquement les appareils d'Etat devant leurs propres responsabilités de transformation.

La valorisation de la participation civile s'est ainsi doublée d'une lutte politique pour démontrer le ridicule des soupçons que l'on fait officiellement peser et que divers milieux institutionnels entretiennent à l'égard des initiatives provenant de la société civile. Ce type étroit de méfiance

concerne particulièrement les campagnes de dénigrement des pacifistes qui, à l'Ouest comme à l'Est, ont souvent été présentés comme de simples gêneurs incapables de saisir les complexités des relations internationales et inter-étatiques, ou encore, comme d'irresponsables citoyens manipulés par des forces extérieures ennemies, la thèse des "dupes de Moscou" ou celle des "agents de Washington". La surveillance policière et les autres formes de harcèlements officiels ont de plus cherché à dissuader de nombreuses initiatives civiles tout en produisant une image résiduelle d'activités subversives qui pouvait toujours servir pour freiner la progression générale des idées néo-pacifistes. A leur tour, ces agissements officiels ont été abondamment critiqués par le mouvement de paix sur les places publiques et identifiés comme autant de signes d'attitudes rétrogrades et peu propices au changement. On s'est appliqué à démontrer que s'il y avait irresponsabilité, elle était davantage du côté officiel car le choix de cultiver ainsi la méfiance ne visait qu'à perpétuer une représentation simpliste et manichéenne de la vie sociale et politique, tant sur le plan national qu'international. Le mouvement de paix s'est donc fait l'avocat de la nécessité de corriger socialement une telle vision désuète qui peut encore servir de prétexte pour des démarches politiques indignes de sociétés "civilisées" qui doivent de nos jours trouver les moyens de vivre en commun le présent et de préparer l'avenir.

A cela s'ajoute l'importante dénonciation de l'inaction et de la complaisance étatique devant la prolifération d'armes variées grâce à un vaste commerce doublé d'un florissant trafic mondial de l'armement. Un coup d'oeil même rapide amène à constater que le laisser-faire actuel en ce domaine a des conséquences incommensurables, en particulier en ce qui concerne l'augmentation du tempo de la violence générale au niveau mondial. Ce type de commerce alimente la hausse du nombre de conflits et allonge leur durée, stimule les conflits ethniques et religieux, favorise le terrorisme, la violence politique et les violations fréquentes des droits humains et, en bout de ligne, mène à l'augmentation du nombre de victimes et à la destruction ainsi qu'à l'instabilité de régions entières. De plus, il augmente les dangers d'escalade de conflits plus ou moins importants qui peuvent plus facilement s'étendre à la faveur de la plus grande disponibilité des armes sophistiquées dont disposent nombre de

pays. On ne peut minimiser ces dangers car tout cela se produit dans un contexte de convergence²⁸ de trois tendances militaires menaçantes, soit l'accumulation d'importants stocks d'armes par un nombre croissant de pays, la prolifération continue des armes nucléaires et chimiques, et l'acquisition ou la fabrication par plusieurs pays de systèmes sophistiqués de transport et de lancement d'armes. Un environnement militariste instable et risqué en résulte d'autant plus qu'il n'existe que peu ou pas de contrôles internationaux efficaces et qu'on se trouve essentiellement devant un phénomène de quasi-absence de volonté politique d'affronter les puissants intérêts économiques qui s'accommodent de cette situation.

Que l'on choisisse ainsi l'inaction révèle moins l'impuissance que la portée du pouvoir de décision dont dispose la machine de guerre internationale. Après tout, le commerce international des armes qu'on entretient depuis longtemps produit directement la capacité de faire la guerre, renforce au lieu d'amoindrir les conflits inter-étatiques et indirectement, mine la capacité collective de faire la paix. Voilà l'impact réel des grands complexes militaro-industriels nationaux qui ne sauraient exister sans la complicité tacite de nombreux politiciens et bureaucrates qui laissent les marchands d'armes faire leurs profitables transactions. Le tour de force de ces marchands, c'est d'avoir réussi à convaincre bien des gens que la croissance militaire était aussi synonyme de croissance économique. On en arrive ainsi à établir et à maintenir une dangereuse confusion entre visées militaires et objectifs économiques nationaux et internationaux, ce qui tend à occulter les périls de la course aux armements, à décourager les efforts pour réduire les dépenses militaires ainsi qu'à entretenir le dangereux mais profitable climat mondial d'insécurité.

Le désarmement exige plutôt la réduction de l'influence injustifiée de l'appareil guerrier international. Pour cela, il faut d'abord qu'on le rende plus visible pour être en mesure de constater publiquement l'ampleur réelle du problème et surtout pour qu'il puisse être objet de critiques et de débats. D'où les études, analyses et publications fréquentes sur ce sujet issues du mouvement de paix et qui s'accompagnent d'importantes dénonciations et condamnations de la mainmise du système militaro-industriel sur les Etats ainsi que sur les processus démocratiques qui sont

trop souvent court-circuités par le secret entourant le commerce de l'armement. D'où aussi l'organisation d'actions militantes pour contester en public certaines de ses manifestations telles la venue ou la présence d'usines militaires dans des communautés, la tenue d'expositions de technologies militaires, l'exportation de matières nucléaires (uranium, tritium, plutonium, etc.), la recherche militaire en milieu universitaire... On s'efforce donc sur un premier niveau d'alerter le public du danger persistant du travail en sourdine des politiciens et des groupes de pression pro-militaristes qui poussent vers un accroissement de la militarisation plutôt que le contraire.

Sur un deuxième plan, le mouvement de paix cherche davantage à questionner le sens des responsabilités des protagonistes de ce commerce à partir d'une interrogation générale qui peut se formuler comme suit: les ventes d'armes sont-elles licites? Cette approche d'ordre juridique et moral porte le débat sur un terrain jusqu'alors largement inconnu du public, soit celui du droit international et des droits humains. Dans cette perspective, la profondeur du mépris du droit international humanitaire avec lequel opèrent les "marchands de canons" apparaît plus clairement. On s'efforce d'ailleurs d'en révéler l'ampleur tout en condamnant le caractère systémique des transactions illicites et des ventes d'armes douteuses qui ont lieu sous le regard passif ou complice de gouvernements préoccupés surtout par l'état des balances commerciales. Il s'agit aussi d'une stratégie pour stimuler une meilleure compréhension publique de la nature et de l'usage du droit international pour faire face aux marchands d'armes et aussi pour encourager une lecture politique plus humaniste de ce droit qu'on peut alors utilement opposer à l'interprétation laxiste et inefficace qu'en font ceux qui tirent profit de ce commerce. L'objectif au total est de remettre en question la légitimité de ce "système militaro-commercial"²⁹, sinon de faire augmenter les coûts politiques de cette implication à un niveau intolérable de manière à forcer idéalement l'option de retrait de ce secteur d'activité.

La seule attitude acceptable selon le mouvement de paix est donc celle qui favorise la convergence des notions de paix et de responsabilité sociale. De nouvelles exigences morales issues d'une éthique du vivre

ensemble planétaire doivent désormais prendre le relais et guider nos conduites collectives vers la coopération et le désarmement. Il en découle aussi que le gel de toutes les opérations militaires et la croissance zéro des armes sont les préalables à un renversement de la course aux armements et à la reconversion de la production au service de l'humanité. La voie prometteuse de la sécurité commune doit en être le reflet, surtout pour assurer la mise en oeuvre de démarches concrètes susceptibles de mener dans cette direction. Il ne faut pas pour cela se cantonner dans des concepts qui, bien qu'intéressants, restent néanmoins vagues comme ceux de défense non provocante et défense défensive qui proposent la restructuration des forces armées pour les rendre moins aptes à l'offensive (suppression de missiles, de chars, d'avions de combat, de pièces d'artilleries, etc.). C'est bien un pas dans la bonne direction quoiqu'il demeure insuffisant, selon le mouvement de paix, car il implique toujours en fin de compte le maintien du système des blocs et des alliances militaires. Il faut surtout oeuvrer pour le retrait mutuel de toutes troupes et bases étrangères jusque derrière leurs propres frontières nationales. L'obtention d'un tel désengagement historique représente un formidable défi politique car pour l'atteindre, il faut arriver à d'importantes ententes entre superpuissances et entre chacune des nations concernées. Le meilleur garant d'un tel changement réside dans l'implication réelle des populations civiles dans les démarches politiques que cela implique. Pour qu'il y ait une véritable sécurité commune, il faudra donc arriver à dissoudre les institutions de la Guerre froide et pour cela les pressions politiques et sociales d'une telle implication de la population sont absolument essentielles. Le message qu'elles véhiculent est qu'on ne peut aucunement se satisfaire d'une simple reconfiguration de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, de même qu'il ne saurait être question de tolérer l'organisation par en haut d'une simple "pause" de la course aux armements.

5. Vers des politiques de neutralisme* actif

Echapper à la logique militariste des blocs requiert, il faut le reconnaître, moins un plan pour des négociateurs politiques qu'une approche concrète de désengagement de la course aux armements. Ayant admis cela, il est alors plus facile de saisir l'importance centrale de la mise en oeuvre au plan international de diverses pratiques et politiques de neutralisme par lesquelles plusieurs pays affirment, au-delà du désir de non-engagement dans la guerre, leur volonté de non-participation à la course aux armements et leur choix d'en sortir réellement. Par ailleurs, comme les pays qui explorent activement les voies du neutralisme cherchent à éviter l'isolement par la recherche de solidarité de partenaires nouveaux, on peut aussi y lire la réaffirmation d'une volonté de collaboration internationale en danger d'être perdue par un glissement vers la confrontation. La poussée vers ce neutralisme pratique, encouragée et appuyée par une base sociale activiste et non gouvernementale, se fonde sur des actes d'indépendance et sur le renouvellement de souverainetés nationales, moins pour marquer la territorialité que pour signifier la présence d'acteurs nationaux autonomes qui visent à contribuer à la recherche d'une solution au militarisme mondial. Cette solution, estime-t-on, ne saurait être imposée, elle doit être trouvée par le biais de négociations multilatérales élargies qui sont alors essentielles pour créer les conditions politiques favorables à une telle transformation.

Le désengagement neutraliste n'est donc pas uniquement source de répit mais surtout effort de création d'un espace politique à l'intérieur duquel peut être élaborée le plus largement possible une dynamique pour sortir de la course aux armements. Cela ne peut se produire que si l'on met en place les mécanismes pour assurer la formulation indépendante

*Comme entrée en matière, il est utile de faire une distinction succincte entre le concept de "neutralisme" et celui de "neutralité". Le neutralisme concerne des actions qui visent à tenir une nation à l'écart d'alliances militaires ou d'un groupe de puissance alors que la neutralité évoque plutôt l'état d'une nation qui cherche à demeurer à l'écart d'une guerre.

des aspirations et intérêts des différents pays et de leurs populations afin que tous puissent participer à part entière au processus de dépassement de la Guerre froide et du système mondial bipolaire. Les rôles et fonctions de la neutralité et du neutralisme prennent alors une importance considérable dans une telle perspective globale de désarmement et de paix. Pour en tenir compte adéquatement, on doit examiner le processus de renouvellement de l'idée entière de neutralité.

Depuis quelques années, on assiste à l'élargissement et à l'approfondissement de l'idée ancienne de neutralité dont les prémisses sont contenues dans un traité international datant de 1907 (la Convention de La Haye) où sont définis les droits et devoirs des nations neutres et des nations belligérantes. L'approche de la neutralité qui a marqué le 20^e siècle conçoit cet état en fonction de l'existence entre nations belligérantes de zones tampons constituées par des pays neutres ayant chacun une capacité militaire suffisante pour se défendre mais ne permettant pas l'agression des pays voisins. Un potentiel militaire permanent est donc requis pour protéger sa neutralité. Caractérisée par une forme d'individualisme national et par l'insistance sur l'isolationnisme et sur l'indépendance, cette approche à la neutralité isole les pays neutres les uns des autres selon leurs intérêts propres. Une certaine attitude de passivité en découle faisant de la neutralité une réalité peu respectée en période de guerre, une réalité largement dépendante du bon vouloir des nations belligérantes. Néanmoins, de nombreux pays ont à des niveaux divers et à un moment ou à un autre (certains encore de nos jours) adhéré à cette formule de neutralité. Parmi ces pays, on retrouve la Suisse, la Suède, la Belgique, le Luxembourg, le Congo, le Honduras, les Etats-Unis, l'Irlande, l'Islande, la Norvège, le Danemark, le Costa Rica, la Grèce, l'Autriche, le Cambodge, le Laos, la Finlande.

Bien que la réalité passée et présente de cette neutralité soit indiscutable, on doit tout de même constater l'effritement des bases et du prestige de la forme traditionnelle de neutralité. Les nombreuses violations de la neutralité et les carnages de la Première Guerre mondiale ont conduit à d'importantes initiatives politiques et diplomatiques en vue de mettre fin au droit de faire la guerre. La promotion d'un concept

nouveau de "sécurité collective" favorisa l'émergence en 1920 de la *Société des Nations* pour assurer le maintien de la paix et le développement des peuples. En principe, les pays membres s'engageaient à agir collectivement pour se protéger mutuellement, une approche fondée sur la dissuasion de l'agression et si nécessaire sur la punition pour une agression via la coalition de pays la plus large possible. Dans ce contexte et pendant un temps, la reconnaissance de la neutralité fut particulièrement difficile puisque peu compatible avec cette vision de protection mutuelle. La *Société des Nations* n'a pas su dans la pratique répondre aux espoirs qu'elle avait suscités, notamment en se montrant impuissante à empêcher le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci fut alors précédée d'un regain d'intérêt pour la neutralité classique qui sera à nouveau, durant ce conflit mondial, objet de violations répétées. L'*Organisation des Nations-Unies* (O.N.U.), fondée en 1946, relance le concept de "sécurité collective". Sa charte remet en question le recours à la guerre par les pays individuels comme moyen de défense et de promotion d'intérêts nationaux. L'article 51 admet plutôt la notion de "défense collective" et insiste sur l'obligation "d'assistance mutuelle" entre pays, ce qui encore une fois modifie la portée réelle des revendications et des droits de la neutralité traditionnelle. Le mouvement vers la sécurité collective prendra en peu de temps un tournant historique vers la polarisation entre deux grands systèmes antagonistes de défense collective: le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. En tant que cause première de la course mondiale aux armements ainsi que source principale d'insécurité liée à l'état permanent de rivalités et de menaces entre pays, la logique des blocs constitue elle aussi un mouvement extrêmement défavorable à la neutralité traditionnelle même si un nombre restreint de pays continuent depuis de pratiquer cette politique pour leur propre compte.

Durant l'après-guerre, c'est dans le Tiers-Monde que l'idée de neutralisme connaîtra une vigueur nouvelle et jouira d'une grande popularité auprès de pays nouvellement indépendants, soucieux de préserver leur indépendance nationale souvent durement acquise. Assez logiquement, ils choisiront de ne pas s'aligner sur les puissances coloniales d'hier et d'aujourd'hui, d'où leur refus proclamé de la politique des blocs

et des sphères d'influence, refus aussi de s'aligner au plan diplomatique sur les Etats-Unis et l'Union soviétique. La particularité de cette démarche réside dans la constitution d'un mouvement politique international qui cherche non seulement à se tenir à l'écart de la politique des blocs mais aussi à favoriser un engagement réel pour le développement des pays démunis et pour la justice sociale. On cherche surtout à encourager activement la venue d'un nouvel ordre économique international ainsi que d'un nouveau système de relations internationales. A la différence des pays neutres traditionnels qui le plus souvent s'accommodent du système international existant, ce mouvement des pays non-alignés s'efforce plutôt d'influencer autrement le cours des affaires mondiales. C'est dans cet esprit que le neutralisme actif (ou non-alignement) est devenu pour longtemps la doctrine dominante de coopération pour la plupart des Etats du Tiers-Monde, doctrine consacrée notamment par la conférence de Bandoeng en avril 1955 puis par celle de Belgrade en septembre 1961³⁰. Bien que le mouvement des non-alignés se soit estompé durant les années 70, le neutralisme contemporain a davantage pris la signification de l'adoption de politiques de non-alignement des grands blocs militaro-idéologiques et il est de plus en plus perçu comme une véritable stratégie politique en faveur du changement.

Le mouvement des pays non-alignés représente donc une première ligne de résistance par rapport aux prétentions des superpuissances à dominer le monde. En deuxième ligne, on trouve le mouvement transnational de paix des années 80 où l'idée de non-alignement social et politique a déjà fait son chemin et grâce auquel le neutralisme actif peut aussi s'étendre à l'Ouest et à l'Est à de nouveaux pays qui peuvent alors constituer une troisième ligne de résistance. Au total, il s'agit sans doute d'une dynamique sociale et historique de longue portée. Après tout, pourquoi en serait-il autrement?

Le surarmement mondial, les risques de la guerre moderne, la conjoncture internationale... font que les pays doivent soit abandonner les droits au neutralisme ou lutter pour des options neutralistes en les adoptant au nouveau contexte de l'ère nucléaire. Dans cette réalité, comme il n'existe pas de défense militaire contre la guerre nucléaire et

comme il n'est pas possible de se "protéger" contre l'éventualité d'une telle guerre, il devient alors apparent que les politiques de sécurité n'ont de sens que si elles sont repensées avec l'objectif de participation à un processus commun de renversement de la course aux armements. Forcément, cela implique le développement d'efforts de désalignement des blocs militaires. Il en découle que l'on assiste depuis peu à l'enracinement d'une manière de penser fondée sur l'appréciation du potentiel positif du neutralisme et des pays neutres en tant que contribution active et positive pour le désarmement et aussi pour la construction de la paix mondiale. De manière plus affirmative, on vise un rôle nouveau pour le neutralisme dans l'ère nucléaire pour qu'il devienne une démarche plus collective conçue en termes de valorisation de la sécurité commune et de promotion d'efforts concrets par divers pays pour créer les conditions de cette sécurité réciproque.

Les initiatives qui vont dans ce sens sont assez récentes. Elles ont cependant été souvent dénigrées par les militaristes et leurs alliés politiques qui les présentent comme relativement isolées les unes des autres afin de suggérer défensivement qu'elles sont de peu de conséquence. Mais il en va tout autrement dans la réalité. Un examen plus objectif révèle qu'il y a beaucoup plus que cela à l'oeuvre et qu'on peut assez facilement, dans un premier temps, dégager en substance trois dimensions complémentaires d'un cheminement vers un neutralisme renouvelé.

D'abord, il y a l'apparition sur la scène internationale de demi-neutres ou de nouveaux "neutres en devenir" tels la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest, le Canada (l'idée fait son chemin ici dans des milieux divers) ... et aussi la Nouvelle-Zélande où, en particulier, il y a déviance de l'alliance militaire ANZUS (regroupant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis) ainsi que la mise en application effective d'une zone non nucléaire, c'est donc dire des actions d'un pays neutre en pratique et selon des valeurs neutralistes. La Nouvelle-Zélande illustre en fait de façon frappante l'essentiel du contenu de ce neutralisme en devenir, à savoir les choix politiques suivants: être hors alliance militaire par méfiance, avoir une défense non provocante, être *de facto*

une zone non nucléaire et être aussi signataire du Traité de non-prolifération nucléaire. Il s'agit là, et il est important de le souligner, de questions centrales pour le mouvement de paix, particulièrement en Europe mais aussi ailleurs.

En second lieu, on observe une certaine évolution vers un "transnationalisme" de la neutralité. Ce processus tire son origine du constat de la nécessité d'aller au-delà de l'approche des pays individuels isolés afin de développer non seulement des réseaux d'appuis mutuels mais aussi pour favoriser des initiatives de solidarités réelles entre pays neutres existants et pays neutres en devenir. La Nouvelle-Zélande fait encore figure de cas avec sa recherche active au niveau international d'appuis politiques et économiques après le refus officiel en 1984 d'accueillir sur son territoire tout navire à propulsion nucléaire ou muni d'armes nucléaires. Un autre exemple pertinent et récent est celui du plan de paix pour l'Amérique centrale, une initiative conçue localement et personnifiée par le président Oscar Arias du Costa-Rica, un pays non militarisé. Comme pour la Nouvelle-Zélande, les artisans de cette démarche se sont efforcés dès le départ de bâtir un réseau international d'appuis en faveur de l'Accord de paix par lequel on signifiait clairement, malgré les pressions américaines, le rejet de tout projet de constitution d'un bloc militaire régional dont l'objectif serait d'intervenir militairement contre le Nicaragua. La décision opportune des Norvégiens d'attribuer le prix Nobel pour la paix 1987 au président Arias a été d'une importance capitale en faveur de la légitimation internationale de ce plan de paix. Tout aussi manifeste est la valeur symbolique de ce geste qui souligne l'importance centrale de la solidarité internationale et de la coopération pour lutter contre les fréquentes mesures d'isolement et d'intimidation exercées par les pays plus puissants.

Troisièmement, avec la mise en valeur générale de la neutralité active par les mouvements de paix, des possibilités réelles de travail en commun s'ouvrent entre pays neutres et pays alignés militairement afin d'aller au-delà de l'exclusion et de l'isolement réservé aux pays neutres traditionnellement considérés comme ayant peu de poids politique. Dans une telle perspective de rapprochement, il revient aux mouvements de paix des pays neutres de poursuivre la défense et la projection de leur neutralité comme

symbole de valeurs neutralistes que d'autres pays aimeraient adopter. En parallèle, il revient aux mouvements de paix des pays alignés de pousser leurs gouvernements dans le sens du désalignement des blocs militaires par la promotion des valeurs de neutralité. De tels efforts de renforcement de la neutralité ainsi que de neutralisation de pays appartenant aux alliances militaires devront progressivement faire face à d'importantes résistances, notamment des Etats-Unis et de l'Union soviétique, peu enclins à accepter sans broncher l'érosion de leur domination mondiale qu'ils imposent en grande partie par le biais de leurs pactes militaires. Les pays neutres existants et "en devenir" ont donc besoin de nouveaux types d'alliances entre eux et par lesquelles ils pourraient davantage devenir politiquement, économiquement et scientifiquement solidaires les uns des autres. Ici encore, les mouvements de paix peuvent aider à ouvrir la voie car ils évoluent déjà dans cette direction depuis des années à l'aide de leurs réseaux transnationaux tels le Réseau de l'Atlantique du Nord, le Réseau pour un Pacifique indépendant et dénucléarisé, le Réseau pour le désarmement nucléaire en Europe, le Réseau européen pour un dialogue Est-Ouest, le Réseau des Brigades internationales pour la paix, etc. Les pays neutres, anciens et nouveaux, devraient aussi développer davantage de solidarité réelle avec les pays du Tiers-Monde (dont la plupart sont non-alignés) en prenant exemple sur les nombreuses initiatives de développement mieux adaptées aux véritables besoins des pays démunis qui ont été entreprises par plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) issues des mouvements de solidarité internationale de plusieurs pays. Sur le plan gouvernemental, des pistes intéressantes et novatrices ont aussi été ouvertes par les pays scandinaves. De manière générale, il importe de s'assurer du développement de forums nouveaux pour tout cela afin de créer de manière soutenue les meilleures conditions et l'espace favorable aux initiatives de neutralité active et de désalignement.

Sur le plan international, on observe donc une évolution vers une pensée neutraliste renouvelée. Il s'agit d'un processus signalant l'enracinement d'une neutralité active et plus positive, plus tournée vers la sécurité commune, plus internationaliste et aussi plus près des mouvements de paix. Un tel réajustement d'attitudes et de comportements du passé a sa

raison d'être. La menace nucléaire (et le militarisme contemporain) n'a-t-elle pas poussé les nations à découvrir l'étendue de leur propre vulnérabilité ainsi que la nature de leur propre contingence, ce qui les amène à prendre conscience de leur responsabilité irréversible par rapport à leur destin? Il importe donc d'atténuer les dépendances à l'égard des superpuissances en dépassant les blocs ou du moins en réduisant leur importance à quelque chose de plus souple. On s'efforce en plus de se donner une plus grande marge de manoeuvre pour s'occuper de ses propres problèmes qui sont davantage conditionnés par la situation internationale qu'il faut améliorer. Le neutralisme constitue alors un type de solution qui offre la souplesse nécessaire pour aborder le plus pacifiquement possible des situations des plus diverses. Pour les pays du Sud, il s'agit en plus d'un moyen de limiter les conflits régionaux ou de s'en tenir à l'écart et aussi de désapprouver l'interventionnisme des pays plus puissants. En se développant, le neutralisme est aussi d'une grande utilité pour faire cesser l'intervention étrangère directe. Ainsi donc, comme la généralisation du neutralisme est de nature à augmenter sensiblement la sécurité réciproque des nations, le regain d'intérêt que commande une telle approche politique aux problèmes internationaux est, somme toute, très compréhensible.

Concrètement, la neutralité active du non-alignement contemporain est moins un état de fait qu'un large processus continu par lequel on cherche à éviter la poursuite de l'escalade militariste ainsi qu'à briser le cercle vicieux de la course aux armements. Elle se manifeste notamment par la multiplication d'initiatives locales, régionales, nationales et internationales en faveur de l'établissement de zones dénucléarisées de tailles variables: communautés ou municipalités, provinces ou entités régionales, pays ou groupes de pays... Au plan mondial, on dénombre quelque 4 300 zones dénucléarisées réparties dans vingt-quatre pays, tel le Canada qui en compte 173, dont la province du Manitoba et les Territoires du Nord-Ouest au complet³¹. Les efforts plus localisés nourrissent aussi des initiatives politiques plus vastes en ce sens, tel le traité de Rarotonga, par l'établissement d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique du Sud, le projet scandinave de zone nordique non nucléaire, l'initiative pour une zone dénucléarisée balkane ainsi que la proposition pour une zone intra-

européenne dénucléarisée... Cette dernière initiative mérite d'être notée puisqu'elle contient en germe l'idée de l'extension d'une zone neutre en Europe centrale comme premier pas vers la dissolution des blocs. En tant que refus des étapes de l'escalade, ces démarches posent un défi majeur car elles remettent en question les calculs stratégiques existants ainsi que la logique de domination bipolaire des superpuissances. Puisqu'elles réduisent l'étendue des zones potentielles de conflits, créent les conditions favorables à des initiatives importantes pour le désarmement par les puissances nucléarisées et tendent à favoriser le retour aux pays d'origines d'armes et de missiles nucléaires, de forces armées..., les zones dénucléarisées sont donc d'une importance capitale pour désamorcer la situation dans un premier temps. Dans un deuxième temps, le fait de réintroduire la notion même du choix politique illustre à quel point le potentiel politique de ces zones est plus important que sa valeur militaire et démontre en plus le réaménagement possible et nécessaire d'un nouvel espace politique en matières internationales. Les zones dénucléarisées en viennent ainsi à représenter non seulement des actes d'indépendance et de souveraineté mais aussi et surtout un moment et une dimension importante dans le développement d'un processus de négociations élargies dans un monde de plus en plus interdépendant et "inter-vulnérable". Ce processus doit être sondé pour mesurer les possibilités et les conditions de réussite, notamment par un bref examen comparatif des fondements de la neutralité classique et des bases du neutralisme contemporain.

Plus conciliateur et davantage porteur d'une perspective "avenir en commun", le neutralisme actif d'aujourd'hui appelle à reconcevoir les relations internationales pour aller au-delà de la compétition et de l'affrontement vers la coopération et la solidarité. Cela implique une réorganisation du système mondial actuellement impensable dans le seul cadre des Etats-nations et de leur approche en fonction de la logique mécaniste de l'équilibre des pouvoirs. La neutralité classique porte en elle cette même limitation inhérente car elle a aussi comme cadre de référence les frontières, les territoires et met en jeu presque exclusivement les acteurs étatiques. Dans la réalité, cette neutralité instrumentale se révèle inadéquate pour le nécessaire changement social, les Etats-nations

étant après tout incapables seuls de répondre aux multiples défis communs de notre époque. D'où l'importance de l'actuel effort de reconceptualisation de la neutralité dans une perspective d'un modèle émergeant de neutralisme interactionniste. Celui-ci ne se limite pas aux intérêts de l'Etat en matière de sécurité mais s'ouvre par le biais des protestations et des pressions du mouvement de paix aux préoccupations, visions, intérêts et idéologies de la société civile moderne où la vie et la culture sont considérées comme plus importantes que les Etats et les frontières. En lien avec l'objectif de briser le cercle vicieux du militarisme mondial, on perçoit le neutralisme non comme une fin en soi, mais plutôt comme un état intermédiaire dans le processus de dépassement de la logique militariste des blocs. Le neutralisme devient alors un aspect de la façon de réorganiser la sécurité et un instrument politique correctif à manier différemment selon les besoins. Pas étonnant alors que l'on retrouve de nos jours en apparence pêle-mêle différentes formules de non-engagement et de désengagement ainsi que différents types de neutralité qu'on peut présenter sous forme d'un continuum: neutralité de fait, neutralité permanente, neutralisme, non-alignement, semi-alignement et alignement critique³². Quoiqu'une telle typologie ait certes sa raison d'être ainsi qu'une importante utilité descriptive et analytique, il est davantage question ici de cerner le sens de la dynamique actuelle du neutralisme, entendu comme terme générique applicable à une diversité de situations marquées par une volonté de refus. Il faut pour cela bien identifier les deux lectures différentes de la neutralité en sachant que la dynamique réelle du neutralisme est liée à l'affrontement de ces perspectives et le résultat dépendra de la vision qui dominera dans l'avenir.

Le modèle classique de neutralité met l'accent sur l'individualisme national, sur l'auto-suffisance et souvent sur l'isolationnisme. Ce sont là des traits compétitifs qui paradoxalement conduisent en temps de paix à la situation suivante où, pour affirmer et préserver leur autonomie, les pays s'engagent dans la voie de la militarisation (accent sur la défense nationale et la sécurité militaire, acquisition et production d'armements ainsi qu'implication fréquente et significative dans le commerce et le trafic des armes) alors qu'en temps de guerre, ces mêmes pays aspirent au statut de non belligérant et à la non-participation à la guerre, le plus

souvent sans grand succès. Sur le fond, ce modèle de neutralité n'est applicable - rarement en réalité - qu'en période de guerre, ce qui laisse voir son important rôle idéologique de légitimation, en période de paix, du processus général de militarisation des Etats-nations, qu'ils soient neutres ou non. La neutralité classique alimente donc elle aussi et à sa manière la militarisation planétaire.

La conception alternative du neutralisme découle de cette compréhension. Elle propose d'inverser l'équation en centrant l'attention sur le plus grand potentiel pour la neutralité en temps de paix plutôt qu'en période de guerre, l'objectif principal étant après tout d'éviter la guerre, de ne pas participer aux structures de la dissuasion ainsi que de réduire considérablement le niveau de militarisation planétaire. Pour cela, l'approche critique véhicule un rejet de l'idéologie de la neutralité et centre plutôt l'attention sur le besoin de bâtir une éthique de la neutralité capable de fournir de nouvelles normes et orientations aux conduites internationales. Une approche globale de coopération est requise pour avancer dans cette voie ainsi que vers une meilleure sécurité partagée, d'où l'accent sur l'interdépendance et le dialogue, la confiance et l'acceptation, les assurances et les garanties mutuelles. L'élément clé réside dans la reconnaissance de problèmes communs et d'intérêts partagés car il s'agit moins de limiter les conflits que de favoriser le développement d'une approche générale de modération et de résolution non-violente des conflits internationaux et régionaux afin de libérer les énergies créatrices et les diverses ressources à notre disposition pour affronter les problèmes fondamentaux qui sont désormais planétaires (menaces thermonucléaires, écologiques ... mais aussi problèmes de développement des sociétés et de l'humanité elle-même). La nouvelle dialectique neutralité-sécurité repose alors sur l'appréciation de l'existence d'une "communauté de destin" ou "communauté de responsabilités" sur la planète Terre ainsi que sur l'émergence d'une vision commune de choses à faire et de démarches à entreprendre réciproquement pour faire face au danger qui plane sur l'humanité et afin d'assurer l'avenir.

Penser ainsi le neutralisme correspond à le concevoir dans le cadre d'un système d'action où il s'agit moins d'un statut permanent que d'une

neutralité systémique constamment en jeu dans les relations avec les autres nations (le neutralisme interactionniste). Cette image est plus juste que celle de la neutralité présentée comme donnée statique d'un jeu international où l'élément clé est la recherche de l'équilibre des pouvoirs entre Etats-nations. La neutralité active est davantage perçue comme un élément dans la détermination des formes d'organisation sociale que l'on se donne collectivement au niveau international et, en ce sens, le neutralisme contemporain s'insère dans un système de débats concernant l'orientation à donner aux relations internationales elles-mêmes. L'approche critique cherche à démontrer l'importance de s'engager dans un processus permanent d'amélioration des relations internationales qui commence aussi avec le renouvellement de l'idée même de neutralité. Dès lors, le neutralisme actif qu'on cherche à promouvoir s'avère être l'expression d'un effort dynamique et continu pour trouver des formes sociales et des mécanismes communs permettant de passer d'un modèle de relations internationales à un autre.

Tout cela pose un grand défi aux structures internationales existantes ainsi qu'à leurs théories explicatives et, dans l'état actuel des choses, le système des Etats-nations est mal disposé conceptuellement pour amorcer ce genre de revirement. Doit-on s'en étonner? Après tout, serait-il réaliste de compter sur ce système pour défaire ce qu'il a fait? C'est donc du côté du mouvement de paix qu'il faut se tourner afin d'apprécier les efforts pour élever le niveau de ce débat et pour élargir la portée générale du neutralisme. Que cette dynamique trouve ses racines et ses bases d'appuis dans les sociétés civiles est d'ailleurs d'une importance capitale qui mérite en terminant d'être soulignée brièvement par rapport à ses deux grandes approches complémentaires.

D'abord, sur le plan de démarches sociétales dans le court et moyen terme, elles laissent voir que le neutralisme ne tombe pas du ciel et n'est pas quelque chose que l'on peut imposer. Il s'agit plutôt d'une approche sociale et politique qui doit être voulue, obtenue et défendue à tous les niveaux, intellectuellement, culturellement et politiquement. Il relève d'un choix qui correspond aux buts des communautés, d'un choix qui doit aussi pouvoir trouver une réponse politique et qui concerne l'augmentation de

l'influence des populations civiles dans les rapports interétatiques. Le neutralisme contemporain pose alors, encore une fois, toute la question de la démocratie et du contrôle démocratique des objectifs que se donnent les sociétés, tant dans leurs rapports internes qu'externes. Ce qui amène à constater que le neutralisme actif concerne autant la démocratisation que la démilitarisation des politiques mondiales.

Sur ce plan mondial, en second lieu, et dans une perspective à plus long terme, le neutralisme offre aussi le potentiel de devenir un important instrument correctif dans la conduite des affaires planétaires. Désormais, il est possible de constater qu'aucune paix mondiale ne peut se faire sans diminution de souverainetés territoriales et sans augmentation d'une autorité supranationale. Déjà, le caractère transnational du neutralisme actif atténue et relativise les élans territoriaux traditionnels, ce qui constitue en soi un grand progrès mais il va beaucoup plus loin en véhiculant aussi des propositions constructives en matière de désarmement nucléaire et de retrait de systèmes militaires offensifs et provocants. Potentiellement, il peut ainsi devenir un important facteur limitatif non seulement à l'encontre d'un système d'hégémonie bipolaire mais aussi et surtout devant les développements d'un mode de gouvernement planétaire avec ses dangers d'hyper centralisation et ses modes de gestion et de coordination aux contraintes multiples. Par un appel à des objectifs de régionalisation et de décentralisation, de démocratisation et de transparence, et surtout de participation, de mobilisation et de solidarité sociales et politiques, le neutralisme actif offre la possibilité de fonctionner de manière à corriger les excès d'une évolution vers de nouveaux modes de régulation globale de nos problèmes planétaires, de manière aussi à favoriser le développement d'un système mondial fondé sur de nouveaux équilibres plus égalitaires, aussi bien dans les pays techniquement et industriellement développés qu'entre les pays du Nord et du Sud.

6. Pour une gestion sociale du changement

Du fait de la nature diversifiée des actions et des mobilisations du mouvement transnational de paix, on constate une certaine difficulté à évaluer quantitativement leurs résultats, quoiqu'on puisse toujours dire que leurs grandes manifestations des années 80 peuvent être qualifiées d'extraordinaires et d'historiquement remarquables, un effet "mesurable" qui en soi n'est pas une mince affaire. Le traité FNI signé par messieurs Gorbatchev et Reagan en janvier 1988 (ainsi que les changements historiques en cours depuis) indique bien que les initiatives du mouvement de paix ont porté fruit jusqu'à un certain point, quoique celui-ci reste et restera difficile à déterminer avec exactitude. D'ailleurs, pourquoi chercherait-on à le déterminer car là n'est pas l'essentiel? Il est en effet beaucoup plus pertinent de proposer en terminant une brève évaluation qualitative afin de souligner en substance le sens global de la portée des multiples actions collectives et individuelles en faveur du désarmement et de la paix durant la décennie 80.

Sur le fond, les mobilisations pour la paix ne remettent pas seulement en question l'état actuel des relations internationales mais aussi et surtout la logique qui les gouverne. Rappelons qu'au-delà de relations formelles entre Etats-nations, le système mondial est plutôt dominé par la logique bipolaire entre l'Est et l'Ouest ainsi que par les déséquilibres entre le Nord et le Sud. Aucune sécurité véritable et commune à tous ne saurait voir le jour sans modification de cette menaçante et périlleuse réalité. Ayant vite compris cela, le mouvement de paix a consacré l'essentiel de ses énergies à une transformation fondamentale de la logique du système mondial. La voie privilégiée a été celle de la multiplication des initiatives par le bas, un choix d'action qui illustre en particulier une perte de confiance majeure dans l'approche étatique (d'Etat à Etat), qui annonce à sa manière l'épuisement du système des Etats-nations et qui véhicule au total un processus irréversible de désaffection de la population civile pour des comportements politiques s'y rattachant. Non seulement pose-t-on un défi au système international en place mais concrètement, il s'agit de l'amorce d'une dynamique de débordement qui devrait conduire à la mise en place de nouvelles formes d'organisation des relations internationales.

Et à bien des égards, les faits et gestes du mouvement de paix qui se déploie à l'échelle mondiale témoignent déjà d'un modèle politique international naissant où le poids des sociétés civiles en particulier serait considérablement accru. Les actions néo-pacifistes sont à cet effet éminemment politiques du fait de cette particularité d'être pour la promotion et la défense d'initiatives qui sont par nature plus culturelles que politiques car elles visent à répandre l'idée de sociétés civiles actives et indépendantes des Etats qui en retour ne sauraient agir sans tenir compte des revendications des populations civiles. Les sociétés civiles ont donc non seulement envie de se prononcer sur divers enjeux de société mais aussi de soumettre ces enjeux à leur arbitrage. En ce sens, elles entendent désormais agir pour développer par la discussion démocratique plus de contrôle sur les grands choix de société.

Réaliser cela de manière concrète et durable passe par l'adoption d'une autre forme de système politique caractérisée par l'ouverture et le développement d'un espace public intermédiaire de représentation et de participation démocratique situé entre l'Etat et la société civile³³. En visant à redonner le goût d'une participation sociale, le mouvement de paix pose en réalité le problème de la redéfinition de la politique et de la démocratie car il s'agit de rien de moins que la promotion d'un nouveau schème d'action collective via l'expérimentation et la mise en pratique d'alternatives à l'intérieur même des réseaux néo-pacifistes. D'ailleurs, la structure réticulaire des divers mouvements nationaux et du mouvement transnational de paix constitue à la fois le message et le but en soi de l'action néo-pacifiste. Ces réseaux démontrent visiblement l'opposition qui existe et se développe devant la logique même du système international dominant, tout en offrant en plus la possibilité d'expérimenter directement de nouveaux modèles culturels qui visent à transformer socialement la nature du système mondial. Les mouvements cherchent alors non seulement à exprimer l'opposition aux choses passées mais à vivre dans le présent les changements souhaités pour l'avenir. Il en ressort qu'ils offrent en permanence autre chose, non pas une recette car ils posent plutôt un défi constant de créativité, non plus une lutte continue mais plutôt un processus d'invention continue par lequel tous les segments des sociétés impliquées sont interpellés et invités à participer à

la production sociale puis politique des orientations et des structures de leurs sociétés et du système mondial³⁴. L'extension et l'approfondissement de cette démarche sociétale est d'ailleurs fondamentalement au coeur de l'action néo-pacifiste des années 80.

Le conflit social véhiculé par le mouvement de paix ne se fonde plus sur l'échange comme par le passé avec le mouvement ouvrier mais plutôt sur le défi réel et symbolique permanent lancé aux sociétés: défi réel d'abord puisque lié à la résolution de crises et de problèmes de civilisation qui sont fondés dans la réalité et objectivement perceptibles par les collectivités; défi symbolique ensuite puisque défini par une perception du monde social et particulièrement par la construction de visions du monde qui visent à contribuer à la construction réelle du monde. Il en découle que le néo-pacifisme a su diriger l'attention de nos sociétés sur la véritable nature des risques modernes, a pu montrer leur irrationalité devant les risques qu'elles prennent et est même parvenu à faire mieux comprendre que le destin de l'humanité est désormais entre les mains de tous, c'est-à-dire qu'il relève davantage de décisions et de choix que de logiques supposément prédéterminées par des rationalisations imposées de type militariste, techniciste ou économiste devant lesquelles on ne saurait que s'adapter ou s'écarter. C'est en soulevant de telles questions que le néo-pacifisme opère la mise en débat de l'enjeu principal de nos sociétés contemporaines: la production de l'existence humaine à l'ère du développement rapide de techniques ayant des capacités de provoquer et de nourrir d'importants changements qui, pour une large part, façonnent l'avenir des sociétés et de la condition humaine.

Le néo-pacifisme invite donc à réfléchir plus à fond sur le déroulement et les finalités de cette évolution en soulevant des questions que le système existant préfère éviter et qui autrement resteraient sous silence. Pour quelles fins? Quel projet culturel, sociétal ou civilisationnel inspire ce processus historique? Qui décide, pour qui et à travers quel processus de représentation? On cherche en particulier à mettre en relief les mécanismes de prise de décisions concernant les questions d'innovation et de développement technique et sociétal. Cette approche vise à rendre visibles le pouvoir et les rapports de pouvoir dans nos sociétés pour

contraster deux logiques différentes d'exercice du pouvoir d'orienter le changement: l'une plus ancienne se rattache à la nature directive du pouvoir, implique la division et concerne la force; l'autre, plus moderne, cherche à développer la nature plus relationnelle du pouvoir, implique la coopération et favorise la négociation. Par essence, la négociation (le facteur clé) dépend de la visibilité et de la communication ouverte, d'où le rejet néo-pacifiste de la culture militariste du secret et de la dissimulation, du doute et de la méfiance, de la sacralisation de la force et la banalisation de la violence... En rendant visible ce type de pouvoir pour mieux le confronter, le mouvement de paix cherche aussi et surtout à promouvoir concrètement, par l'exemple, un projet culturel et civilisationnel lié à la deuxième logique, qui passe par le développement de réseaux de relations de personnes, de régions, de pays..., le tout formant la communauté planétaire qui ne peut s'organiser que sur le principe de la solidarité au lieu de la division.

Au-delà d'une culture des choses et des moyens, la culture des personnes et des buts véhiculée et favorisée par le néo-pacifisme centre l'attention sur les options diverses ouvertes aux sociétés ainsi que sur le fait que les changements sont le résultat d'actes conscients, voulus et négociés. L'ouverture recherchée de l'espace de négociation dans les processus de prise de décisions ne peut se réaliser que dans la mesure où il y a formulation indépendante des problèmes par la population civile, puis négociation des solutions. La promotion néo-pacifiste de l'autonomie d'action de la société civile est donc tout à fait centrale. De nos jours, cette approche pousse les sociétés à se libérer de leurs illusions techniques selon lesquelles les problèmes modernes trouvent leurs solutions dans la technique plutôt que dans la politique³⁵. Le mouvement de paix vise à informer autrement les sociétés en mettant l'accent sur la nécessité d'acquérir le contrôle social de la technologie et de produire une démocratisation des choix technologiques. Il ne s'agit nullement d'arrêter le développement technologique mais plutôt de trouver les moyens sociaux et politiques pour se donner des instances capables d'une régulation adéquate du changement technologique ainsi que de renforcer les moyens déjà existants. Pour cela, il est important de stimuler comme jamais auparavant des mécanismes de changement sociétal et d'innovation

institutionnelle de manière à être en mesure d'intervenir adéquatement à la lumière de consensus sur des finalités recherchées et déterminées démocratiquement.

Le vaste mouvement de paix, en tant que pluralité d'éléments qui convergent dans des actions collectives, se donne aussi en exemple de l'approche ouverte qui est requise pour ce type de changement. Les actions et initiatives néo-pacifistes cherchent à favoriser autant la réévaluation de la vocation politique de l'individu-participant (sujet de mobilisation et non objet de mobilisation) que la redéfinition des règles des relations sociales ainsi que la restauration de valeurs collectives par la participation à des groupes, à des mouvements et à des structures autonomes. Les structures sociales et les systèmes politiques des sociétés sont ainsi interpellés par une démarche englobante de démocratisation. Cette démarche oppose à la modernité technocratique uniformisante une vision ouverte et pluraliste de la modernité en vue du dépassement d'un mode mécaniste d'organisation sociale par la promotion et le développement d'une approche relationnelle, la seule capable d'améliorer la qualité des conditions sociales et naturelles de la vie.

NOTES

1. Défis et engagements. Une politique de défense pour le Canada, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, juin 1987, 89p.
2. Pour un bref aperçu critique de cet état d'esprit, voir: R. Babin, "Pour la paix ou pour la guerre: Livre blanc sur la défense", Le Ven'd'est, no 25, mai/juin 1988, p.37.
3. Voici quelques exemples de ce genre d'utilisation des espaces aériens, maritimes et terrestres du Canada d'ouest en est: essais sous-marins (Nanaimo, Colombie-Britannique), essais de missiles de croisière (Cold Lake, Alberta), recherche et entreposage d'armes chimiques et biologiques ainsi que terrain pour jeux militaires de haute technologie (Suffield, Alberta), nouveaux couloirs de vols à basse altitude (Yukon, Territoire du Nord-Ouest, Alberta, nord de l'Ontario, etc.), projet de champ de tir (Saguenay-Lac Saint-Jean, Québec), vols à basse altitude et projet de base aérienne permanente de l'OTAN avec champs de tir dans la péninsule Québec-Labrador (Nitassinan), projet d'agrandissement du champ de tir (Péninsule acadienne, Nouveau-Brunswick)...
4. Paul Joseph, "From MAD to NUTS. The Growing Danger of Nuclear War", Socialist Review, no.61 (Vol,12, no.1), jan.-fev.1982.
5. Ferenc Koszegi et E.P. Thompson, The New Hungarian Peace Movement, Londres, END Special Report, 1983, 54p.; Jean Stead et Danielle Grunberg, Moscow Independant Peace Group, Londres, END Special Report, 1982; John Sandford, The Sword and the Ploughshare. Autonomous Peace Initiatives in East Germany, Londres, END Special Report, 1983, 111p.; Jan Kavan et Zdena Tomin, Voices from Prague. Documents on Czechoslovakia and the Peace Movement, Londres, END and Palach Press Limited, 1983, 75p.; Jean Furtado, (ed.), Turkey: Peace on Trial, Londres, END Publications and Merlin Press, 1983.

6. Peace and Democracy News, Bulletin of the Campaign for Peace and Democracy East and West, P.O. Box 1640, Cathedral Station, New York, NY, USA, 10025; Across Frontiers, P.O. Box 2382, Berkeley, CA, USA, 94702; Return Address: Moscow, P.O. Box 1073, New York, NY, USA, 10040.
7. "Le Mouvement pour le Désarmement et la Paix", Revue internationale d'action communautaire, no 12/52, Automne 1984, Co-édité par Jean-Guy Vaillancourt et Ronald Babin, Montréal, RIAC, Ecole de service social, Université de Montréal.
8. Pour plus de détails concernant ce forum de discussion, voir J.F. Beaudet et R. Babin, "Pour un dialogue alternatif Est-Ouest 40 ans après Yalta", Le Devoir, samedi 11 mai 1985 et Option Paix, Vol. 3, nos 3-4, été 1985, p.20-21.
9. On peut se procurer la version anglaise et allemande de ce document en écrivant à l'adresse suivante: Réseau européen pour un dialogue Est/Ouest, att. D. Esche, Niebuhrstr. 61, 1000 Berlin 12, Allemagne.
10. Pour plus de détails et d'analyses concernant la pensée stratégique de ce réseau, voir Dienstber, Jiri, "A Strategy for Europe - Through Central European Eyes", Bulletin of the European Network for East-West Dialogue, nos 1-2, 1988, p.45-57 (traduit du tchèque par Mark Jackson). Les revues suivantes sont aussi importantes en ce qui concerne ce nouveau dialogue Est/Ouest: East European Reporter (Londres), Labour Focus on Eastern Europe (Londres), La nouvelle alternative (Paris), Osteuropa-Info (Hambourg). De plus, Helsinki Watch a récemment produit un rapport à ce sujet intitulé, From Below: Independant Peace and Environmental Movements in Eastern Europe and the USSR, distribué par Helsinki Watch, 36 West 44th St., New York, NY, USA, 10036.
11. Allusion au livre de Serge Moscovici, La société contre nature, Paris, Union générale d'éditions, 1972, 444p., où ce thème est très bien développé.

12. Les chiffres varient selon les sources mais sont du même ordre, par exemple, ceux pour 1984 du U.S. Bureau of Labour Statistics: Missiles, 11 000 à 16 000 emplois; contrats publics (incluant transport en commun), 28 000 à 30 000 emplois; Santé, 46 000 à 50 000 emplois; Education, 50 000 à 60 000 emplois; ou ceux du Syndicat canadien de la fonction publique dans la revue CUPE Facts, janvier-février 1986: Dépenses nationales de défense 1983-1984, 22 000 emplois, Construction de routes, 37 000 emplois; Construction résidentielle, 38 000 emplois; Dépenses de consommation, 39 000 emplois; Services hospitaliers, 51 000 emplois; Services d'éducation, 54 000 emplois; Radio et télédiffusion, 55 000 emplois; Transport en commun urbain, 87 000 emplois et Service postal, 90 000 emplois.
13. La revue internationale The New Internationalist traite de cette importante dimension depuis plusieurs années déjà. Organisé sous forme de coopérative, le "New Internationalist Publications Ltd" dispose d'un important réseau mondial de correspondant-e-s, de trois bureaux d'édition (Oxford, G.-B.; Toronto et Victoria, Australie) ainsi que de cinq bureaux d'abonnement (Londres; Toronto; Lewiston, N.Y.; Victoria, Australie et Christchurch, Nouvelle-Zélande).
14. Mille personnes provenant de 25 pays ont participé à cette convention qui avait pour thème général: "Le mouvement de paix 88: nouveaux défis".
15. La traduction française de ce discours a été publiée récemment sous le titre "Un nouvel agenda pour le mouvement pacifiste" dans la revue québécoise d'information sur le désarmement et la paix, Option Paix, Vol.6, no 4, hiver 1988-1989, p.7-10.
16. Pour un examen critique fouillé de la question, il est utile de consulter le numéro spécial que le Bulletin of the Atomic Scientists consacre à ce sujet et qui est intitulé: "Superpower Arms Race at Sea. NATO Seeks Treaty Loopholes", Vol.43, no 7, sept. 1987, 63p.

17. On peut trouver plus de détails sur la raison d'être et la nature de tels réseaux dans les publications suivantes:

- * Deux rapports spéciaux produits par le groupe END et Merlin Press de Londres (G.-B.), The Nuclear North Atlantic (1982) et North Atlantic Network: The Alternative Alliance (1985)
- * Le numéro spécial de END Journal consacré à ce sujet et intitulé "For a Nuclear-Free North Atlantic", sept.- oct. 1984.
- * J. Williams, "Le Réseau de l'Atlantique du Nord - Alliance alternative", Revue internationale d'action communautaire, 12/52, automne 1984, p.187-192.
- * R. Babin, "Le Réseau de l'Atlantique du Nord face à l'escalade invisible", Option-Paix, Vol.3, no 5-6, hiver 1985.
- * P. Hayes, L. Zarsky et W. Bello, American Lake, Nuclear Peril in the Pacific, Penguin Books, Australie, 1986.
- * B. Danielsson et M.T. Danielsson, Poisoned Reign: French Nuclear Colonialism in the Pacific, Penguin Books, Australie, 1986.
- * Dr. Stewart Firth, Nuclear Playground, Allen & Unwin, 1988.
- * P.D. Jones, From Bikini to Belau: the Nuclear Colonisation of the Pacific, War Resisters' International, 55 Dawes St. London, SE171EL.

18. Les "Neptunes Papers" sont publiés conjointement par Greenpeace et l'Institute for Policy Studies avec comme objectif d'appuyer la "Campagne pour la dénucléarisation des mers" de Greenpeace. Greenpeace, 1436 U Street, NW, Washington, DC, 20009; Institute for Policy Studies, 1601 Connecticut Ave., NW, Washington, DC, 20009:

- I. The Nuclear Arms Race at Sea, oct. 1987
- II. Nuclear Warships and Naval Nuclear Weapons: A Complete Inventory, déc. 1987.
- III. Naval Accidents 1945-1988, juin 1989. Egalement d'intérêt et publié par Greenpeace, A Chronology of the Naval Nuclear Arms Race 1980-1987, fév. 1987.

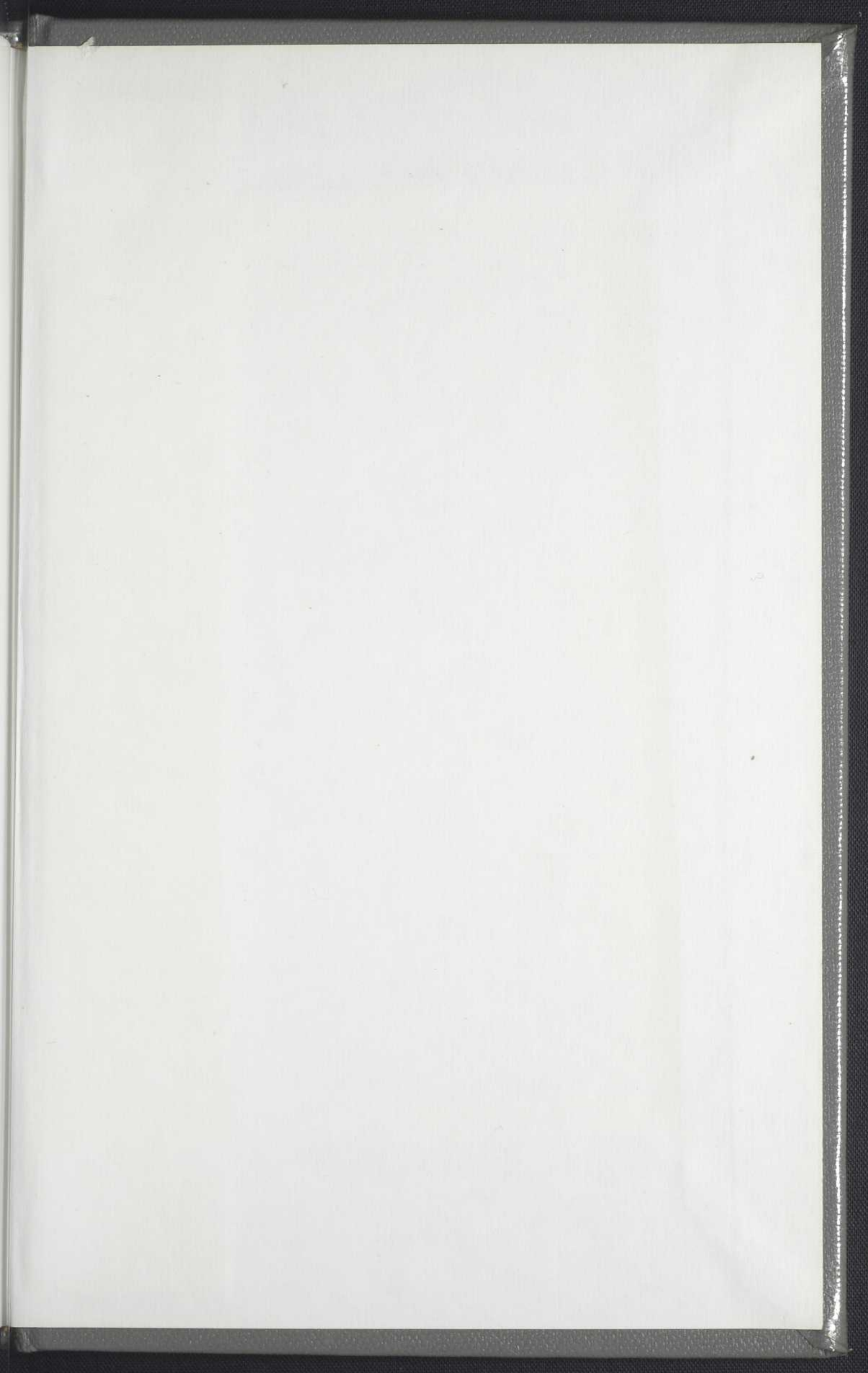
19. Voir à ce sujet: Paul F. Power, "The South Pacific Nuclear-Weapon-Free-Zone", Pacific Affairs, Vol.59, no 3, automne 1986, p.455-475.
20. Rapport produit sous la présidence de Gro Harlem Brundtland, première ministre de Norvège, et intitulé, Our Common Future, Oxford, New York, Oxford University Press, 1987, 400p.; Notre avenir à tous, Montréal, Les Editions du fleuve et les Publications du Québec, 1988, 454p.
21. Cette demande a été formulée suite à une étude technique sur l'état des infrastructures municipales au Canada menée par des cadres municipaux et des universitaires. La FMC en a publié un premier compte-rendu en 1985 afin de souligner le sens et la portée du nouveau programme d'investissement désiré: "Municipal Infrastructure in Canada: Physical Condition & Funding Adequacy", Municipal Dimensions, Vol.4, no 1, jan. 1985.
22. Fondé en 1985, ce comité est composé d'une vingtaine de personnes provenant des cinq continents et connues mondialement pour leur engagement en faveur de la paix et de la justice sociale. Il s'intéresse à identifier et à encourager les énergies créatrices susceptibles de produire de manière non-violente les changements sociaux et politiques requis pour le développement d'une paix mondiale juste ainsi que pour assurer une plus grande démocratisation dans un monde de structures globales. En font parties: Bibi Anderson (Suède), Elise Boulding (E.-U.), Jose Diokno (Philippines), Erhard Eppler (R.F.A.), Adolfo Perez Esquivel (Argentine), Richard A. Falk (E.-U.), Herbert Feith (Australie), Mary Kaldor (G.-B.), Gyorgy Konrad (Hongrie), Rajni Kothari (Inde), Saul Mendlovitz (E.-U.), Marc Nerfin (Suisse), Kazuji Nagasu (Japon), Radmila Nakarada (Yougoslavie), Maria de Lourdes (Portugal), Yoshikazu Sakamoto (Japon), Ousman Sembene (Sénégal), Vandana Shiva (Inde), Mohamed Sid-Ahmed (Egypte), Juan Somavia (Chili), Desmond Tutu (Afrique du Sud) et R.B.J.Walker (Canada).

23. Voir: S.H. Mendlovitz et R.B.J. Walker (eds), Towards a Just World Peace: Perspective from Social Movements, Committee for a Just World Peace, 1987 (London, Butterworths), 403p.; voir également "Le mouvement pour le désarmement et la paix", Revue internationale d'action communautaire, 12/52, automne 1984, 218 p. (numéro réalisé par J.-G. Vaillancourt et R. Babin).
24. Cette déclaration collective accompagnée de son argumentation, ses données, son programme et ses propositions est publiée sous le titre "American Priorities in a New World Era", World Policy Journal, Vol.VI, no 2, printemps 1989, p.203-237.
25. Richard A. Falk situe bien l'importance de telles manifestations dans ses deux chapitres "The State System and Contemporary Social Movements", "The Global Promise of Social Movements: Explorations at the Edge of Time" dans S.H. Mendlovitz et R.B.J. Walker, Towards a Just World Peace, op.cit., p.15-48, p.363-385. Il est à noter que le Sommet économique du Groupe des Sept de Toronto (19-21 juin 1988) a été précédé d'une enquête et d'un tribunal international sur les violations des droits humains et de l'environnement qui a eu lieu à Montréal (2-6 mai) et à Toronto (9-12 juin), organisés par l'Alliance pour l'action non-violente.
26. Zsuzsa Hegedus offre une analyse fouillée de l'ouverture d'un nouvel espace public transnational dans "Orientations et dynamiques du mouvement de paix. Une protestation démocratique à la recherche d'un nouveau modèle de sécurité", Revue internationale d'action communautaire, 12/52, automne 1984, p.11-26; version anglaise révisée, "The challenge of the Peace Movement: Civilian Security and Civilian Emancipation" dans S.H. Mendlovitz et R.B.J. Walker, Towards a Just World Peace, op.cit., p.191-210.
27. Rapport de la Commission indépendante sur les problèmes de développement international, sous la présidence de Willy Brandt, Nord-Sud: un programme de survie, Paris, Gallimard, 1980, 535p.

28. Pour une analyse détaillée de cette question, voir Michael T. Klare, "Deadly Convergence. The Perils of the Arms Trade", World Policy Journal, Vol.6, no 1, hiver 1988-1989, p.141-168.
29. La notion de "complexe militaro-commercial" en prolongement de celle de "complexe militaro-industriel" témoigne de la tendance à l'approfondissement de la logique militariste mondiale. On peut lire à ce sujet: David C. Morrison, "Le complexe militaro-commercial américain", Le Monde diplomatique, avril 1989, p.3.
30. Pour plus de détails historiques voir: René Bridel, Neutralité: Une voie pour le Tiers-Monde, Paris, Editions l'Age d'Homme, 1968, 287 p.; Daniel Colard, Le mouvement des pays non-alignés, Notes et Etudes documentaires nos 4613-4614, Paris, La Documentation française, 1981, 168 p.; Collectif CEDETIM, Le non-alignement, Paris, La Découverte, 1985, 148 p.
31. Pour plus de détails concernant la dynamique et l'extension des zones dénucléarisées, voir: Jules Dufour, "Le réseau mondial des zones de sécurité", Option Paix, Vol. 8, no 1, printemps 1990, p.14-15; Andréa Levy, "Community Disarmament Initiatives" dans E.Shragge, R. Babin, J.-G. Vaillancourt, Roots of Peace, Toronto, Between the Lines, 1986, p. 104-121.
32. Pour un examen attentif et pertinent de ces catégories de neutralité ainsi que des possibilités de neutralité pour le Canada telles que perçues par le mouvement canadien pour la paix, voir: Vaillancourt, Jean-Guy, "Le mouvement de la paix face à la neutralité canadienne" dans Bergeron, C., C.-P. David, M. Fortmann et W. George (eds.), Les choix géopolitiques du Canada. L'enjeu de la neutralité, Montréal, Méridien, 1988, p. 243-264.
33. Sur ce thème, voir Alberto Melucci, "The Symbolic Challenge of Contemporary Movements", Social Research, 52, 1985, p.789-816. Voir également Zsuzsa Hegedus, op.cit.

34. Joseph Sassoon analyse cette dimension de l'inventivité des nouveaux mouvements sociaux dans un article intitulé: "Ideology, symbolic action and rituality in social movements: the effects on organizational form", Social Science Information (SAGE, London, Beverly Hills, New Delhi), 23, 4/5, 1984, p.861-873.
35. Illusions techniciennes issues de l'idéologie technocratique dont le contenu et la fonction sont analysés en regard de l'industrie nucléaire dans la section "Fondements idéologiques de l'establishment nucléaire", R.Babin, L'option nucléaire. Développement et contestation de l'énergie nucléaire au Canada et au Québec, Montréal, Boréal Express, 1984, p.82-97.





La chute du mur de Berlin a plongé l'humanité dans une nouvelle ère des relations internationales qui annonce une reconfiguration du monde. Ce renversement historique n'est cependant pas le fruit d'une génération spontanée; il a ses causes, et la lecture de "La paix comme projet de justice" permet de mieux les cerner. Cet ouvrage contient, en effet, des analyses, des commentaires et des informations qui aident à comprendre les grands changements actuels. On y trouvera, en filigrane, l'idée que la perspective planétaire mise de l'avant par les mouvements de paix a contribué au regain du militantisme pour la sauvegarde de la nature. Les textes soulignent que pour en arriver à une paix, fondée sur la justice, les problèmes majeurs de notre époque doivent être résolus de façon collective dans le respect du droit des personnes et des peuples. Cette exigence s'applique autant à la militarisation de la planète qu'aux menaces environnementales et aux rapports inégaux entre le Nord et le Sud. Les grandes questions que soulèvent ces textes sont plus que jamais à l'ordre du jour et le type d'analyse qui les sous-tend permet de saisir autrement que de façon simpliste la situation actuelle.

Discours d'ouverture: **"La paix comme projet de justice"**.

Maurice Rainville

De l'équilibre instable de la terreur à l'équilibre stable de la sécurité réciproque.

Albert Jacquard

Les relations Nord-Sud et la paix.

Roberto Miguelez

Désarmer pour développer autrement: les mouvements pour la paix et contre le gaspillage des dépenses militaires.

Jean-Guy Vaillancourt

Oiseaux migrants de malheur: la militarisation du territoire montagnais.

Bernard Cleary

Du mal-développement au développement durable.

Solanges Vincent

Les années 80: décennie néo-pacifiste.

Ronald Babin



000 356 928

ISBN 2-89245-102-7